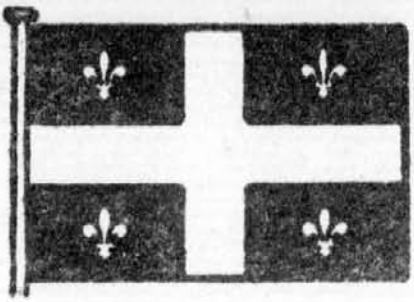


OFF
AIIE8
G3/93
S

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 OCTOBRE 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 7, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 13889-61)

J. Henry Abbott Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: J. Henry Abbott, agent d'assurances, de Laval-Ouest, Remi Labelle, courtier d'assurances, et Mlle Jeannine Deschênes, secrétaire, ces deux derniers de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtier d'assurances sous le nom de « J. Henry Abbott Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 842 Boulevard Sainte-Croix, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 13889-61)

J. Henry Abbott Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: J. Henry Abbott, insurance agent, of Laval-Ouest, Remi Labelle, insurance broker, and Mlle Jeannine Deschênes, secretary, the latter two of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "J. Henry Abbott Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 842 Boulevard Sainte-Croix, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13252-61)

Les Abeilles, Corps de Majorettes Notre-Dame, St-Sacrement Naudville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Nicol Cloutier, dentiste, Mlle Michèle Simard, secrétaire, et Jean-Baptiste Angers, agent d'assurances, tous d'Alma, pour les objets suivants:

La formation, l'administration et les affaires en général, se rapportant à un corps de majorettes, sous le nom de « Les Abeilles, Corps de Majorettes Notre-Dame, St-Sacrement Naudville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Naudville, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13802-61)

Les Agences Desautels Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Guy des Rivières, Jean Bérubé et Jacques Lapointe, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Importer, distribuer, acheter ou vendre, conformément aux dispositions de la loi régissant semblables matières, des vins, alcools ou spiritueux, sous le nom de « Les Agences Desautels Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13422-61)

Agrico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Pierre Bergeron, avocat, Paul Fradette, étudiant, et Huguette Gaudreault, secrétaire, célibataire majeure, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles, sous le nom de « Agrico Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Talbot, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13252-61)

Les Abeilles, Corps de Majorettes Notre-Dame, St-Sacrement Naudville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Nicol Cloutier, dentist, Miss Michèle Simard, secretary, and Jean-Baptiste Angers, insurance agent, all of Alma, for the following purposes:

The formation, administration and the business in general pertaining to a majorette corps, under the name of "Les Abeilles, Corps de Majorettes Notre-Dame, St-Sacrement Naudville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Naudville, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13802-61)

Les Agences Desautels Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: Guy des Rivières, Jean Bérubé, and Jacques Lapointe, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To import, distribute, purchase or sell, pursuant to the provisions of the act regulating similar matters, wines, alcohols or spirits, under the name of "Les Agences Desautels Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13422-61)

Agrico Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Pierre Bergeron, advocate, Paul Fradette, student, and Huguette Gaudreault, secretary, fille majeure, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, under the name of "Agrico Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Talbot Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13042-61)

Alliance Automobiles Limitée
Alliance Automobiles Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jehan Perdriau, Henri Courtemanche et Pierrette Moisan, fille majeure, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de « Alliance Automobiles Limitée — Alliance Automobiles Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13042-61)

Alliance Automobiles Limitée
Alliance Automobiles Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Jehan Perdriau, Henri Courtemanche and Pierrette Moisan, spinster of full age, all lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and in their parts and accessories, under the name of "Alliance Automobiles Limitée — Alliance Automobiles Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13054-61)

Anga Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1961, constituant en corporation: Gregory Charlap, Arthur Shulman, tous deux avocats, de Montréal, Max Slapack, avocat, de Côte-St-Luc, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Anga Investment Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 764 avenue Davaar, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13054-61)

Anga Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of June, 1961, incorporating: Gregory Charlap, Arthur Shulman, both advocates, of Montreal, Max Slapack, advocate, of Côte-St-Luc, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Anga Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 764 Davaar Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12936-61)

Anstro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1961, constituant en corporation: Clermont Vermette, de La Pariric, Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous deux avocats, et Mlle Lorraine Séguin, secrétaire, de Boucherville, pour les objets suivants:

Commerce de placements, sous le nom de « Anstro Investments Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 30,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 605, 635, rue Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12936-61)

Anstro Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of June, 1961, incorporating: Clermont Vermette, of La Prairie, Godfroy Marin, of Pointe-Claire, both advocates, and Miss Lorraine Séguin, secretary, of Boucherville, for the following purposes:

To carry on an investment company, under the name of "Anstro Investments Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 30,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at suite 605, 635 Dorchester Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14023-61)

Aqua Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Francis Joseph Dolan, comptable, Arthur Quesnel, commis, Raymond Cartwright, avocat, Mildred Murphy, ménagère, Eleanor Hart, statisticienne, et Meta Brooker, secrétaire, les trois dernières filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Aqua Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14023-61)

Aqua Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of August, 1961, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Council, Francis Joseph Dolan, accountant, Arthur Quesnel, clerk, Raymond Cartwright, advocate, Mildred Murphy, housekeeper, Eleanor Hart, statistician, and Meta Brooker, secretary, the latter three spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Aqua Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13646-61)

Arrow Hosiery Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Rudolf Herrmann, fabricant, Hildegard Herrmann, ménagère, épouse dudit Rudolf Herrmann, tous deux de Montréal, et Gerda Wolf, secrétaire, célibataire, de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas de nylon, lingerie et autres textiles, sous le nom de « Arrow Hosiery Mfg. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6545 avenue Durocher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13646-61)

Arrow Hosiery Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Rudolf Herrmann, manufacturer, Hildegard Herrmann, housewife, wife of the said Rudolf Herrmann, both of Montreal, and Gerda Wolf, secretary, spinster, of Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in nylon hosiery, lingerie and other textiles, under the name of "Arrow Hosiery Mfg. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6545 Durocher Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13848-61)

Association des Veuves de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporffition sans capital-actions Mesdames Lorette L. Charbonneau, Mariette L. Gendron, sténodactylographes, Cécile P. Senneville, réceptionniste, Marguerite D. Senneville, finisseuse en fourrure, Germaine G. Bock, directrice d'École Maternelle, Cécile B. Doyon, commis de bureau, et Thérèse Gagnon, ménagère, toutes les sept veuves, de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser, tant au point de vue individuel que social, la formation religieuse, morale, cultu-

(A.G. 13848-61)

Association des Veuves de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Mesdames Lorette L. Charbonneau, Mariette L. Gendron, stenotypists, Cécile P. Senneville, receptionnist, Marguerite D. Senneville, fur finisher, Germaine G. Bock, directress of a kindergarten, Cécile B. Doyon, office clerk, and Thérèse Gagnon, housewife, all seven widows, of Montreal, for the following purposes:

To encourage, from the individual as well as from the social point of view, the religious

relle et sociale de ses membres, sous le nom de « Association des Veuves de Montréal Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13649-61)

Aux Tivoli Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Lewis Batshaw, Irving Adessky, avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Aux Tivoli Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12655-61)

Barlar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Lewis Batshaw, Irving Adessky, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Barlar Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13453-61)

Belvédère Property Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires de Belvédère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Douglas Holt, « division Mgr. Machinerie », Gérard Hamel, commerçant et industriel, Norman Hamfelt, commerçant, tous trois de Verdun, Jean Lefebvre, commis, Guy Paquette, vendeur, John Fitzgerald, surintendant Wallace Palmer, ingénieur, Lucien Champeau, journaliste, Lorenzo Chamberland,

moral, cultural and social formation of its members, under the name of "Association des Veuves de Montréal Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13649-61)

Aux Tivoli Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Lewis Batshaw, Irving Adessky, advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Aux Tivoli Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12655-61)

Barlar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: Lewis Batshaw, Irving Adessky, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Barlar Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13453-61)

Belvédère Property Owners Association Inc.
L'Association des Propriétaires de Belvédère Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Douglas Holt, manager of machinery division, Gérard Hamel, tradesman and industrialist, Norman Hamfelt, tradesman, all three of Verdun, Jean Lefebvre, clerk, Guy Paquette, salesman, John Fitzgerald, superintendent, Wallace Palmer, engineer, Lucien Champeau, journalist, Lorenzo Chamberland,

soudeur, et François Mainville, entrepreneur général, ces sept derniers de l'Ile-Perrot-Sud, pour les objets suivants:

Grouper en association en vue de promouvoir leurs intérêts, les propriétaires de résidences d'été et d'hiver à Belvédère, Ile Perrot, et les environs, sous le nom de « Belvédère Property Owners Association Inc.— L'Association des Propriétaires de Belvédère Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13966-61)

Beresford Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1961, constituant en corporation: Peter R. D. MacKell, Charles A. Phelan, avocats, Jean-Marie Paquet, étudiant en droit, tous trois de Montréal, et Robert A. Hope, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Beresford Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12896-61)

La Biscuiterie Lachance Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Rolland Lachance, commerçant, Gabrielle Lemonde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rolland Lachance, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et René Pelletier, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de biscuits, de pâtisseries, de bonbons, de confiseries et de marchandises semblables, sous le nom de « La Biscuiterie Lachance Incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1270, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13380-61)

Byron Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

solderer, and François Mainville, general contractor, the last seven from L'Ile Perrot-South, for the following purposes:

To group into an association in view of promoting their interests, owners of summer and winter residences at Belvédère, Ile Perrot, and vicinity, under the name of "Belvédère Property Owners Association Inc.— L'Association des Propriétaires de Belvédère Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Ile Perrot, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13966-61)

Beresford Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of August, 1961, incorporating: Peter R. D. MacKell, Charles A. Phelan, advocates, Jean-Marie Paquet, student-at-law, all three of Montreal, and Robert A. Hope, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment company, under the name of "Beresford Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12896-61)

La Biscuiterie Lachance Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: Rolland Lachance, trader, Gabrielle Lemonde, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rolland Lachance, and duly authorized by him for these presents, and René Pelletier, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in biscuits, pastries, candies, sweetmeats and in similar merchandise, under the name of "La Biscuiterie Lachance Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1270 Bélanger St. east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13380-61)

Byron Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: George Berenbaum, marchand, Abraham Segal, avocat, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Byron Holdings Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13008-61)

Canadian Janitorial Service & Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Bill Saks, vendeur, Lorna Plotnick Saks, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bill Saks et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Côte-Saint-Luc, David Franklin, avocat, de Westmount, Mlles Gladys MacLeod et Marjorie Sharp, secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir les services de conciergerie, entretien et sécurité à des fins commerciales et domestiques, sous le nom de « Canadian Janitorial Service & Supply Co. Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13885-61)

Canadian Mortgage Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Stanley D. Haltrecht, notaire, de Saint-Laurent, Hyman Engel, agent d'immeubles, et Jean Barrow, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Canadian Mortgage Brokers Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6484, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13003-61)

Canadian Paper Converters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: George Berenbaum, merchant, Abraham Segal, advocate, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Byron Holdings Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13008-61)

Canadian Janitorial Service & Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Bill Saks, salesman, Lorna Plotnick Saks, housewife, wife separate as to property of the said Bill Saks, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Côte-Saint-Luc, David Franklin, advocate, of Westmount, Misses Gladys MacLeod and Marjorie Sharp, secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To furnish janitorial, maintenance and security services for industrial, commercial and domestic purposes, under the name of "Canadian Janitorial Service & Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 1,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13885-61)

Canadian Mortgage Brokers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: Stanley D. Haltrecht, notary, of Saint-Laurent, Hyman Engel, realtor, and Jean Barrow, secretary, spinster, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Canadian Mortgage Brokers Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6484, Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13003-61)

Canadian Paper Converters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Aubin, opérateur de reliure, Mlle Frances St. Pierre, secrétaire, tous deux de Montréal, et Charles Gagné, vendeur, de St-Vincent-de-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du papier et de tous ses produits, sous le nom de « Canadian Paper Converters Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Jean Aubin, bindery operator, Miss Frances St. Pierre, secretary, both of Montreal, and Charles Gagné, salesman, of St-Vincent-de-Paul, for the following purposes:

To deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "Canadian Paper Converters Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13757-61)

Cela Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: William Edgar Bronstetter, avocat, Peter Balfour Glassford, comptable agréé et Madeleine Paiement, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et/ou placements, sous le nom de « Cela Corporation Limited », avec un capital total de $500,000, divisé en 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13757-61)

Cela Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: William Edgar Bronstetter, advocate, Peter Balfour Glassford, chartered accountant, and Madeleine Paiement, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and/or investment company, under the name of "Cela Corporation Limited", with a total capital stock of $500,000, divided into 49,000 preferred shares of the par value of $10 each and 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13576-61)

Claire's Flower Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Joseph Bénilous, comptable, Kenneth Travies, ingénieur, tous deux de Montréal, et Joseph O'Brien, avocat, de Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, producers de graines et chercheurs de nouvelles variétés de graines, sous le nom de « Claire's Flower Shops Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13576-61)

Claire's Flower Shops Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Joseph Benilous, accountant, Kenneth Travies, engineer, both of Montreal, and Joseph O'Brien, attorney, of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed-growers and developers, under the name of "Claire's Flower Shops Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12959-61)

Clearview Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1961, constituant en corpora-

(A.G. 12959-61)

Clearview Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of June, 1961, incorporating: Gregory Charlap,

tion: Gregory Charlap, Arthur Shulman, tous deux de Montréal, Max Slapack, de Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce de courtiers en immeubles et agents à commission, sous le nom de « Clearview Construction Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5510 avenue Westburne, Côte-Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province.

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13407-61)

La Club Aquatique de La Malbaie, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Dufour, avocat, Dr Jos. Lambert, médecin, Jean-Arthur Tremblay, garagiste, Bertrand Harvey et Adrien Harvey, marchands, tous de La Malbaie, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Le Club Aquatique de La Malbaie, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11797-61)

Club Sportif de Mont-Laurier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Lesage, vendeur d'automobiles, Pierre Richer, marchand, et Raymond Hamel, notaire, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes qui pourraient être intéressées à la promotion ou au développement des sports en général, et de la culture physique en général, à Mont-Laurier et dans la région, sous le nom de « Club Sportif de Mont-Laurier Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13979-61)

The Commuters Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Arthur Shulman, both of Montreal, Max Slapack, of Côte-Saint-Luc, all three advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and commission agents, under the name of "Clearview Construction Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5510 Westburne Avenue, Côte-Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13407-61)

La Club Aquatique de La Malbaie, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Marc Dufour, advocate, Dr. Jos. Lambert, physician, Jean-Arthur Tremblay, garage-keeper, Bertrand Harvey and Adrien Harvey, merchants, all of La Malbaie, for the following purposes:

To form and direct a sports club under the name of "Le Club Aquatique de La Malbaie, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11797-61)

Club Sportif de Mont-Laurier Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Lesage, automobile salesman, Pierre Richer, merchant, and Raymond Hamel, notary, all of Mount-Laurier, for the following purposes:

To group into an association persons who may be interested in the promotion or development of sports in general, and in physical cutlure in general, at Mount-Laurier and in the district, under the name of "Club Sportif de Mont-Laurier Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Mount-Laurier, judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13979-61)

The Commuters Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Asher Kahn et William Levitt, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de tissus, cuir, robes, bottines, souliers, chapeaux, vêtements d'enfants, vêtements de base, bijoux, vêtements de laine, sous vêtements, drap et soie, complets, manteaux, articles de cuir, rideaux, draperies, tapis, porcelaine, menus articles, objets de fantaisie, articles de toilette de toutes sortes, sous le nom de « The Commuters Shop Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13977-61)

Constant Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première parti de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1961, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Jack Shayne, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Constant Realty Corp. », avec un capital total de $5,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13226-61)

La Corporation des Loisirs de Papineauville

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieuteannt-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Bonhomme, vendeur, Jacques Carrière, comptable, Raymond Carignan, gérant, Maximin Villeneuve, imprimeur, Maurice Pilon, agent, et Yvon Daigneault, cultivateur, tous de Papineauville, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir les loisirs de la population de la paroisse Ste-Angélique de Papineauville, sous le nom de « La Corporation des Loisirs de Papineauville ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Papineauville, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau su Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of August, 1961, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Asher Kahn and William Levitt, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, foundation garments, jewellery, wollen wear, underwear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, draperies, carpets, chinaware, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds, under the name of "The Commuters Shop Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13977-61)

Constant Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of August, 1961, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, Shirlee Simon, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Jack Shayne, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Constant Realty Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 2,500 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13226-61)

La Corporation des Loisirs de Papineauville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Bonhomme, salesman, Jacques Carrière, accountant, Raymond Carignan, manager, Maximin Villeneuve, printer, Maurice Pilon, agent, and Yvon Daigneault, farmer, all of Papineauville, for the following purposes:

To organize and promote recreations for the population of the parish of Ste-Angélique de Papineauville, under the name of "La Corporation des Loisirs de Papineauville".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Papineauville, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13062-61)

Couvent de Gentilly

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: RRdes Srs Madeleine-de-la-Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des-Lys (Bernadette Grisé), et Saint-Pantaléon (Hortense Girard), toutes religieuses, de Nicolet, pour les objets suivants:

Posséder et administrer une école pour le cours primaire, le cours secondaire, section générale, scientifique, classique, commerciale, managère, sous le nom de « Couvent de Gentilly ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Gentilly, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13062-61)

Couvent de Gentilly

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sisters Madeleine-de-la-Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des-Lys (Bernadette Grisé), and Saint-Pantaléon (Hortense Girard), all religious, of Nicolet, for the following purposes:

To own and manage a school for the primary and secondary course, with general, scientific, classical, commercial and home economics sections, under the name of "Couvent de Gentilly".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Gentilly, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13653-61)

Couvent de Sainte-Angèle

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: RRdes Srs Madeleine-de-la-Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des-Lys (Bernadette Grisé), et Saint-Pantaléon (Hortense Girard), toutes religieuses, de Nicolet, pour les objets suivants:

Posséder et administrer une école pour le cours primaire, le cours secondaire, section générale, scientifique, classique, commerciale, ménagère, sous le nom de « Couvent de Sainte-Angèle ».

Le montant auquel sont limités les biens immobilies que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Angèle, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13653-61)

Couvent de Sainte-Angèle

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Sisters Madeleine-de-la-Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des Lys (Bernadette Grisé), and Saint-Pantaléon (Hortense Girard), all religious, of Nicolet, for the following purposes:

To own and manage a school giving the primary and secondary course, with general, scientific, classical, commercial, home economics sections, under the name of "Couvent de Sainte-Angèle".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold iis to be limted, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Angèle, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12850-61)

Créations Publicitaires Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Rousseau, industriel, de Québec-Ouest, Guy Fortin, voyageur, de Charlesbourg, et Jean-Paul Blouin, comptable agréé, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fabricants et distributeurs d'écussons, de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes et d'autres produits semblables, sous le nom de « Créations Publicitaires Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 376, avenue Proulx, Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12850-61)

Créations Publicitaires Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Marcel Rousseau, industrialist, of Quebec-West, Guy Fortin, traveller, of Charlesbourg, and Jean-Paul Blouin, chartered accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as makers and distributors of coats of arms, engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards of all kinds and of other similar products, under the name of "Créations Publicitaires Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 376 Proulx Avenue, Quebec-West, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13903-61)

Cupra Mines Ltd.
(No Personal Liability)
La Société Minière Cupra Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: J.-Jacques Beauchemin, d'Outremont, André Valiquette, de la cité de Saint-Laurent, tous deux avocats, et Thérèse Beaulieu Ouellette, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Ouellette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie minière, sous le nom de « Cupra Mines Ltd. (No Personal Liability) — La Société Minière Cupra Ltée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 507 Place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13903-61)

Cupra Mines Ltd.
(No Personal Liability)
La Société Minière Cupra Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: J.-Jacques Beauchemin, of Outremont, André Valiquette, of the city of Saint-Laurent, both lawyers, and Thérèse Beaulieu Ouellette, secretary, wife separate as to property of Jean Ouellette, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of Sainte-Geneviève, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Cupra Mines Ltd. (No Personal Liability) — La Société Minière Cupra Ltée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its ahres.

The head office of the company will be at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-0 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13747-61)

Dansereau et Arsenault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Raymond Barakett, avocat, Gisèle Bélisle, secrétaire, célibataire majeure, et Anne Cohn, secrétaire, veuve d'Ozias Cohn, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, constructeurs, menuisiers, démolisseurs et excavateurs, sous le nom de « Dansereau et Arsenault Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions communes de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-0 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13747-61)

Dansereau et Arsenault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: Raymond Barakett, advocate, Gisèle Bélisle, secretary, fille majeure, and Anne Cohn, secretary, widow of Ozias Cohn, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as general contractor, builders, joiners, demolishers and excavators, under the name of "Dansereau et Arsenault Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13310-61)

Distinctive Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Mlle Rosa B. Gualtieri, de Mont-Royal, Michael Drazner et Harold Gossack, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machinerie instruments, ustensiles, appareils lubrifiants, ciments, solutions et appareils se rapportant à la construction de véhicules automobiles

(A.G. 13310-61)

Distinctive Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Miss Rosa B. Gualtieri, of Mount Royal, Michael Drazner and Harold Gossack, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, under

ou autrement, sous le nom de « Distinctive Products Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13312-61)

Gustave Drouin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gustave Drouin, directeur de funérailles, Desneiges Lavoie Drouin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gustave Drouin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Verdun, et Raymond Dulude, comptable agréé, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Gustave Drouin Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3565, boulevard LaSalle, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13538-61)

Elizabeth Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Donald W. Seal, Lazarus L. Tinkoff, tous deux de Montréal, et Philip Shaposnick, de Côte-Saint-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas, nylon, laine et matériel de textile, sous le nom de « Elizabeth Hosiery Mills Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 838 avenue Wiseman, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13053-61)

Ellendale Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1961, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner et Isidore R. Prazoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Ellendale

the name of "Distinctive Products Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13312-61)

Gustave Drouin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Gustave Drouin, funeral director, Desneiges Lavoie Drouin, housewife, wife separate as to property of the said Gustave Drouin, and duly authorized by him for these presents, both of Verdun, and Raymond Dulude, chartered accountant, of Saint-Bruno, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business of funeral directors under the name of "Gustave Drouin Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 8,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 3565 LaSalle Boulevard, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13538-61)

Elizabeth Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of July, 1961, incorporating: Donald W. Seal, Lazarus L. Tinkoff, both of Montreal, and Philip Shaposnick, of Côte-Saint-Luc, all attorneys, for the following purposes:

To deal in hosiery, nylon, wool and textile material, under the name of "Elizabeth Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 838 Wiseman Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13053-61)

Ellendale Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of June, 1961, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore R. Prazoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Ellendale Invest-

Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13035-61)

Empress Finance Corporation Ltd.
La Compagnie de Finance Empress Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1961, constituant en corporation: William Tabah, marchand, Joseph Tabah, administrateur, tous deux de Mont-Royal, et Docteur Edward Tabah, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Empress Finance Corporation Ltd.— La Compagnie de Finance Empress Ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13775-61)

Les Entreprises Boulevard Ltée
Boulevard Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7 juillet 1961, constituant en corporation: Henriette Pelletier, dactylo, célibataire, d'Outremont, Jean-A. Desjardins, avocat et solliciteur, Monique Piché et Hélène Michaud, secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, immeubles, construction et d'ensembles résidentiels, sous le nom de « Les Entreprises Boulevard Ltée — Boulevard Enterprises Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités ne sera pas inférieur à $500.

Le siège social de la compagnie sera 715 rue Jeanne-Leber, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13165-61)

Les Entreprises Machanty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Yves Bessette, pharmacien, Madeleine

ment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13035-61)

Empress Finance Corporation Ltd.
La Compagnie de Finance Empress Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of July, 1961, incorporating: William Tabah, merchant, Joseph Tabah, executive, both of Mount Royal, and Doctor Edward Tabah, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a finance company, under the name of "Empress Finance Corporation Ltd.— La Compagnie de Finance Empress Ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13775-61)

Les Entreprises Boulevard Ltée
Boulevard Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Henriette Pelletier, typist, spinster, of Outremont, Jean-A. Desjardins, barrister and solicitor, Monique Piché and Hélène Michaud, secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a land, real estate, construction and general development company, under the name of "Les Entreprises Boulevard Ltée — Boulevard Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company ill commence its operations will not be less than $500.

The head office of the company will be at 715 Jeanne-Leber Street, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13165-61)

Les Entreprises Machanty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: Yves Brissette, pharmacien, Madeleine Rioux Cayouette Bes-

Rioux Cayouette Bessette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yves Bessette, et Hector Rochon, commis, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Les Entreprises Machanty Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13437-61)

Les Entreprises Rocfort Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Claude Larocque, gérant, Paul-Émile Laforte, propriétaire de taxis, tous deux de Montréal, et Frank Larocque, dessinateur, de Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les Entreprises Rocfort Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2285, rue Champfleury, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13643-61)

Les Entreprises Sabrevois Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gilles Roy, commis de bureau, Henri Choinière, avocat, tous deux de St-Jean, et Jean Moreau, comptable, d'Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Les Entreprises Sabrevois Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sabrevois, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13642-61)

Entreprises Saint-Benoît Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gilles Latour, courtier en assurance, Lise

sette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yves Bessette, and Hector Rochon, clerk, all of Gatineau, for the following purposes:

To carry on a business which consists in supplying amusement to the public under the name of "Les Entreprises Machanty Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13437-61)

Les Entreprises Rocfort Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Claude Larocque, manager, Paul-Émile Laforte, proprietor of taxis, both of Montreal, and Frank Larocque, draughtsman, of Duvernay, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Les Entreprises Rocfort Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2285 Champfleury St., Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13643-61)

Les Entreprises Sabrevois Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Gilles Roy, office clerk, Henri Choinière, advocate, both of Saint John's and Jean Moreau, accountant, of Iberville, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants, under the name of "Les Entreprises Sabrevois Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sabrevois, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13642-61)

Entreprises Saint-Benoît Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Gilles Latour, insurance broker, Lise Latour, secretary, spinster of the

Latour, secrétaire, fille majeure, et Jacques Latour, imprimeur, tous de Saint-Benoît, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Entreprises Saint-Benoît Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Benoît, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12797-61)

Les Établissements St-François, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Armand Cloutier, commis, Albert Dubé, marchand, et Gilles Roy, voyageur, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux ou constructeurs, sous le nom de « Les Établissements St-François, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13517-61)

Épiceries Presto Ltée
Presto Groceries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Hélène Gélinas, célibataire majeure, de Hampstead, Louis Vaillancourt, de Montréal, tous trois avocats, Rolande Rech, secrétaire, et Jeanne Gagnon, comptable, ces deux dernières célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Épiceries Presto Ltée — Presto Groceries Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13629-61)

407 McGill St. Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet, 1961, constituant en corporation: Albert Gomberg, Louis Glazer, tous deux avocats, et Frank Bloomstone, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

full age of majority, and Jacques Latour, printer, all of Saint-Benoît, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Entreprises Saint-Benoît Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Benoît, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12797-61)

Les Établissements St-François, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, incorporating: Armand Cloutier, clerk, Albert Dubé, merchant, and Gilles Roy, traveller, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate as general contractors or builders, under the name of "Les Établissements St-François, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13517-61)

Épiceries Presto Ltée
Presto Groceries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of July, 1961, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Hélène Gélinas, spinster of the full age of majority, of Hampstead, Louis Vaillancourt, of Montreal, all three advocates, Rolande Rech, secretary, and Jeanne Gagnon, accountant, the two latter spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Épiceries Presto Ltée — Presto Groceries Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13629-61)

407 McGill St. Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of July, 1961, incorporating: Albert Gomberg, Louis Glazer, both advocates, and Frank Bloomstone, notary, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « 407 McGill St. Restaurant Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "407 McGill St. Restaurant Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 407 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13833-61)

Foyer St-Sacrement Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louise Leboeuf Pichette, épouse séparée de biens de Roland Pichette, Thérèse LeBoeuf Pichette, épouse séparée de biens de Raymond Pichette, et Jacqueline Paré Pichette, épouse séparée de biens de Gaston Pichette, toutes ménagères, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Établir, administrer, maintenir, organiser et gérer des foyers, hospices, maisons d'accueil, maisons de convalescence ou de repos, et refuges, sous le nom de « Foyer St-Sacrement Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13833-61)

Foyer St-Sacrement Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Louise Leboeuf Pichette, wife separate as to property of Roland Pichette, Thérèse LeBoeuf Pichette, wife separate as to property of Raymond Pichette, and Jacqueline Paré Pichette, wife separate as to property of Gaston Pichette, all housewives, of Saint Foy, for the following purposes:

To establish, administrate, maintain, organize and manage homes, hospices, hostels, convalescence or rest homes, houses of refuge, under the name of "Foyer St-Sacrement Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13302-61)

Jules A. Gauthier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Mme Patricia Bouchard Gauthier, industriel, épouse séparée de biens de Jules-A. Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Andrée Boudreault et Denise Racine, secrétaires, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Jules A. Gauthier Ltée », avec un capital total de $70,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Ste-Claire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13302-61)

Jules A. Gauthier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Mrs. Patricia Bouchard Gauthier, industrialist, wife separate as to property of Jules-A. Gauthier, and duly authorized by him for these presents, Andrée Boudreault, and Denise Racine, secretaries, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Jules A. Gauthier Ltée", with a total capital stock of $70,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be on Ste-Claire St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13843-61)

Gino Rossi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, conseil en loi de la

(A.G. 13843-61)

Gino Rossi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Louis H. Rohrlick, Queen's Counsel, of Westmount, Benjamin J.

Reine, de Westmount, Benjamin J. Greenberg, de Côte-Saint-Luc, tous deux avocats, et Mary Watt, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, sous le nom de « Gino Rossi Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12932-61)

Glenrae Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1961, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, et Evelyn Lortie, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'immeubles, sous le nom de « Glenrae Realties Limited », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13175-61)

Hartley F. Graham Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Hartley F. Graham, courtier d'assurances, Evelyn Graham, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hartley F. Graham, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Martin Martel, comptable, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « Hartley F. Graham Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13451-61)

Great Dare Copper Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gordon McMichael, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Ottawa, province d'Ontario, Mark Wiseman, agent d'immeubles, Sylvio Jasmin, vétérinaire, Gerald Sullivan, avocat et conseil en loi de la Reine, Jacques Corbeil, industriel, John Evan-

Greenberg, of Côte-Saint-Luc, both advocates, and Mary Watt, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To deal in men's clothing, under the name of "Gino Rossi Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12932-61)

Glenrae Realties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of June, 1961, incorporating: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, advocates, and Evelyn Lortie, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Glenrae Realties Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13175-61)

Hartley F. Graham Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: Hartley F. Graham, insurance broker, Evelyn Graham, housewife, wife separate as to property of the said Hartley F. Graham, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Martin Martel, accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To cary on business as insurance brokers, under the name of "Hartley F. Graham Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13451-61)

Great Dare Copper Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Gordon McMichael, advocate and Queen's Counsel, of Ottawa, Province of Ontario, Mark Wiseman, realtor, Sylvio Jasmin, veterinary, Gerald Sullivan, advocate and Queen's Counsel, Jacques Corbeil, industrialist, John Evanshen, miner, all

shen, mineur, tous les cinq de Montréal, et Roger Sullivan, agent d'immeubles de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Exercer les affaires et les activités d'une compagnie d'exploitation minière, sous le nom de « Great Dare Copper Co. Ltd. » (No Personal Liability), avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

five of Montreal, and Roger Sullivan, realtor, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Great Dare Copper Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12511-61)

Greenshields Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1961, autorisant la fusion de « Greenshields & Co Inc. » une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 11 mars 1932, et Dawson, Hannaford Limited », une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 21 février 1951, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finances, sous le nom de « Greenshields Incorporated », avec un capital-actions divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominales ou au pair et 25,000 actions privilégiées de $50 chacune, le montant fixé avec lequel ladite compagnie commencera ses activités n'étant pas inférieur à $625,000.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Greenshields Incorporated ».

Le siège social de la nouvelle compagnie sera à 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 15e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12511-61)

Greenshields Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Greenshields & Co Inc", a company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 11, 1932, and "Dawson, Hannaford Limited", a company incorporated under the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 21, 1951, for the following purposes:

To carry on business as a financial company, under the name of "Greenshields Incorporated", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal or par value and 25,000 preferred shares of $50 each, the amount with which the said Company shall carry on business being fixed at not less than $625,000.

The name of the new Company is "Greenshields Incorporated".

The head office of the new Company will be at 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12510-61)

Greenshields Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1961, autorisant la fusion de « Greenshields & Co Ltd », une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9 décembre 1957, et « Dawson Hannaford & Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 22 septembre 1955, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers d'actions, sous le nom de « Greenshields Ltd. », avec un capital-actions divisé en 15,000 actions, catégo-

(A.G. 12510-61)

Greenshields Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Greenshields & Co Ltd", a company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated December 9, 1957, and "Dawson Hannaford & Co. Ltd.", incorporated under the provisions of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated September 22, 1955, for the following purposes:

To carry on business as stockbrokers, under the name of "Greenshields Ltd.", with a capital stock divided into 15,000 class "A" shares without

rie « A », sans valeur nominale ou au pair 12 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair et 10,000 actions privilégiées de $50 chacune, et le montant fixé avec lequel la compagnie commencera ses activités n'étant pas inférieur à $125,060.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Greenshields Ltd. ».

Le siège social de la nouvelle compagnie sera 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14067-61)

Hellas Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, avocat, Audrey Sutherland, secrétaire, veuve de John Sutherland, tous deux de Montréal, Sheldon Merling et Earl Merling, notaires, de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de certains immeubles spécifiques, sous le nom de « Hellas Corporation », avec un capital total de $40 000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13910-61)

Hotel New Magog Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Gédéon Simard, Armand Simard, hôteliers, et Madeleine Fecteau Simard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Simard, tous de Magog, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un hôtel, taverne, « grill », maison publique, auberge, pension, motel, cabine, salle à manger et/ou restaurant ou tout agencement d'iceux, sous le nom de « Hotel New Magog Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 612, rue Sherbrooke, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12872-61)

Les Immeubles Provost & Provost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation: Roger Pigeon, de Pointe-aux-Trembles,

nominal or par value, 12 class "B" shares without nominal or par value and 10,000 preferred shares of $50 each, the amount with which the company shall carry on business being fixed at not less than $125,060.

The name of the new Company is "Greenshields Ltd.".

The head office of the new Company will be at 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14067-61)

Hellas Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: Sol Sidney Fels, advocate, Audrey Sutherland, secretary, widow of John Sutherland, both of Montreal, Sheldon Merling and Earl Merling, notaries, of Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To deal with certain specific real estate, under the name of "Hellas Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13910-61)

Hotel New Magog Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Gédéon Simard, Armand Simard, hotel-keepers, and Madeleine Fecteau Simard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Simard, all of Magog, for the following purposes:

To own and manage a hotel, tavern, grill, public house, inn, pension, motel, cabin, dining-room, and/or restaurant or any similar arrangement, under the name of "Hotel New Magog Inc.", with a total capital stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 612, Sherbrooke Street, Magog, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12872-61)

Les Immeubles Provost & Provost Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Roger Pigeon, of Pointe-aux-Trembles, Jean-Louis Léger, of Saint-

Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, et Gilles Roux, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Provost & Provost Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5515, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13778-61)

Imprimerie Continentale Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Raymond Boucher, imprimeur, Marius Bilodeau, commis-vendeur, tous deux de Québec, J.-Arthème Drouin, marchand, et J.-Marcel Drouin, commis, ces deux derniers de Saint-Malachie, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricant et distributeur de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes et autres produits semblables; faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Continentale Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 302½, rue Marie-de-l'Incarnation, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12883-61)

Independent Meat Packers and Processors Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur, de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Israel Felgar, boucher en gros, de Côte-Saint-Luc, Roch Mailhot, boucher en gros, et Samuel Alboim, directeur exécutif, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir le bien-être et les meilleurs intérêts de ses membres engagés dans le commerce de bouchers et de commerçants de viande et de bétail, sous le nom de « Independent Meat Packers and Processors Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14196-61)

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de

Martin, and Gilles Roux, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Provost & Provost Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $10 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5515 Saint Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13778-61)

Imprimerie Continentale Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of July, 1961, incorporating: Raymond Boucher, printer, Marius Bilodeau, clerk-salesman, both of Quebec, J.-Arthème Drouin, merchant, and J.-Marcel Drouin, clerk, the latter two of Saint-Malachie, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business as manufacturer and distributor of engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards of all kinds and other similar products: to carry on as printers, under the name of "Imprimerie Continentale Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 302½, Marie-de-l'Incarnation, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12883-61)

Independent Meat Packers and Processors Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Israel Felgar, wholesale butcher, of Côte-Saint-Luc, Roch Mailhot, butcher, and Samuel Alboim, executive director, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To foster and promote the welfare and best interests of its members engaged in the business of butchers and of dealers in meat and cattle, under the name of "Independent Meat Packers and Processors Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $15,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14196-61)

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is given that under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act letters

Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22 août 1961, autorisant la fusion de la compagnie « Industrial Life Holding Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 août 1941, et de la compagnie « L. & F. Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 juin 1961, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Industrial Life Holding Ltd. », avec un capital total de $15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Industrial Life Holding Ltd. ».

Le siège social de la compagnie sera 31, rue St-Jacques, ouest, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13405-60)

Institut d'Immeuble et de Planisme
Institute of Real Estate and Planning

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel-M. Thérien, courtier en immeubles, J.-B.-Paul Martin, comptable agréé, tous deux de Montréal, Gérard-A. Lapointe, ingénieur professionnel, de Saint-Lambert, et Thérèse Gendron, secrétaire, fille majeure, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Promouvoir l'enseignement de l'immeuble et de l'urbanisme et des sciences connexes, sous le nom de « Institut d'Immeuble et de Planisme — Institute of Real Estate and Planning".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13693-61)

Interprovincial Swimming Pool Co Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patetnes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Charles-H. Cliche, avocat, Mme Janine Gignac, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Gignac, tous deux de Sainte-Thérèse, et Jean-Claude Paquin, avocat, de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

La construction de tous genres de piscines, sous le nom de « Interprovincial Swimming Pool Co Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 45, 5e avenue, Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terreobnne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the 22nd day of August, 1961, authorizing the amalgamation of the "Industrial Life Holding Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 20, 1941, and of the "L. & F. Holdings Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 19, 1961, for the following purposes:

To carry on as a holding and investment company, under the name of "Industrial Life Holding Ltd.", with a total capital stock of $15,000, divided into 15,000 common shares of $1 each.

The name of the new company is "Industrial Life Holding Ltd.".

The head office of the company shall be 31 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13405-60)

Institut d'Immeuble et de Planisme
Institute of Real Estate and Planning

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel-M. Thérien, real estate broker, J.-B.-Paul Martin, chartered accountant, both of Montreal, Gérard-A. Lapointe, professional engineer, of Saint-Lambert, and Thérèse Gendron, secretary, fille majeure, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To promote the teaching of real estate, town-planning and of the sciences connected thereto, under the name of "Institut d'Immeuble et de Planisme — Institute of Real Estate and Planning".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13693-61)

Interprovincial Swimming Pool Co Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, incorporating: Charles-H. Cliche, advocate, Mrs. Janine Gignac, secretary, wife contractually separate as to property of Jean Gignac, both of Sainte-Thérèse, and Jean-Claude Paquin, advocate, of Saint-Jérôme, for the following purposes:

The construction of all kinds of swimming pools, under the name of "Interprovincial Swimming Pool Co Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 45, 5th Avenue, Sainte-Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12795-61)

J. & M. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Kenneth Charles Mackay, Richard Bennett Holden, Edgar Nelson Smith, tous trois avocats, et Fay R. Ross, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « J. & M. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12795-61)

J. & M. Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Kenneth Charles Mackay, Richard Bennett Holden, Edgar Nelson Smith, all three advocates, and Fay R. Ross, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "J. & M. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13374-61)

Lakeview P'aza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Edward I. Auerback, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Lakeview Plaza Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13374-61)

Lakeview Plaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Edward I. Auerback, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Lakeview Plaza Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 3,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13769-61)

Lamontagne Limitée
Lamontagne Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 juillet 1961, autorisant la fusion de la compagnie « Lamontagne, Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 juin 1957, et de la compagnie « J.-L. Lamontagne Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 décembre 1953, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Lamontagne Limitée — Lamontagne Limited », avec un capital total de $285,000, divisé en 250,000 actions classe « A » de $1 chacune et en 35,000 actions classe « B » de $1 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Lamontagne Limitée — Lamontagne Limited ».

Le siège social de la compagnie sera 7, rue Lamontagne, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13769-61)

Lamontagne Limitée
Lamontagne Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, authorizing the amalgamation of the company "Lamontagne, Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 26, 1957, and of the company "J.-L. Lamontagne Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 9, 1953, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "Lamontagne Limitée — Lamontagne Limited", with a total capital stock of $285,000, divided into 250,000 class "A" shares of $1 each and into 35,000 class "B" shares of $1 each.

The name of the new company is "Lamontagne Limitée — Lamontagne Limited".

The head office of the company shall be at 7 Lamontagne Street, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12934-61)

Laurentide Outfitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1961, constituant en corporation: George Apple, marchand, Morty Apple, étudiant, et A. Arnold Lechter, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, et acheter, vendre et écouler des articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Laurentide Outfitting Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1046, Shorecrest Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A G 12934-61)

Laurentide Outfitting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of June, 1961, incorporating: George Apple, merchant, Morty Apple, student, and A Arnold Lechter, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, and, sea and forest products, beauty products, comestics, toilet articles and perfumes, under the name of "Laurentide Outfitting Inc.", with a total capital stock of $20.000, divided into 2.000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1046, Shorecrest, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P G 13819-61)

A. Létourneau, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jacques Bellemare, avocat, de Montréal, Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, de Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Commerce des meubles et d'articles de bureau, sous le nom de « A. Létourneau, Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 497, avenue Hôtel-Dieu, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A G 13819-61)

A. Létourneau, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: Jacques Bellemare, advocate, of Montreal, Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, and Lucille Roy, secretary, spinster, of Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To deal in furniture and office equipent, under the name of "A. Létourneau, Ltée", with a total capital stock of $50.000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 497 Hôtel-Dieu Avenue, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13159-61)

L. & F. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1961, constituant en corporation: Yves Pratte, de Sillery, Pierre Côté, Charles Tremblay, André Miville-Dechêne et Jean Beauvais, ces quatre derniers de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'une compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « L. & F. Holdings Ltd. », avec un capital total de $7,500, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

(A.G. 13159-61)

L. & F. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of June, 1961, incorporating: Yves Pratte, of Sillery, Pierre Côté, Charles Tremblay, André Miville-Dechêne and Jean Beauvais, the last four from Quebec, all advocates, for the following purposes:

To carry on the activities of a holding and investment company under the name of "L. & F. Holdings Ltd.", with a total capital stock of $7,500, divided into 1,500 common shares of a par value of $5 each.

Le siège social de la compagnie sera 31, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13418-61)

La Librairie Générale Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jacques Bérubé, comptable, Fernand Lapointe, commis-acheteur, tous deux de Chicoutimi, et Nicol Villeneuve, voyageur, d'Arvida, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres connexes ou semblables, sous le nom de « La Librairie Générale Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 3e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13593-61)

Maison des Portugais de Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Luis F. Helbling, ingénieur électricien, Antonio Braz, Mlle Maria Fernanda Barrados, tous deux commis de bureau, Antonio Cadete, manufacturier, Alberto Araujo, ébéniste, et Imitério Soares, fermier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les personnes intéressées aux langues française, anglaise et portugaise, et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de ces langues, sous le nom de « Maison des Portugais de Montréal Inc ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 3774, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13227-61)

Mattagami Ready-Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Valère Roy, hôtelier, Jean Roy, commis, tous deux de Val d'Or, et Bernardin Dallaire, spécialiste en ciment, de Rouyn, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 31 St-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13418-61)

La Librairie Générale Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd day of July, 1961, incorporating: Jacques Bérubé, accountant, Fernand Lapointe, clerk-buyer, both of Chicoutimi, and Nicol Villeneuve, traveller, of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, bookbinders, librarians, type-fonders and in other similar trades, under the name of "La Librairie Générale Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13593-61)

Maison des Portugais de Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Luis F. Helbling, electrical engineer, Antonio Braz, Miss Maria Fernanda Barrados, both office clerks, Antonio Cadete, manufacturer, Alberto Araujo, cabinet-maker, and Imitério Soares, farmer, all of Montreal, for the following purposes:

To group together into an association the persons interested in the French, english and portuguese languages, and to promote their knowledge through the use of these languages, under the name of "Maison des Portugais de Montréal Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 3774 Saint Denis St. Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13227-61)

Mattagami Ready-Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, incorporating: Valère Roy, hotelkeeper, Jean Roy, clerk, both of Val d'Or, and Bernardin Dallaire, cement specialist, of Rouyn, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Mattagami Ready-Mix Ltd. », avec un capital total de $90,000, divisé en 900 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

To carry on business as general contractors under the name of "Mattagami Ready-Mix Ltd.", with a total capital stock of $90,000, divided into 900 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of Julune, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13901-61)

Meldrum The Mover Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: David Henry Holland, avocat, Ernest William Mockridge, gérant, tous deux de Saint-Lambert, et Guy Ambrose Miller, teneur de livres, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de déménageurs, sous le nom de « Meldrum The Mover Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13901-61)

Meldrum The Mover Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: David Henry Holland, advocate, Ernest William Mockridge, manager, both of Saint-Lambert, and Guy Ambrose Miller, book-keeper, of Saint-Bruno, for the following purposes:

To carry on business as movers, under the name of "Meldrum The Mover Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 4,000 preferred shares of the par value of $100 each and 1,000 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13678-61)

Mi-Canex Mining and Explorations Limited

(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: W. LeM. Owen Cartier, Jules Frémont, tous deux avocats, de Sillery, et Agnès J. Gordon, secrétaire, veuve de Robert H. T. Gordon, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie d'exploitation minière, sous le nom de « Mi-Canex Mining and Explorations Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13678-61)

Mi-Canex Mining and Explorations Limited

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: W. LeM. Owen Carter, Jules Frémont, both advocates, of Sillery, and Agnès L. Gordon, secretary, widow of Robert H. T. Gordon, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Mi-Canex Mining and Explorations Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12639-61)

Miss Maple Grove Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Roger Morin, avocat, de Valleyfield, Léopold Landry, administrateur, et Jean-Pierre Landry, étudiant, ces deux derniers de Beauharnois, pour les objets suivants:

(A.G. 12639-61)

Miss Maple Grove Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Roger Morin, advocate, of Valleyfield, Léopold Landry, administrator, and Jean-Pierre Landry, student, the two latter of Beauharnois, for the following purposes:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Miss Maple Grove Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Maple Grove, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Miss Maple Grove Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Maple Grove, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13507-61)

Montreal Buildings Contracts & Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte et Bernard Paquin, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Montreal Buildings Contracts & Agencies Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1916, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13507-61)

Montreal Buildings Contracts & Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: Guy Pager, Maurice-R. Marcotte and Bernard Paqum, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Montreal Buildings Contracts & Agencies Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1916 Dorchester Blvd., west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12828-61)

L. P. Moquin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1961, constituant en corporation: Antonio Lamer, de Saint-Bruno, Robert Dulude, de Dorion, et Luc Geoffroy, de Chambly, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de liqueurs, vins, bières et autres breuvages alcooliques ou non, sous le nom de « L. P. Moquin Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 59, Courtney Drive, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12828-61)

L. P. Moquin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Antonio Lamer, of Saint-Bruno, Robert Dulude, of Dorion, and Luc Geoffroy, of Chambly, all advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in liqueurs, wine, beer and other alcoholic or non-alcoholic beverages, under the name of "L. P. Moquin Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 59 Courtney Drive, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13434-61)

Nettoyeurs Idéal Ltée
Ideal Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Benoit Therrien, comptable, de Pont-Viau, Guy Pelletier, industriel, de la cité de Saint-Michel, et Henri Lapierre, comptable, de la cité de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Net-

(A.G. 13434-61)

Nettoyeurs Idéal Ltée
Ideal Cleaners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of July, 1961, incorporating: Benoit Therrien, accountant, of Pont-Viau, Guy Pelletier, industrialist, of the city of Saint-Michel, and Henri Lapierre, accountant, of the city of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and laundry-men, undert he name of "Nettoyeurs

toyeurs Idéal Ltée — Ideal Cleaners Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,500 actions communes de $10 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11889, rue Éthier, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13364-61)

M. H. Normand Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Stanley Taviss et William Levitt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances chimiques, teintures, ciments, minéraux, fluide à freins, superphosphates, savons, fertilisants, peintures, varnis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, charbon, produits du goudron et dérivés, tourbe, produits d'icelle, caoutchouc, marchandises et produits d'icelui, accessoires pharmaceutiques, préparations chimiques et médicinales, articles et composés séparément ou en combinaison, sous le nom de « M. H. Normand Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 19,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13734-61)

Northern Lignin Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1961, constituant en corporation: Normand C. Denys, avocat procureur, de Mont-Royal, Jacques Florent, comptable, de Verdun, et Suzanne Durivage, secrétaire, célibataire, usant de ses droits, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de formules chimiques et procédés du génie, sous le nom de « Northern Lignin Products Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1223 ouest, chambre 201, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13365-61)

L'Oeuvre des Loisirs de Saint-Gédéon de Frontenac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Idéal Ltée — Ideal Cleaners Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11889 Éthier St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13364-61)

M. H. Normand Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Stanley Taviss and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in chemicals, dye stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, pharmaceutical supplies, chemical and medicinal preprations, articles and compounds separately or in combination, under the name of "M. H. Normand Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 19,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13734-61)

Northern Lignin Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of August, 1961, incorporating: Norman C. Denys, attorney-at-law, of Mount Royal, Jacques Florent, accountant, of Verdun, and Suzanne Durivage, secretary, spinster using her rights, of Outremont, for the following purposes:

To deal in chemical formulae and engineering processes, under the name of "Northern Lignin Products Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1223 St. James Street, West Room 201, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13365-61)

L'Oeuvre des Loisirs de Saint-Gédéon de Frontenac Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of

province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Poulin, Georges Morin, Joseph Racine, marchands, Octove Morin, industriel, August Pelchat, gérant de la Coopérative, Roland Turgeon, cordonnier, Donald Morissette, hôtelier, et Cyrias Pelchat, agent d'assurance, tous de Saint-Gédéon, pour les objets suivants:

Promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « L'Oeuvre des Loisirs de Saint-Gédéon de Frontenac Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Gédéon, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2 jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13748-61)

Orlando Construction (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Peter Marshall Laing, de Montréal, Raymond Eric Parsons et Derek Austin Hanson, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Orlando Construction (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13774-61)

Paquette-Vigeant & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roger Vigeant, marchand, de Montréal, René Paquette, vendeur, de Laval-sur-le-Lac, et Norman-C. Denys, avocat, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Paquette-Vigeant & Cie Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1122, rue Demontigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12879-61)

P.B. Agencies Inc.
Les Agences P.B. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Poulin, Georges Morin, Joseph Racine, merchants, Octave Morin, industrialist, August Pelchat, Cooperative manager, Roland Turgeon, shoemaker, Donald Morissette, innkeeper, and Cyrias Pelchat, insurance agent, all of Saint-Gédéon, for the following purposes:

To promote healthy occupations for the leisure time of the population, under the name of "L'Oeuvre des Loisirs de Saint-Gédéon de Frontenac Inc.".

The amount to which the value of the immovcable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Gédéon, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13748-61)

Orlando Construction (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: Peter Marshall Laing, of Montreal, Raymond Eric Parsons and Derek Austin Hanson, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Orlando Construction (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13774-61)

Paquette-Vigeant & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: Roger Vigeant, merchant, of Montreal, René Paquette, salesman, of Laval-sur-le-Lac, and Norman-C. Denys, advocate, of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in furniture and all kinds of novelties, under the name of "Paquette-Vigeant & Cie Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1122 Demontigny St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12879-61)

P.B. Agencies Inc.
Les Agences P.B. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation: Gilles Rivard, Michael Hickson, tous deux avocats, et Denise Nadeau, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toute sorte de marchandises, articles et effets en rapport avec le commerce de l'épicerie, sous le nom de « P.B. Agencies Inc.— Les Agences P.B. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13428-61)

Permanent International Exhibition Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Bernard Fiszauf, de Côte-Saint-Luc, Louis A. Schnider, de la cité de St-Laurent, tous deux rentiers, et A. Arnold Lechter, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

L'étalage d'articles, produits, marchandises, moteurs, engins, machinerie, équipement et développements de toute sorte, nature ou description, canadiens et/ou étrangers, sous le nom de « Permanent International Exhibition Corporation », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14017-61)

Les Pétroles Drummond Inc. Drummond Oil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: Frank Melvine Godine, conseil en loi de la Reine, Hyman Baker et Bernard J. Woloshen, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pétroles, huiles, bois brut et bois de construction, sous le nom de « Les Pétroles Drummond Inc. — Drummond Oil Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13904-61)

Photo Service (Graphic) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Gilles Rivard, Michael Hickson, both advocates, and Denise Nadeau, secretary, fille majeure, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in all goods, wares and merchandise connected with groceries, under the name of "P.B. Agencies Inc.— Les Agences P.B. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13428-61)

Permanent International Exhibition Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, incorporating: Bernard Fiszauf, of Côte-Saint-Luc, Louis A. Schnider, of the city of St-Laurent, both gentlemen, and A. Arnold Lechter, advocate, of Montreal, for the following purposes:

The display of canadian and/or foreign articles, wares, merchandise, motors, engines, machinery, equipment and processes of every kind, nature or description, under the name of "Permanent International Exhibition Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14017-61)

Les Pétroles Drummond Inc. Drummond Oil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of August, 1961, incorporating: Frank Melvine Godine, Queen's Counsel, Hyman Baker and Bernard J. Woloshen, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in fuel, lubricants, timber and lumber, under the name of "Les Pétroles Drummond Inc. — Drummond Oil Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13904-61)

Photo Service (Graphic) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Roland Guillet, notaire, Mme Roland Guillet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roland Guillet, tous deux d'Iberville, et Jean-L. Villeneuve, comptable agréé, de Sabrevois, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'appareils de photographie, lithographie, photogravure, photocopie et d'impression, sous le nom de « Photo Service (Graphic) Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Roland Guillet, notary, Mrs. Roland Guillet, housekeeper, wife separate as to property of the said Roland Guillet, both of Iberville, and Jean-L. Villeneuve, chartered accountant, of Sabrevois, for the following purposes:

To deal in photographic, lithographic, photo engraving, photo reproduction and printing apparatus, under the name of "Photo Service (Graphic) Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12888-61)

Playboy Club Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation: Neil Phillips, Melvin Rothman, tous deux avocats, de Westmount, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Playboy Club Ltd. », avec un capital total de $3,000, divisé en 300 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12888-61)

Playboy Club Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Neil Phillips, Melvin Rothman, both advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Playboy Club Ltd.", with a total capital stock of $3,000, divided into 300 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13592-61)

Powerland Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de Montréal, Herbert Clements Salmon, de Westmount, et George Ian Watson, de Howick, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'entrepreneurs généraux et constructeurs de routes, sous le nom de « Powerland Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13592-61)

Powerland Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, of Montreal, Herbert Clements Salmon, of Westmount, and George Ian Watson, of Howick, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and road builders, under the name of "Powerland Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13674-61)

Prima Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13674-61)

Prima Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day

du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Rosaire Raymond, de Saint-Pascal de Kamouraska, Yvan Gendreau, de Charlesbourg, tous deux vendeurs, et Marius April, commerçant, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Prima Automobiles Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, comté de Kamouraska, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12946-61)

The Province of Quebec Physiotherapists Inc.
Les Physiothérapeutes de la Province de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gwen Gower-Rees, Françoise Savard Goulet, épouse séparée de biens de Jacques Goulet, tous deux de Montréal, Edith Aston, de l'Abord-à-Plouffe, Anne Bélanger, de Saint-Hilaire, et Carol Morency, de Westmount, ces trois dernières, célibataires, tous physiothérapeutes, pour les objets suivants:

Favoriser la science, l'art, la pratique et une connaissance générale de la physiothérapie, sous le nom de « The Province of Quebec Physiotherapists Inc. — Les Physiothérapeutes de la Province de Québec Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12873-61)

Provost & Provost (Tabac) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation: Roger Pigeon, de Pointe-aux-Trembles, Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, et Gilles Roux, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire la culture et le commerce du tabac sous toutes ses formes sous le nom de « Provost & Provost (Tabac) Inc. », avec un capital total de $45,000, divisé en 2,000 actions communes de $5 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5515, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

---

of July, 1961, incorporating: Rosaire Raymond, of Saint-Pascal de Kamouraska, Yvan Gendreau, of Charlesbourg, both salesmen, and Marius April, trader, of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Prima Automobiles Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, county of Kamouraska, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12946-61)

The Province of Quebec Physiotherapists Inc.
Les Physiothérapeutes de la Province de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gwen Gower-Rees, Françoise Savard Goulet, wife separate as to property of Jacques Goulet, both of Montreal, Edith Aston, of L'Abord-à-Plouffe, Anne Bélanger, of Saint-Hilaire, and Carol Morency, of Westmount, the latter three spinsters, all physiotherapists, for the following purposes:

To promote the science, art, practice and general knowledge of physiotherapy, under the name of "The Province of Quebec Physiotherapists Inc.—Les Physiothérapeutes de la Province de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12873-61)

Provost & Provost (Tabac) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Roger Pigeon, of Pointe-Aux-Trembles, Jean-Louis Léger, of Saint-Martin, and Gilles Roux, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To cultivate and carry on a business dealing in tobacco in all its forms, under the name of "Provost & Provost (Tabac) Inc.", with a total capital stock of $45,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5515 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12810-61)

Quebec Donuts Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1961, constituant en corporation: Henry Nevard, David Wood, tous deux avocats, de Westmount, et Jacques Brodman, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, posséder, gérer et diriger un ou des restaurants et salles de refraichissement, sous le nom de « Quebec Donuts Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12810-61)

Quebec Donuts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Henry Nevard, David Wood, both advocates, of Westmount, and Jacques Brodman, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To build, own, manage and conduct a restaurant or restaurants and refreshment rooms, under the name of "Quebec Donuts Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13745-61)

Quebec Iron & Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: René Amyot, avocat, de Sillery, Albertine Chouinard, fille majeure, J.-Alfred Pelletier, tous deux teneurs de livres, Alberte Poirier Shaw, réceptioniste, veuve majeure, et Christiane Sengstag, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de métaux, sous le nom de « Quebec Iron & Steel Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13745-61)

Quebec Iron & Steel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: René Amyot, lawyer, of Sillery, Albertine Chouinard, spinster of full age, J.-Alfred Pelletier, both book-keepers, Alberte Poirier Shaw, receptionist, widow of full age, and Christiane Sengstag, secretary, spinster of full age, all four of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, under the name of "Quebec Iron & Steel Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13702-61)

Robin Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jack Luterman, marchand, Shirley Macklin et Georgia M. Smith, secrétaires, filles majeures, usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, drap, tissus, fibres, fils, rayonne, cotons, soies, toiles, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'icelui, et importer, exporter, acheter, vendre et écouler de menus articles, jouets, articles de nouveauté, cadeaux, marchandises sèches, ornements, bijouterie, spécialités en quincaillerie, appareils électriques, articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la mer, de la terre et de la

(A.G. 13702-61)

Robin Importers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of July, 1961, incorporating: Jack Luterman, merchant, Shirley Macklin and Georgia M. Smith, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, cloth, fabrics, fibres, yarns, rayon, cottons, silks, linens, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in smallwares, toys, novelties, giftwares, dry-goods, ornaments, jewellery, hardware specialties, electrical goods, haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Robin Importers Ltd.", with a

forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Robin Importers Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13139-61)

J.P. St-Germain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Saint-Germain, fournisseur de matériaux, de La Présentation, Michel Dumaine, avocat, et Pierrette Des-Rosiers, secrétaire célibataire, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de matériaux de construction, sous le nom de « J.P. St-Germain Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 9,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Présentation, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13006-61)

St. Hyacinthe Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juin, 1961, constituant en corporation: Moe Moscovitch, Jack Greenwood, tous deux avocats, et Olga Chaban, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des allées de quilles et autres endroits, d'amusement, de divertissement ou de sport, sous le nom de « St. Hyacinthe Bowling Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, rue University, chambre 1000, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12882-61)

St. Jean Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1961, constituant en corporation: Melvin Salmon, de Côte-St-Luc, Moe

total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13139-61)

J.P. St-Germain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of July, 1961, incorporating: Jean-Paul Saint-Germain, material supplier, of La Présentation, Michel Dumaine, advocate, and Pierrette Des-Rosiers, secretary, spinster, the latter two of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on general business dealing in construction materials, under the name of "J.P. St-Germain Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 9,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at La Présentation, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13006-61)

St. Hyacinthe Bowling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of June, 1961, incorporating: Moe Moscovitch, Jack Greenwood, both advocates, and Olga Chaban, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To operate bowling alleys and other places of amusement, entertainment or sport, under the name of "St. Hyacinthe Bowling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1255 University Street, room 1000, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12882-61)

St. Jean Bowling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of June, 1961, incorporating: Melvin Salmon, of Côte-St-Luc, Moe Moscovitch and Jack Green-

Moscovitch et Jack Greenwood, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de jeu de quilles et autres lieux de divertissement, sous le nom de « St. Jean Bowling Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 1,000, 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13812-61)

S & F Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la provnce de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marvin Rosenhek, avocat, de Dorval, Gedale Schneider et Manuel Flohr, ces deux derniers marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et/ou de portefeuille, sous le nom de « S & F Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12806-61)

Simon Chemical Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1961, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marvin Riback, avocats, Abraham Engelsberg, administrateur, et Paul Simon, chimiste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de substances chimiques, teintures, ciments, minéraux, fluide à freins, superphosphates, savons, fertilisants, peintures, varnis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, charbons, coke, goudron, produits du goudron et dérivés, tourbe, produits d'icelle, caoutchouc, marchandises et produits d'icelui, accessoires pharmaceutiques, préparation chimiques et médicinales, articles et composés, sous le nom de « Simon Chemical Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5770 Chemin Côte-St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

wood, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate bowling alleys and other places of amusement, under the name of "St. Jean Bowling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The office of the company will be at room 1,000, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13812-61)

S & F Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Marvin Rosenhek, advocate, of Dorval, Gedale Schneider and Manuel Flohr, the latter two merchants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and/or holding company, under the name of "S & F Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12806-61)

Simon Chemical Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of June, 1961, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, Abraham Engelsberg, executive, and Paul Simon, chemist, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in chemicals, dye stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, pils, acids, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, pharmaceutical supplies, chemical and medicinal preparations, articles and compounds, under the name of "Simon Chemical Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5770 Côte-St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13398-61)

Société de Gestion et de Promotion Industrielle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marcel Dionne, avocat, de Saint-Romuald, Laurence Gagnon, de Sainte-Foy, et Cécile Cauchon, de Château-Richer, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Commerce de meubles meublants ou d'immeubles, sous le nom de « Société de Gestion et de Promotion Industrielle Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 126, rue Saint-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13398-61)

Société de Gestion et de Promotion Industrielle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of August, 1961, incorporating: Marcel Dionne, advocate, of Saint-Romuald, Laurence Gagnon, of Sainte-Foy, and Cécile Cauchon, of Château-Richer, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on a business dealing in house furnishings or immoveables, under the name of "Société de Gestion et de Promotion Industrielle Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 126 Saint-Peter Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13445-61)

La Société Financière du Québec Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1961, constituant en corporation: Donat Demers, de Sillery, Yves Demers, de Québec, et Gilles Demers, de Lévis, tous notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de prêts et de finance, sous le nom de « La Société Financière du Québec Ltée », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune, 4,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13445-61)

La Société Financière du Québec Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of August, 1961, incorporating: Donat Demers, of Sillery, Yves Demers, of Quebec, and Gilles Demers, of Levis, all notaries, for the following purposes:

To carry on business as a loan and finance company, under the name of "La Société Financière du Québec Ltée", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 1,000 shares of $100 each, 4,000 preferred class "A" shares of $100 each and 5,000 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13384-61)

Sondage Universel Inc.
Universal Drilling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, d'Outremont, Marcel Paquette, de Saint-Bruno, tous deux avocats, Françoise Fregeau et Micheline Simard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des sondages et des études du sol, sous le nom de « Sondage Universel Inc. — Universal Drilling Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13384-61)

Sondage Universel Inc.
Universal Drilling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Adrien-R. Paquette, of Outremount, Marcel Paquette, of Saint-Bruno, both advocates, Françoise Fregeau and Micheline Simard, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on drillings and to study soils, under the name of "Sondage Universel Inc. — Universal Drilling Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13804-61)

Stardust Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: John Maria Cerini, conseil en loi de la Reine, Herbert Clements Salmon, tous deux de Montréal, et George Ian Watson, de Howick, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de motel, hôtel, auberge et/ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « Stardust Motel Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville d'Auteuil, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13804-61)

Stardust Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: John Maria Cerini, Queen's Counsel, Herbert Clements Salmon, both of Montreal, and George Ian Watson, of Howick, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a motel, hotel, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "Stardust Motel Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be in the town of Auteuil, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13620-61)

Tee Pee Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, de Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, de Montréal-ouest, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de motel, restaurant et taverne, sous le nom de « Tee Pee Motel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13620-61)

Tee Pee Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of July, 1961, incorporating: Samuel H. Shriar, of Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, of Montreal West, both advocates, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a motor hotel, restaurant and tavern, under the name of "Tee Pee Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13554-61)

Tremblay Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Laurian Tremblay, Claude Tremblay, Roméo Tremblay et Maurice Tremblay, tous entrepreneurs, de Coaticook, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Tremblay Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera R. R. #3, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13554-61)

Tremblay Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Laurian Tremblay, Claude Tremblay, Roméo Tremblay and Maurice Tremblay, all contractors, of Coaticook, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Tremblay Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at R.R. #3, Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th, day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12832-61)

Alpine Supplies Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mai 1961, à la compagnie « Alpine Supplies Incorporated », augmentant son capital de $20,000 à $69,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 480 actions privilégiées, catégorie « B », de $100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13941-61)

Belize Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'août 1961, à la compagnie « Cummings Homes Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 15e jour de mars 1950, changeant son nom en celui de « Belize Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11958-61)

Black River Mining Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de mai 1961, à la compagnie « Wendell Mineral Products Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes datées du 16e jour de février 1945, 1° changeant son nom en celui de « Black River Mining Limited » (No Personal Liability); 2° diminuant son capital de $7,500,000 à $1,299,071, le capital-actions annulé étant divisé en 6,200,929 actions de $1 chacune; 3° augmentant son capital ainsi diminué de $1,299,071 à $5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,700,929 actions de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13682-61)

B.P.L. Telecommunications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1961 à

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12832-61)

Alpine Supplies Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alpine Supplies Incorporated", increasing its capital from $20,000 to $69,000, the additional capital stock being divided into 1,000 Class "A" preferred shares of $1 each and 480 Class "B" preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13941-61)

Belize Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cummings Homes Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 15th day of March, 1950, changing its name to that of "Belize Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11958-61)

Black River Mining Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Compagnies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Wendell Mineral Products Limited" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated the 16th day of February, 1945, 1. changing its name to that of "Black River Mining Limited" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from $7,500,000 to $1,299,071, the capital stock annulled being divided into 6,200,929 shares of $1 each; 3. increasing its capital thus reduced from $1,299,071 to $5,000,000, the additional capital stock being divided into 3,700,929 shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13682-61)

B.P.L. Telecommunications Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "B.P.L.

la compagnie « B.P.L. Telecommunication Supply Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 25e jour de juin 1958, 1° changeant son nom en celui de « B.P.L. Telecommunications Inc. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12356-60)

Candiac Golf & Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de juin 1961, à la compagnie « Candiac Golf & Country Club Inc. », 1° modifiant les droits, restrictions, conditions et limites attachées à ses actions privilégiées; 2° diminuant son capital de $7,500 à $2,000, le capital-actions annulé étant divisé en 550 actions ordinaires de $10 chacune; 3° augmentant son capital-actions ainsi diminué de $2,000 à $16,500, le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions privilégiées de $10 chacune et 550 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13825-60)

Charward Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1960, à la compagnie « Charward Holdings Corporation », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12509-61)

Dawson Hannaford & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de mai 1961, à la compagnie « Dawson Hannaford & Co. Ltd. », 1° subdivisant ses 7,280 actions communes sans valeur nominale ou au pair en 7,285 actions communes sans valeur nominale ou au pair; 2° changeant lesdites 7,285 actions communes sans valeur nominale ou au pair en 7,280 actions classe « A » sans valeur nominale ou au pair et 5 actions classe « B » sans valeur nominale ou

Telecommunication Supply Co. Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 25th day of June, 1958, 1. changing its name to that of "B.P.L. Telecommunications Inc."; 2. increasing its capital from $40,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 600 common shares of $100 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12356-60)

Candiac Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Candiac Golf & Country Club Inc.", 1. modifying the rights, restrictions, conditions and limitations attaching to its preferred shares; 2. reducing its capital from $7,500 to $2,000, the capital stock annuled being divided into 550 common shares of $10 each; 3. increasing its capital stock thus reduced from $2,000 to $16,500, the additional capital stock being divided into 900 preferred shares of $10 each and 550 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13825-60)

Charward Holdings Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Charward Holdings Corporation", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 1,000 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12509-61)

Dawson Hannaford & Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dawson Hannaford & Co. Ltd.", 1. subdividing its 7,280 common shares without nominal or par value into 7,285 common shares without nominal or par value; 2. changing the said 7,285 common shares without nominal or par value into 7,280 class "A" shares without nominal or par value and 5 class "B" shares without nominal or par value; 3. modifying the rights, privileges, priorities,

au pair; 3° modifiant les droits, privilèges, priorités, restrictions, limitations, conditions et dispositions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12512-61)

Dawson, Hannaford Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de mai 1961, à la compagnie « Dawson, Hannaford Limited », 1° réduisant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 292 actions privilégiées de deuxième catégorie de $100 chacune 2° augmentant son capital ainsi réduit, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de première catégorie de $100 chacune et 370 actions communes sans valeur nominale ou au pair; 3° modifiant les droits, préférences, privilèges, restrictions, conditions et limitations attachés à ses actions privilégiées de première catégorie.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12557-61)

Dura Plastics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juillet 1961, à la compagnie « Dura Plastics Ltd. » 1° convertissant 3,500 actions privilégiées de $10 chacune en 3,500 actions privilégiées, première catégorie, de $10 chacune; 2° énumérant les privilèges et restrictions attachés auxdites actions privilégiées, première catégorie, et aux autres actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13763-61)

Guilmar Garments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 août 1961, à la compagnie « Guilmar Garments Inc. », imposant certaines restrictions sur le transfert de ses actions.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13872-61)

Lefay Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de juillet 1961,

restrictions, limitations, conditions and provisions attaching to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12512-61)

Dawson, Hannaford Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dawson, Hannaford Limited", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 292 second preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital thus reduced, the additional capital stock being divided into 2,000 first preferred shares of $100 each and 370 common shares without nominal or par value; 3. modifying the rights, preferences, privileges, restrictions, conditions and limitations attaching to its first preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12557-61)

Dura Plastics Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dura Plastics Ltd.", 1. converting 3,500 preferred shares of $10 each into 3,500 first preferred shares of $10 each; 2. enumerating the privileges and restrictions attaching to such first preferred shares and to the other preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13763-61)

Guilmar Garments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 7th day of August, 1961, to "Guilmar Garments Inc.", imposing certain restrictions on the transfer of its shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13872-61)

Lefay Investments Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lefay

à la compagnie « Lefay Investments Inc. », augmentant son capital de $1,000 à $51,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12964-61)

Joseph Malacket & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juillet 1961 à la compagnie « Joseph Malacket & Fils Inc. », 1° subdivisant et convertissant 100 actions de $10 chacune en 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune; 2° convertissant 9,900 actions de $10 chacune en 9,900 actions privilégiées, catégorie « B », de $10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12785-61)

Les Produits Blanchet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er juin 1961, à la compagnie « Crémerie de Rock Forest Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1958, changeant son nom en celui de « Les Produits Blanchet Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15272-60)

Sept-Iles Ready Mix & Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 août 1961, à la compagnie « Sept-Iles Ready Mix & Equipment Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13949-61)

Tex-Knit Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'août 1961, à la compagnie « F.J. Gunston Corporation », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Tex-Knit Sales Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

58898 RAYMOND DOUVILLE.

Investments Inc.", increasing its capital from $1,000 to $51,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12964-61)

Joseph Malacket & Fils Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing ate the 20th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Joseph Malacket & Fils Inc.", 1. subdividing and converting 100 shares of $10 each into 1,000 Class "A" preferred shares of $1 each; 2. converting 9,900 shares of $10 into 9,900 Class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12785-61)

Les Produits Blanchet Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of June, 1961, to "Crémerie de Rock Forest Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 20, 1958, changing its name into that of "Les Produits Blanchet Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 15272-60)

Sept-Iles Ready Mix & Equipment Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 14th day of August, 1961, to "Sept-Iles Ready Mix & Equipment Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13949-61)

Tex-Knit Sales Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "F.J. Gunston Corporation", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 12th day of December, 1958, changing its name to that of "Tex-Knit Sales Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

58898-o *Assistant Secretary of the Province.*

Ratifications de titres

Rainu Ltd et Eric Bissell

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à Eric Bissell, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose, à ville Duvernay, connu et désigné sous le numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 632 de la rue Montrose.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58815-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et Eric Bissell

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re:

Confirmation of Titles

Rainu Ltd and Eric Bissell

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd. to Eric Bissell, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, known and designated as number eighteen of the official subdivision of original lot seventy (70-18) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the building thereon erected bearing civic number 632 of Montrose Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58815-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and Eric Bissell

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re:

Rainu Ltd, en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à Eric Bissell, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble ayant fron sur la rue Hocquart, en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, composé:

a) du lot connu et désigné sous le numéro quatorze de la subdivision officielle du lot originaire soixante et neuf (69-14) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul;

b) du lot connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-9) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 675 de la rue Hocquart.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demanee en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58816-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et Héroux

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to Eric Bissell, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property fronting on Hocquart Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, composed:

a) of lot known and designated as number fourteen of the official subdivision of original lot sixty-nine (69-14) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul;

b) of lot known and designated as number nine of the official subdivision of original lot seventy (70-9) on the said plan and in the said book of reference.

With the buildings thereon erected bearing civic number 675 of Hocquart Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58816-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and Héroux

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à Normand Héroux, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un emplacement ayant front rue Hocquart, en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, mesurant soixante pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur et composé:

a) du lot numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire soixante et neuf (69-19) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, mesurant soixante pieds de largeur par vingt-neuf pieds de profondeur;

b) du lot numéro vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-25) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant soixante pieds de largeur par soixante et six pieds de profondeur.

Toutes les mesures ci-haut sont à la mesure anglaise et plus ou moins. Avec la maison en construction dessus érigée.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58817-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to Normand Héroux passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An emplacement fronting on Hocquart Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, measuring sixty feet in width by ninety-five feet in depth and composed:

a) of lot number nineteen of the official subdivision of original lot sixty-nine (69-19) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, measuring sixty feet in width by twenty-nine feet in depth;

b) of lot number twenty-five of the official subdivision of original lot seventy (70-25) on the said plan and book of reference, measuring sixty feet in width by sixty-six feet in depth.

All the above measurements are English measure and more or less. With the house in course of construction thereon.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58817-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re:

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re:

Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose à ville Duvernay, connu et désigné sous le numéro quinze de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-15) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses y érigées portant le numéro civique 616 de ladite rue Montrose.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.

Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.

Le Procureur des Liquidateurs,
58818-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière

Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel et L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, known and designated under the number fifteen of the official subdivision of original lot seventy (70-15) on the plan and in the boor of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 616 of Montrose Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.

Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.

JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58818-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner

prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose, à ville Duvernay, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-17) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 626 de la rue Montrose, à ville Duvernay.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58819-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé

prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, known and designated as lot number seventeen of the official subdivision of original lot seventy (70-17) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 626 of Montrose Street, in the town of Duvernay.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58819-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me

devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose à ville Duvernay, connu et désigné sous le numéro dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-19) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 636 de la rue Montrose.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demanee en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58820-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose à ville Duvernay, dans le comté de Laval, connu et

Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, known and designated as number nineteen of the official subdivision of original lot seventy (70-19) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 636 of Montrose Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58820-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, in the county

désigné sous le numéro vingt de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-20) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 640 de la rue Montrose.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58821-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

of Laval, known and designated as number twenty of the official subdivision of original lot seventy (70-20) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 640 of Montrose Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58821-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose, à Duvernay, dans le comté de Laval, connu et désigné sous le numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 650 de la rue Montrose.

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property situate on Montrose Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, known and designated as number twenty-three of the official subdivision of original lot seventy (70-23) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 650 of Montrose Street.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58822-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Montrose, en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, connu et désigné sous le numéro vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-27) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 670 de la rue Montrose.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58822-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property of Montrose Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, known and designated as number twenty-seven of the official subdivision of original lot seventy (70-27) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul, with the buildings thereon erected bearing civic number 670 of Montrose Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58823-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement
Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble ayant front rue Hocquart, en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, composé:

a) du lot connu et désigné sous le numéro quinze de la subdivision officielle du lot originaire soixante et neuf (69-15) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul;

b) du lot connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-10) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 685 de la rue Hocquart.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58823-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement
Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property fronting on Hocquart Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, composed:

a) of lot known and designated as number fifteen of the official subdivision of original lot sixty-nine (69-15) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul;

b) of lot known and designated as number ten of the official subdivision of original lot seventy (70-10) on the said plan and book of reference.

With the buildings thereon erected bearing civic number 685 of Hocquart Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Supe-

Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58824-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble ayant front rue Hocquart en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, composé:

a) du lot numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire soixante et neuf (69-18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul;

b) du lot numéro treize de la subdivison officielle du lot originaire soixante et dix (70-13) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 715 de la rue Hocquart.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCrior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58824-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property fronting on Hocquart Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, composed:

a) a lot number eighteen of the official subdivision of original lot sixty-nine (69-18) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul;

b) of lot number thirteen of the official subdivision of original lot seventy (70-13) on the said plan and book of reference.

With the buildings thereon erected bearing civic number 715 of Hocquart Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-

TOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58825-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

Rainu Ltd et La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Sous la loi de Liquidation

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 32 (1960), Cour Supérieure. In re: Rainu Ltd en liquidation et Nestor Hamel et L. Comtois, liquidateurs-conjoints.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au Greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal:

a) un certificat du régistrateur pour la division d'enregistrement de Laval, préparé de la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif;

b) une copie d'un acte de vente par Nestor Hamel et L. Comtois en leur qualité de liquidateurs de Rainu Ltd, en liquidation, à La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passé devant Me Gérard Léonard, notaire, le 26 août 1961, de l'immeuble suivant, savoir:

Désignation

Un immeuble ayant front rue Hocquart, en la ville de Duvernay, dans le comté de Laval, composé:

a) du lot connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire soixante et neuf (69-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul;

b) du lot connu et désigné sous le numéro vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire soixante et dix (70-29) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 745 de la rue Hocquart.

Que ledit immeuble a été en la possession subséquente, comme propriétaires pendant les trois dernières années, des personnes suivantes: Sam Lévy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation et Rainu Ltd.

La demande en ratification de ladite vente sera présentée à ladite Cour, au palais de justice à Montréal, Division de Pratique, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent soixante et un, à DIX

FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58825-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Rainu Ltd and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement

Under the Winding up Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 32 (1960), Superior Court. In re: Rainu Ltd in liquidation and Nestor Hamel and L. Comtois joint-liquidators.

Notice is hereby given that there has been lodged in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

a) a certificate of the registrar for the registration division of Laval prepared in the manner prescribed for the certificates required in the case of sale of immoveables by the Sheriff;

b) a copy of a deed of sale by Nestor Hamel and L. Comtois in their quality of liquidators of Rainu Ltd, to La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, passed before Me Gérard Léonard, notary, on the 26th day of August 1961, of the following immoveable:

Description

An immoveable property fronting on Hocquart Street, in the town of Duvernay, in the county of Laval, composed:

a) a lot known and designated as number twenty-one of the official subdivision of original lot sixty-nine (69-21) on the plan and in the book of reference for the parish of St-Vincent-de-Paul;

b) of lot known and designated as number twenty-nine of the official subdivision of original lot seventy (70-29) on the said pland and book of reference.

With the buildings thereon erected bearing civic number 745 of Hocquart Street.

That the said immoveable was in the subsequent possession, as proprietors for the last three years, of the following persons: Sam Levy, Dohow Chemical Company Limited, Mazel Corporation, Meland Realties Inc., Ripon Investments Corporation, Rainu Investment Corporation and Rainu Ltd.

Application will be made for confirmation of the said sale in the Practive Division of the Superior Court, at the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH day of the month of OCTOBER nineteen

heures et TRENTE de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

Toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble, sont requises de produire leur réclamation assermentée dans les six jours après celui indiqué pour la présentation de la demande en ratification du titre de vente.

Tout créancier de la compagnie en liquidation et toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur ledit immeuble vendu, ont le droit d'offrir une ou des enchères sur le prix d'achat porté dans ledit acte de vente, le tout conformément au chapitre 342, section VI des Statuts refondus de la province de Québec, 1941 et amendements, et ce de la manière et dans le délai y mentionné.

Montréal, le quinze septembre mil neuf cent soixante et un.

Les Liquidateurs-conjoints,
NESTOR HAMEL et L. COMTOIS.
Bureaux de: Hamel & Associés,
10 est rue St-Jacques, Montréal 1.
Le Procureur des Liquidateurs,
58826-39-2-o JEAN-PAUL PARENT, avocat.

hundred and sixty-one, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as Counsel may be heard.

All creditors who claim to have any privileges or hypothecs upon the immoveable property concerned, are hereby required to file their sworn claim within six days from the date fixed for presenting the said application for confirmation.

Any creditor of the company in liquidation and any persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold, shall have the right to offer one or several increases over the purchase price mentioned in the said deed of sale, the whole pursuant to chapter 342, Division VI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and amendments, in the manner and within the delay therein mentioned.

Montreal, the fifteenth of September nineteen hundred and sixty-one.

NESTOR HAMEL and L. COMTOIS,
Joint-Liquidators.
Offices of: Hamel & Associes,
10 St. James Street East, Montreal 1.
JEAN-PAUL PARENT, advocate,
58826-39-2-o *Attorney for the Liquidators.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1987

Section « A »

Québec, 28 septembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 août 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 784, soit modifié comme suit:

1° La Corporation des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec (Section de St-Hyacinthe, district de St-Jean) est acceptée comme partie co-contractante de première part.

2° Le deuxième alinéa du paragraphe « *a* » de l'article I est biffé.

3° Les paragraphes « *e*-2 », « *l* » et « *r* » de l'article I sont biffés.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1987

Section "A"

Quebec, September 28, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville, rendered obligatory by the decree number 784 of July 21, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 12, 1961;

WHEREAS non objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 784, be amended as follows:

1. The Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the province of Quebec (St-Hyacinthe section, district of St-Jean) is accepted as co-contracting party of the first part.

2. In article I, paragraph "*a*", the second subparagraph is deleted.

3. Paragraphs "*e*-2", "*l*" and "*r*" of article I are deleted.

4° Le paragraphe « *h* » de l'article II est biffé.

5° Au paragraphe « *a* » de l'article III (juridiction professionnelle et industrielle) les mots « systèmes de plomberie, systèmes de chauffage » sont biffés.

6° Le paragraphe « *b* » de l'article III est biffé.

7° Les items suivants sont biffés de l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article V:

« Mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleurs à l'huile et poseur d'appareils de chauffage:
Entrepreneur, services personnels.
Compagnon.
Compagnon junior.
Au 1er janvier 1960, les taux horaires de ce métier seront comme suit:
Entrepreneur, services personnels.
Compagnon.
Compagnon junior.
Tôlier ou travailleur de métal en feuilles:
Compagnon.
Compagnon junior. »

8° Dans l'échelle de salaires apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article V (Salaires minima des apprentis) les métiers suivants sont biffés:

« 2° Tôlier, travailleur de métal en feuilles:

3° Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage:
1ère année.
2ème année.
3ème année.
4ème année.

5° Poseurs de brûleurs à l'huile:
1ère année.
2ème année.

9° Les articles XIII et XIV suivants sont ajoutés:

« XIII. Nonobstant l'article précédent, les parties contractantes aux conventions collectives de travail ayant donné naissance aux dispositions particulières et complémentaires déterminées dans les sections annexées au Chapitre Cinquième du présent décret, conservent leur privilège de soumettre à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement aux dispositions desdites sections ou une nouvelle convention si elles le jugent à propos.

XIV. À moins d'incompatibilité, les dispositions du décret général s'appliquent à toutes les sections qui sont ou seront annexées au Chapitre Cinquième du présent décret.»

10° Le nouveau chapitre cinquième suivant est ajouté au décret:

« CHAPITRE CINQUIÈME

Dispositions spéciales et complémentaires relatives aux métiers de mécaniciens en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, poseurs de brûleurs à l'huile, soudeurs en tuyauterie, tôliers ou travailleurs de métal en feuilles.

SECTION A

I. *Définitions:* Pour les fins d'application de la présente section, les mots et termes suivants ont la signification ci-après donnée:

1° Le terme « Entrepreneur en plomberie et chauffage » a le même sens qui lui est donné par la Loi des entrepreneurs en plomberie et chauffage de la province de Québec (13, Geo. VI, chapitre 109, 1949 et amendements).

2° Le terme « compagnon sénior en plomberie et chauffage » a le même sens qui lui est donné par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

4. Paragraph "*h*" of article II is deleted.

5. In paragraph "*a*" of article III (Professional and industrial jurisdiction) the words "plumbing and heating systems" are deleted.

6. Paragraph "*b*" of article III is deleted.

7. The following items are deleted from the wage scale contained in paragraph "*a*" of article V:

"Pipe mechanic, oil burner mechanic and steamfitter:
Contractor (personal services).
Journeyman.
Junior journeyman.
On January 1, 1960, the hourly rates for the above trades shall be as follows:
Contractor (personal services).
Journeyman.
Junior journeyman.
Tinsmith or sheet metal worker:
Journeyman.
Junior journeyman."

8. In the wage scale contained in paragraph "*b*" of article V (minimum apprenticeship wage rates), the following trades are deleted:

"2. Tinsmith, sheet metal worker:

3. Pipe mechanic, steamfitter:
1st year.
2nd year.
3rd year.
4th year.

5. Oil burner mechanic:
1st year.
2nd year."

9. The following articles XIII and XIV are added:

"XIII. Notwithstanding the foregoing section, the contracting parties to the collective labour agreements constituting the special and complementary provisions contained in the parts annexed to chapter five of the pesent decree continue to have the rpivilege of submitting, at the expiry of their initial agreement, a petition for amendment of the provisions of the said parts, or a new agreement if deemed advisable.

XIV. Barring incompatibility, the provisions of the present decree apply to all sections now or to be annexed to chapter five of the present decree."

10. The following new chapter five is added to the decree:

"CHAPTER FIVE

Special provisions applying to the following trades: Pipe mechanics, steamfitters, oil burner mechanics, pipe welders, tinsmiths and sheet metal workers:

SECTION A

I. *Definition:* For the purposes of enforcement of this chapter, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

1. The term "plumbing and heating contractor" has the same meaning as that given to it by the Act concerning Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (13 Geo. VI, chapter 109, 1949, as amended).

2. The term "senior plumbing and heating journeyman" has the same meaning as that given to it by the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173, as amended).

3° Le terme « compagnon junior en plomberie et chauffage » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir complété ses quatres années d'apprentissage dans le métier.

4° Le terme « apprenti en plomberie et chauffage » a le même sens qui lui est donné par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

5° Le terme « compagnon sénior en brûleur à l'huile » désigne tout salarié qui loue ses services à un entrepreneur de brûleur à l'huile pour ses travaux d'installation, de réparation ou de réfection de brûleur à l'huile (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

6° Le terme « compagnon junior en brûleur à l'huile » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir complété son année d'apprentissage et avoir passé avec succès son examen dans le métier.

7° Le terme « apprenti en brûleur à l'huile » désigne le salarié qui apprend pendant une année le métier du posage de brûleurs à l'huile.

8° Le mot « tôlier » ou « ferblantier » désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, tels que tôles, cuivre, aluminium ou acier inoxidable, qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air chaud, qui installe des conduites de chauffages à air forcé (Hot Blast) et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes préfabriqués et tout autre travail similaire.

II. *Juridiction professionnelle:* La présente section s'applique à tous les travaux de construction, de réparation, d'installation, ou de réfection de tous les systèmes de tuyauterie, de plomberie, de chauffage, de brûleurs à l'huile, soudeurs en tuyauterie, tels que définis à la Loi et règlements concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements). Elle s'applique à tout travail exécuté à l'intérieur et à l'extérieur de la boutique.

III. *Salaires minima: a)* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

3. The term "junior plumbing and heating journeyman" means any employee who is in his first year of practice following his four apprenticeship years in the trade.

4. The term "plumbing and heating apprentice" has the same meaning as that given to it by the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173, as amended).

5. The term "senior oil burner mechanic" means any employee who hires out his services to an oil burner contractor for any work of installation, repair or overhauling of oil burners (R.S.Q. 1941, chapter 173, as amended).

6. The term "junior oil burner mechanic" means any employee who is in his first year of practice following his year of apprenticeship and the passing of the examination required in that trade.

7. The term "oil burner appentice" means any employee who learns for one year the trade of oil burner installation.

8. The word "tinsmith" or "sheet metal worker" means any employee who works sheet metal such as tin, copper, aluminum or stainless steel; who makes or installs all kinds of sheet metal articles, either on the field or in the shop, who does the installation and repair of ventilation air conditioning and hot air heating systems; who installs hot blast ducts; and does the metal lining of skylights, cornices, firewalls, joists, prefabricated systems and any other similar work.

II. *Professional jurisdiction:* The present section applies to all work of construction, repair, installation, or rebuilding of all pipe, plumbing, heating and oil burner systems and pipe welding, as defined in the Act and regulations concerning pipe mechanics (R.S.Q. 1941, chaper 173, as amended). It applies to all work executed in or outside the shop.

III. *Minimum wage rate: a)* The following minimum wage rates shall be paid:

	À compter du / Starting 15/2/62	15/11/62	15/3/63
Métiers — Trades:			
Mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleurs à l'huile, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie — Pipe mechanic, oil burner mechanic, steamfitter and pipe welder:			
Compagnon senior — Senior journeyman	$2.00	$2.05	$2.10	$2.15
Compagnon junior — Junior journeyman	1.60	1.65	1.70	1.75
Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage — Pipe mechanic, steamfitter:				
Apprenti (1ère année) — Apprentice (1st year)	1.00			1.10
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.10			1.20
Apprenti (3ième année) — Apprentice (3rd year)	1.30			1.35
Apprenti (4ième année) — Aprentice (4th year)	1.40			1.45
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic:				
Apprenti (1ère année — Apprentice (1st year)	1.30			
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.40			
Tôlier — Tinsmith:				
Compagnon — Journeyman	2.05	2.10	2.15	
Compagnon junior — Junior journeyman	1.65	1.65	1.65	1.75
Apprenti (1ère année) — Apprentice (1st year)	1.20			
Apprenti (2ième année) — Apprentice (2nd year)	1.30			
Apprenti (3ième année) — Apprentice (3rd year)	1.45			
Apprenti (4ième année) — Apprentice (4th year)	1.55			

b) Tout contrat intervenu entre un employeur ou un entrepreneur et un ou plusieurs salariés

b) All contracts entered into between an employer and one or more employees on a piece-

sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et défendu s'il représente des taux inférieurs aux taux minima du décret.

IV. *Vacances payées: a)* Tout salarié régi par la présente section a droit, chaque année, à une (1) semaine de vacances payées, entre le 1er mai et le 30 septembre.

b) L'employeur doit apposer à l'échéance de chaque paye de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égal à quatre pour cent (4%) du salaire brut.

V. *Travail urgent:* Le travail exécuté en cas de stricte nécessité, les dimanches, le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le jour de Noël, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire régulier soit horaire, soit hebdomadaire, effectivement payé.

Si le travail à exécuter se complète en moins d'une heure, le salarié a droit à au moins une heure de salaire.

VI. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 15 juillet 1963. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 ni de moins de 30 jours avant le 15 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Nonobstant le paragraphe précédant, les parties conviennent d'entamer les négociations cent vingt (120) jours avant la date d'expiration de la présente section. »

L. DÉSILETS,
58925-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1987
Section « B »

Québec, 28 septembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section « B » de l'arrêté en conseil numéro 1833 du 31 août 1961, ayant modifié le décret numéro 142 du 22 janvier 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province, soit corrigée de façon à ce que le paragraph « *a*-1 » de l'article III se lise comme suit:

« III. *Salaires minima:* a-1) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-après:

Métiers — Trade (Crafts):

	Semaine régulière de travail — *Standard work week* 37½ *heures* — 37½ *hours*	
Zone I	*Par semaine* *Per week*	*l'heure* *per hour*
Préposé au bloquage à la main — Hand Blockers	$77.00	$2.053
Bloqueur — Blockers	71.80	1.915
Coupeur — Cutters	69.40	1.851
Préposé à la couture des tissus — Fabric Operators	69.40	1.851
Préposé à la couture des pailles — Straw Operators	69.40	1.851
Drapeuse — Drapers	49.40	1.317
Drapeuse préposée aux garnitures — Trimmer-Drapers	44.60	1.19
Préposée aux garnitures — Trimmers	41.40	1.104
Employés généraux — General workers	37.00	0.987

work, job or lump sum basis shall be null and forbidden if they stipulate rates lower than the minimum ones of the decree.

IV. *Vacation with pay a)* Every employee governed by the present section is entitled, each year, to one (1) week of vacation with pay, between May 1 and September 30.

b) The employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation with pay stamp book, vacation with pay credit stamps in an amount equivalent to four per cent (4%) of the gross wages.

V. *Urgent work:* Work performed in cases of strict necessity on Sunday, New Year's Day, Good Friday, St-Jean Baptiste Day, Labour Day and Christmas Day shall be remunerated at the rate of double time based on the regular hourly or weekly wages actually paid.

If the work to be done is completed in less than on hour, the employee is entitled to a minimum of one hour's pay.

VI. *Duration:* The present section shall remain effective until July 15, 1963. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before July 15 of each year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Notwithstanding the foregoing paragraph, the parties agree to begin negociations one hundred and twenty (120) days before the date of expiration of the present section."

L. DÉSILETS,
58925-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1987
Section "B"

Quebec, September 28, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree relating to the women's and children's millinery industry in the province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT section "B" of Order in Council number 1833 of August 31, 1961, amending the decree number 142 of January 22, 1947 and amendments, relating to the women's and children's millinery industry in the province, be so corrected that paragraph "*a*-1" of article III shall read as follows:

"III. *Minimum wages:* a-1) The minimum wage rates shall be as follows in each of the following trades (crafts):

Expéditeur: (doit recevoir le salaire actuel hebdomadaire nonobstant la réduction des heures et une augmentation de $3.00 par semaine, tel que stipulé à l'article III (a-3) ci-dessous) — Shippers: shall receive their present weekly wages notwithstanding reduced hours as above and an additional $3.00 increase per week, as stated in article III (a-3) below).

Zone II

10% de moins que les taux minima fixés pour la zone I ».

L. DÉSILETS,
58925-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1988

Québec, le 28 septembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal et du droit de prélèvement du Comité paritaire chargé d'en assurer l'observance.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements):

1° QUE le décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, soit prolongé pour une période de six (6) mois, soit jusqu'au 10 avril 1962.

2° QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1196 (H) du 2 août 1960, soit de nouveau prolongé jusqu'au 10 avril 1962, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,
58925-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2012

Québec, le 28 septembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines concessions fiscales aux représentants non canadiens de pays étrangers.

ATTENDU QUE des représentations ont été faites afin que certains représentants de pays étrangers, occupant un poste dans la province, bénéficient de concessions fiscales;

ATTENDU QU'il est opportun de donner suite à ces représentations;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la proposition du Ministre du revenu:

QUE tout consul ou vice-consul, agent commercial, chef de délégation permanente, qui est un officier de carrière non ressortissant du Canada et de la province et qui n'exerce aucune entreprise, charge ou emploi dans la province, autre que sa fonction auprès du gouvernement qu'il représente, jouisse des concessions fiscales ci-après énumérées, pourvu que le pays que représente tel officiel confère des privilèges similaires aux représentants de la province auprès de tel pays:

1° Exemption de l'impôt sur le revenu en conformité avec les dispositions de l'article 78 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu;

Zone II

10% less than the rates mentioned for zone I."

L. DÉSILETS,
58925-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1988

Quebec, September 28, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an extension of the decree and of the right to levy of the Printing Industry Parity Committee of Montreal and district entrusted with its enforcement.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments):

1. THAT the decree number 3088 of August 7, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the region of Montreal, be extended for a period of six (6) months, that is until April 10, 1962.

2. THAT the right to levy assessments of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and district, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1196 (H) of August 2, 1960, be again extended until April 10, 1962, with the same rate and conditions.

L. DÉSILETS,
58925-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2012

Quebec, September 28, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain fiscal concessions to non-Canadian representatives of foreign countries.

Whereas representations have been made requesting that various representatives of foreign countries holding an appointment in the Province, benefit from fiscal concessions;

WHEREAS it is deemed advisable to give effect to such representations;

WHEREFORE it is ordered, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT consuls, or vice-consuls, commercial agents, heads of a permanent delegation, who are career officers and not nationals of Canada and the Province of Quebec, who do not operate a business or fulfil a function or employment in the Province other than their appointment on behalf of the government which they represent, benefit from the hereinafter specified fiscal concessions, under condition that the country represented by such officials grant similar privileges to representatives of the Province in such country:

1. Exemption from Income Tax in accordance with the provisions of section 78 of the Provincial Income Tax Act;

2° Exemption des droits imposables en vertu de la Loi des droits sur les successions, sur toute transmission de biens mobiliers situés dans la province, pourvu que telle transmission soit faite à un ressortissant du pays que représentait le défunt;

3° Exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de la gazoline par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le Ministère du Revenu;

4° Exemption de la taxe payable en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail par voie de remboursement et suivant la procédure à être établie par le Ministère du Revenu;

5° Exemption du paiement d'honoraires d'enregistrement d'un véhicule de promenade exigibles en vertu du Code de la Route et suivant la procédure à être établie par le Ministère des Transports et Communications quant à l'émission des plaques d'enregistrement et au paiement du coût d'icelles.

L'Organisation de l'aviation civile internationale (ICAO) et le représentant officiel de chacune des nations faisant partie de cette société bénéficieront également, et aux mêmes conditions, des dispositions ci-dessus; les présentes dispositions remplaçant ce qui existait jusqu'ici dans le cas de cette organisation internationale.

Les exemptions précitées seront accordées à partir de l'adoption du présent arrêté en conseil, sauf en ce qui concerne l'exonération du paiement de la taxe en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail qui aura effet rétroactivement au premier avril 1961.

L. DÉSILETS,
58926-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

2. Exemption from duties prescribed by the Succession Duties Act, on all transmission of moveable assets with situs in the Province, provided that such transmission be made to a national of the country represented by the deceased;

3. Exemption from the tax payable under the Gasoline Tax Act, by way of refund and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue;

4. Exemption from the tax payable under the Retail Sales Tax Act, by way of refund and pursuant to the procedure to be set by the Minister of Revenue;

5. Exemption from payment of the registration fees of a pleasure motor vehicle, as exigible under the Highway Code, pursuant to the procedure to be set by the Minister of Transportation and Communications concerning the issuing of registration plates and payment of the cost thereof.

Subject to the aforementioned conditions, the International Civil Aviation Organization (ICAO) and the official representative of each of its member nations, will also benefit from the aforesaid exemptions; said exemptions replacing those already existing in favour of this International Organization.

The aforesaid exemptions will be granted as of the date of adoption of this Order in Council with the exception that exoneration from the payment of the tax payable under the Retail Sales Tax will be retroactive to April 1, 1961.

L. DÉSILETS,
58926-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2023

Québec, le 28 septembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le lièvre.

ATTENDU QUE dans l'impression du tableau des saisons de chasse il s'est glissé une erreur typographique dans la version anglaise et que la date du 7 octobre aurait dû apparaître au lieu du 1er octobre pour le commencement de la saison de chasse au lièvre;

ATTENDU QU'il n'y a pas d'objection à ce que la chasse à ce mammifère débute le 1er octobre cette année et qu'il y a lieu de dissiper tout doute dans l'esprit du public;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE pour l'année 1961, seulement, la saison de chasse au lièvre débute le 1er octobre pour se terminer tel que prévu à l'arrêté-en-conseil numéro 696, en date du 15 juillet, 1959.

L. DÉSILETS,
58936-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2023

Quebec, September 28, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hare.

WHEREAS in the printing of the table for the game season, a typographical error occurred in the English version and that the date of October 7 should have appeared instead of October 1, for the starting of the hunting season for hare;

WHEREAS there is no objection that the hunting of this mammel should start on October 1st this year and that it is deemed expedient that all doubts be dispelled from the mind of the public in this instance;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

IT IS THEREFORE ORDAINED that upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT for the year 1961, only, the hunting season for hare starts on October 1, to end as provided for in the Order in Council number 696, dated July 15, 1959.

L. DÉSILETS,
58936 *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

The Shawinigan Water and Power Company

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie « The Shawinigan Water and

Miscellaneous Notices

The Shawinigan Water and Power Company

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water and Power Company", of

Power Company », de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire un aménagement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, au Rapide des Cœurs, à environ 2-1/2 milles en amont de l'embouchure de la rivière Windigo dans le canton de Rhéaume, comté de Champlain, district électoral de Laviolette, province de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit aménagement et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre, mil neuf cent soixante et un.

The Shawinigan Water and Power Company.

Le Secrétaire,

58792-38-4-o RUSSELL MERIFIELD.

the city of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River, at Rapide des Cœurs, located approximately 2-1/2 miles upstream from the mouth of the Rivière Windigo, in the township of Rhéaume, county of Champlain, electoral district of Laviolette, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the land which will be affected by the backing-up of the water has been forwarded to the Minister of Natural Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal, this eighth day of September, one thousand nine hundred and sixty-one.

The Shawinigan Water and Power Company.

RUSSELL MERIFIELD,

58792-38-4-o *Secretary.*

Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Avis est donné que les soussignés: Rév. Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de St. Georges » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.

Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin.

Le Procureur des requérants,

58808-38-5 B. N. HOLTHAM, C.R.

Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin; will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de St. Georges" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que., August 25, 1961.

Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin.

B. N. HOLTHAM, Q.C.

58808-38-5-o *Attorney for Petitioners.*

Église Baptiste Évangélique de Compton

Avis est donné que les soussignés: Rév. Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de Compton » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap 311, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.

Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir.

Le Procureur des requérants,

58808-38-5-o B. N. HOLTHAM, C.R.

Église Baptiste Évangélique de Compton

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir: will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de Compton" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que. Aug. 25, 1961.

Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir.

B. N. HOLTHAM, Q.C.,

58808-38-5 *Attorney for Petitioners.*

Chartes — Abandon de

Leduc & Boulanger Limitée

Avis est par les présentes donné qu'en conformité avec l'article 26 de la première partie de la Loi des compagnies de la province de Québec « Leduc & Boulanger Limitée », demandera au lieutenant gouverneur en conseil l'abandon de sa charte et ce dans un délai de 15 jours de la publication de cette avis.

Lac Mégantic, le 18 septembre 1961.

Le Procureur de la requérante,

58913-o J. ARMAND DROUIN, C.R.

Charters — Surrender of

Leduc & Boulanger Limitée

Notice is hereby given that in accordance with section 26, Part I of the Quebec Companies Act, "Leduc & Boulanger Limitée", will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter, and this with a delay of 15 days from the publication of this notice.

Lac Mégantic, September 18, 1961.

J. ARMAND DROUIN, Q.C.,

58913 *Attorney for the petitioner.*

Construction Batiscan Ltée

Prenez avis que la compagnie « Construction Batiscan Ltée », demandera au procureur général la permission d'abandonner sa cl arte.

Le Procureur de la Compagnie,
58916-o ME GUY LEBRUN.

Town Construction Ltd. (Ltée)

Avis est par les présentes donné que « Town Construction Ltd. (Ltée) », qui a son bureau principale dans la cité de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28e jour de septembre 1961.

Town Construction Ltd. (Ltée),
Par Le Secrétaire,
(*Signé*) ADELINE MARTINIS.
Les Procureurs de la compagnie,
Cohen, Leithman & Kaufman. 58917-o

R. T. Smith Construction Company Limited

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, la compagnie « R. T. Smith Construction Company Limited », donne avis qu'elle demandera à l'honorable Procureur général de Québec d'accepter l'abandon de sa charte et de diriger cette annulation et fixer une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., 20 septembre 1961.

Le Secrétaire,
58919 M. L. ROBINSON.

Nashwaak Corporation of Canada Limited (No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Nashwaak Corporation of Canada Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
58920 C. G. MEEK.

Manoir St-Romuald Inc.

Prenez avis que la compagnie « Manoir St-Romuald Inc. », demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Copie conforme.

Le Secrétaire,
(*Signé*) MARCELLE L. THOMAS.
Les Procureurs de la requérante,
DEPEYRE, MICHAUD,
BEAUDRY, VALLÉE. 58923-o

Canada Pad Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Canada Pad Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 29e jour de septembre, 1961.

Canada Pad Limited,
Par les procureurs de la compagnie,
ROBERTSON, O'CONNOR,
McDOUGALL, HEMENS,
58932-o CAMPBELL & HARRIS.

Construction Batiscan Ltée

Take notice that "Construction Batiscan Ltée", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

ME GUY LEBRUN,
58916 *Attorney for the Company.*

Town Construction Ltd. (Ltée)

Notice is hereby given that "Town Construction Ltd. (Ltée)", which has its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., 28th day of September, 1961.

Town Construction Ltd. (Ltée),
(*Signed*) *Per:* ADELINE MARTINIS,
Secretary.
Cohen, Leithman & Kaufman,
Attorneys for the company. 58917-o

R. T. Smith Construction Company Limited

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "R. T. Smith Construction Company Limited", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., September 20, 1961.

M. L. ROBINSON,
58919-o *Secretary.*

Nashwaak Corporation of Canada Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that the "Nashwaak Corporation of Canada Limited" (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 29th day of September, 1961.

C. G. MEEK,
58920-o *Secretary-Treasurer.*

Manoir St-Romuald Inc.

Take notice that "Manoir St-Romuald Inc.", will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

True copy.

(*Signed*) MARCELLE L. THOMAS,
Secretary.
DEPEYRE, MICHAUD,
BEAUDRY, VALLÉE,
Attorneys for the petitioner. 58923

Canada Pad Limited

Notice is hereby given that "Canada Pad Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, having its head office in the city of Montreal in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., the 29th day of September, 1961.

Canada Pad Limited,
Per: ROBERTSON, O'CONNOR,
McDOUGALL, HEMENS,
CAMPBELL & HARRIS,
58932-o *Attorneys for the Company.*

Divers
Compagnies

(P.G. 11561-61)

Dairy King Inc.

Règlement Spécial « D »

Concernant une augmentation du nombre des membres du Conseil d'administration de trois à six.

Jusqu'à ce qu'il y ait changement conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, le conseil d'administration sera composé de six (6) directeurs.

Vraie copie certifiée du règlement spécial « D » de la compagnie « Dairy King Inc. » adopté par les directeurs, le 27e jour de mars 1961, et approuvé par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée à cette fin et tenue le 28e jour de mars 1961.

Certifié à Montréal, ce 28e jour de mars 1961.

Le Secrétaire,
58903 T. C. CAMP.

(P.G. 13924-60)

H. D. Short, Ltd.

Règlement No 6

« Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme règlement No 6 de « H. D. Short, Ltd. » ce qui suit:

Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de trois à quatre. »

Certifié vraie copie.

Québec, Qué. le 16 juin 1961.

Le Secrétaire,
58904-o C. DOUGLAS JOHNSTON.

(P.G. 10448-58)

Pilon & Pharand Construction Ltée

Règlement No XXIV

Le nombre des directeurs de la compagnie « Pilon & Pharand Construction Ltée » est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement No III de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement No XXIV dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 10 avril 1961, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 10 avril 1961 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
58905-o BERNARD PHARAND.

(P.G. 9096-50)

Canadian Import Company

Règlement spécial 3-A

Un règlement qui augmente le nombre des directeurs de la compagnie et amende le règlement No 3.

1° Qu'il soit décrété que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est augmenté de cinq (5) à six (6).

2° Que l'article (1) du règlement No 3 soit amendé en rayant le mot cinq et en y substituant le mot six.

Miscellaneous
Companies

(A.G. 11561-61)

Dairy King Inc.

Special By-Law "D"

Concerning an increase in the directorate from three to six

Until changed in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, the board of directors shall consist of six (6) directors.

Certified copy of Special By-Law "D" of the company "Dairy King Inc.", adopted by the directors on the 27th day of March, 1961, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a special general meeting of the shareholders called for this purpose and held on the 28th day of March, 1961.

Certified at Montreal, this 28th day of March, 1961.

T. C. CAMP,
58903-o *Secretary.*

(A.G. 13924-60)

H. D. Short, Ltd.

By-law No. 6

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law number six of "H. D. Short, Ltd." as follows:

The number of the directors of the company should be and it is hereby increased from three to four."

Certified true copy.

Quebec, P.Q. June 16, 1961.

C. DOUGLAS JOHNSTON,
58904-o *Secretary.*

(A.G. 10448-58)

Pilon & Pharand Construction Ltée

By-law No. XXIV

The number of the directors of the company "Pilon & Pharand Construction Ltée" is changed from three that it was heretofore to that of four and by-law No. III of the company is therefore amended.

Certified copy of by-law No. XXIV duly adopted at a meetign of the directors held on April 10, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on April 10, 1961, by shareholders holding amnog themselves 100% of the shares represented at this meeting.

BERNARD PHARAND,
58905 *Secretary.*

(A.G. 9096-50)

Canadian Import Company

Special by-law 3-A

A by-law to increase the number of directors of the company and to amend by-law No. 3.

1. Be it enacted that the number of directors of this company be and the same is hereby increased from five (5) to six (6).

2. That article (1) of by-law No. 3 be amended by deleting the word five and substituting therefor the word six.

3° Je, C. W. Coulson, secrétaire-trésorier de « Canadian Import Company », certifie, par les présentes, que:

1° Le règlement spécial 3-A fut adopté régulièrement par les directeurs de « Canadian Import Company », le 29 juin 1961.

2° Le règlement spécial 3-A fut approuvé le 4 juillet 1961, par les actionnaires de « Canadian Import Company » à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue à cette fin.

3° À ladite assemblée les actionnaires présents représentaient 100% du capital-actions de la compagnie et le vote en faveur du règlement fut unanime.

Le Secrétaire-trésorier,
58906 C. W. COULSON.

3. I, C. W. Coulson, secretary-treasurer of "Canadian Import Company", hereby certify that:

1. Special by-law 3-A was regularly adopted by the directors of "Canadian Import Company", on June 29, 1961.

2. Special by-law 3-A was approved on July 4, 1961 by the shareholders of "Canadian Import Company" at a special general meeting of shareholders held for that purpose.

3. At such meeting, the shareholders present represented 100% of the capital stock of the company and the vote in favour of the by-law was unanimous.

C. W. COULSON,
58906-o *Secretary-Treasurer.*

Dandy's Restaurant Ltd.

Règlement No « A »

Règlement concernant la distribution de l'actif de « Dandy's Restaurant Ltd. ».

Que la compagnie soit et elle est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et à subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Vraie copie certifiée du règlement « A » dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration, le 22 septembre 1961, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58907 STELLA BAKAKIS.

Dandy's Restaurant Ltd.

By-law No. "A"

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Dandy's Restaurant Ltd.".

The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under section 26 of the Quebec Companies Act.

Certified a true copy of by-law "A" duly enacted at a meeting of the board of directors on September 22, 1961, and approved unanimously by the shareholders at a meeting held on the same day.

(Seal) STELLA BAKAKIS,
58907-o *Secretary.*

(P.G. 11009-59)

St. Jérôme Plaza Inc.

Règlement No 3

Changement du nombre de directeurs et établissement du quorum.

Qu'il soit décrété et il est, décrété comme un règlement de « St. Jérôme Plaza Inc. » (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, augmenté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée.

4 juillet 1960.

Le Secrétaire,
58908 P. L. FARKAS.

(A.G. 11009-59)

St. Jérôme Plaza Inc.

By-law No. 3

Varying number of directors and fixing quorum.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "St. Jérôme Plaza Inc." (herein called the "company"), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy.

July 4, 1960.

P. L. FARKAS,
58908-o *Secretary.*

(P.G. 11939-61)

Placements Demers Inc.

« Règlement No 4

Règlement augmentant le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme règlement No 4 de « Placements Demers Inc. » (ci-après appelée « la Compagnie ») ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie, « Placements Demers Inc. », est par les présentes augmenté de trois (3) à sept (7), et aux

(A.G. 11939-61)

Placements Demers Inc.

"By-law No. 4

By-law increasing the number of directors.

Be it and it is hereby decreed that what follows is by-law No. 4 of "Placements Demers Inc." (hereinafter called the "Company"):

1. The number of directors of "Placements Demers Inc.", is hereby increased from three (3) to seven (7), and at meetings of the board of

assemblées du Bureau de Direction le quorum est augmenté de deux (2) à quatre (4) Directeurs;

2° Tous règlements, résolutions et procès-verbaux de la Compagnie, inconciliables avec le présent règlement, sont en conséquence modifiés pour donner plein effet au présent règlement ».

Je soussigné, Noël Demers, Secrétaire de « Placements Demers Inc. », déclare que le document ci-dessus est un extrait fidèle et conforme du procès-verbal d'une assemblée des Directeurs de « Placements Demers Inc. », régulièrement convoquée et tenue à Québec le 25 avril 1961, à laquelle tous les directeurs de la Compagnie étaient présents et votèrent en faveur de la susdite résolution.

Québec, le 7 septembre 1961.

Le Secrétaire,
58909-o NOËL DEMERS.

(P.G. 12925-57)

Davies Irwin Ltd.

Règlement Trois-A

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois à cinq.

2° L'article 1 du règlement Trois est amendé en rayant le mot « trois » et en y substituant le mot « cinq ».

Montréal, P.Q., 31 mai 1961.

Vraie copie certifié:

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58910 WALTER G. BOTTING.

(P.G. 10504-55)

Bral Furniture Corporation

Règlement No « D »

Étant un règlement variant le nombre des directeurs et déterminant un quorum.

Qu'il soit décrété et il est, décrété comme un règlement de la compagnie « Bral Furniture Corporation », (ci-après appelée la « compagnie ») ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est diminué de 4 à 3, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera désormais composé de 3 directeurs.

2. Deux directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 28e jour de juin 1961.

Certifié vraie copie. *Le Secrétaire,*
58911 B. BEROZOFSKY.

(P.G. 15129-61)

Caravelle Construction Corp.

Règlement No 8

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie « Caravelle Construction Corp. » que la situation du siège social de la compagnie soit changée de 4755, avenue Van Horne, chambre 102, en les cité et district de Montréal, province de Québec, à 360, avenue Victoria, en la cité de Westmount, district de Montréal, en la province de Québec.

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de la compagnie « Caravelle Construction Corp. » le 14e jour d'avril 1961, et approuvé par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Caravelle Construction Corp. » convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 14e jour d'avril 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58912 JOHN DESBARATS.

directors the quorum is increased from two (2) to four (4) directors;

2. All by-laws, resolutions and minutes of the company, incompatible with the present by-law are amended accordingly to give full effect to the present by-law".

I, the undersigned, Noël Demers, secretary of "Placements Demers Inc.", declare that the above document is a true and exact copy of the minutes of a meeting of the directors of "Placements Demers Inc.", convoked and held in the regular manner in Quebec, on April 25, 1961, at which all the directors of the company were present and voted in favour of the above-mentioned resolution.

Quebec, September 7, 1961.

NOËL DEMERS,
58909 *Secretary.*

(A.G. 12925-57)

Davies Irwin Ltd.

By-law Three-A

1. The number of directors of this company is increased from three to five.

2. Article 1 of by-law Three is amended by deleting the word "three" and substituting therefor the word "five".

Montreal, P.Q., May 31, 1961.

Certified true copy:

(Seal) WALTER G. BOTTING,
58910-o *Secretary.*

(A.G. 10504-55)

Bral Furniture Corporation

By-law No. "D"

Being a By-law varying the number of directors, and fixing quorum.

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Bral Furniture Corporation", (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be, and the same is hereby decreased from 4 to 3 so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of 3 directors.

2. Two Directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law.

Enacted this 28th day of June, 1961.

Certified True copy. B. BEROZOFSKY.
58911-o *Secretary.*

(A.G. 15129-61)

Caravelle Construction Corp.

By-law No. 8

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Caravelle Construction Corp." that the location of the head office of the company be changed from 4755 Van Horne Avenue, suite 102, in the city and district of Montreal, province of Quebec, to 360 Victoria Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, in the Province of Quebec.

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Caravelle Construction Corp." on the 14th day of April, 1961, and approved by all the shareholders at a special general meeting of the shareholders of "Caravelle Construction Corp." called for considering the said By-law and held on the 14th day of April, 1961.

(Seal) JOHN DESBARATS,
58912-o *Secretary.*

Atwater Realty Inc.

Sommaire du règlement No 24

Il est résolu que la compagnie soit et elle est autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre les actionnaires et subséquemment procéder à la dissolution en abandonnant sa charte.

Montréal, 29 septembre 1961.

Le Secrétaire,
58921 FRED WOLFE.

(P.G. 1854-47)

Simplex Motor Parts Ltd.

Règlement spécial « A »

Le règlement général (3) paragraphe « A » de la compagnie est remplacé par le suivant:

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de quatre (4) directeurs qui devront en tout temps pendant leur terme d'office détenir au moins une (1) action du capital de la compagnie, entièrement acquittée ».

« Le quorum du conseil d'administration sera de trois (3) directeurs ».

Certifiée copie véritable du règlement spécial « A » de « Simplex Motor Parts Ltd. », adopté par les directeurs de ladite compagnie à leur assemblée tenue le 9 février 1959 et approuvé à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 29 avril 1959, par la totalité des actionnaires.

Le Président,
58933-o NARCISSE McKAY.

(P.G. 14758-60)

Affiliated Factors Corp.

Règlement augmentant le nombre des directeurs de la compagnie ci-haut mentionnée de trois à cinq.

Règlement No 26

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Affiliated Factors Corp. » (ci-après appelée la compagnie) comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, augmenté de trois à cinq de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont modifiés et revisés de manières à donner effet à ce règlement.

Je, soussigné, secrétaire de « Affiliated Factors Corp. », certifie que ce qui précède est une vraie copie d'un règlement spécial décrété à l'unanimité par le conseil d'administration de ladite compagnie, à une assemblée tenue le 20 juillet 1961, à laquelle les directeurs étaient tous présents, et lequel règlement fut approuvé à l'unanimité à une assemblée spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée à cette fin et tenue le 20e jour de juillet 1961, à laquelle tous les actionnaires étaient présents en personne.

Le Secrétaire,
58947 G. BROWN.

Ludlow Canada Ltd.

Règlement « C »

Qu'il soit décrété et il est décrété comme le règlement « C » de « Ludlow Canada Ltd. » (ci-après appelée la « compagnie ») comme suit:

Atwater Realty Inc.

Summary of by-law No. 24

Resolved that the company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter.

Montreal, September 29, 1961.

FRED WOLFE,
58921-o *Secretary.*

(A.G. 1854-47)

Simplex Motor Parts Ltd.

Special by-law "A"

General by-law (3), paragraph "A" of the Company has been replaced by the following:

"The company's business will be managed by a board of directors composed of four (4) members who must, at all times during their term of office, hold at least one (1) share of the company's capital, entirely paid off".

"The quorum of the board of directors will be three (3) directors".

Certified true copy of special by-law "A" of "Simplex Motor Parts Ltd.", adopted by the directors of said company at their meeting held on February 9, 1959, and approved at the annual general meeting of the shareholders held on April 29, 1959, by all the shareholders.

NARCISSE McKAY,
58933 *President.*

(A.G. 14758-60)

Affiliated Factors Corp.

By-law increasing the number of directors of the above company from three to five.

By-law No. 26

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Affiliated Factors Corp." (herein called the Company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

I, the undersigned, Secretary of "Affiliated Factors Corp.", hereby certify that the foregoing is a true copy of a special By-law unanimously enacted by the board of directors of the said company, at a meeting held on July 20, 1961, at which all the directors were present, and which by-law was unanimously approved at a special meeting of shareholders of the said company called for that purpose and held on the 20th day of July, 1961, at which all shareholders were present in person.

G. BROWN,
58947-o *Secretary.*

Ludlow Canada Ltd.

By-law "C"

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law "C" of "Ludlow Canada Ltd." (herein calle the "Company") as follows:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, augmenté de trois à quatre de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Vraie copie certifiée du règlement « C » de « Ludlow Canada Ltd. », décrété par le conseil d'administration de la compagnie le 12e jour de septembre 1961 et sanctionné, approuvé et confirmé par une résolution passée à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée à cette fin et tenue le 12e jour de septembre 1961, à laquelle assemblée tous les actionnaires de la compagnie étaient présents et ont voté en faveur de ladite résolution.

Daté à Montréal, ce 15e jour de septembre 1961.

(Sceau) Ludlow Canada Ltd.,
Le Secrétaire,
58948 F. Seymour Bell.

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "C" of "Ludlow Canada Ltd." enacted by the board of directors of said company on the 12th day of September, 1961 and sanctioned, approved and confirmed by resolution passed at a special general meeting of the shareholders of the company duly called for the purpose and held on the 12th day of September, 1961, at which meeting all the shareholders of the company were present and voted in favour of the said resolution.

Dated at Montreal, this 15th day of September, 1961.

(Seal) Ludlow Canada Ltd.,
F. Seymour Bell,
58948-o *Secretary.*

Quebec Imports Ltd.

Règlement « C »

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Quebec Imports Ltd. » (ici nommée la « Compagnie »), ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est diminué de quatre à trois, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de trois directeurs.

2. Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie du règlement « C » de « Quebec Imports Ltd. » qui a été dûment décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie dûment tenue le 28e jour de novembre 1960, et confirmé subséquemment par le vote uannime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 28e jour de novembre 1960.

Daté ce 24e jour de juillet 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58949 Jacques B. Langevin.

Quebec Imports Ltd.

By-law "C"

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Quebec Imports Ltd." (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of by-law "C" of "Quebec Imports Ltd." which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 28th day of November, 1960, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 28th day of November, 1960.

Dated this 24th day of July, 1961.

(Seal) Jacques B. Langevin,
58949-o *Secretary.*

Sièges sociaux

Associated Windowalls Quebec Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Associated Windowalls Quebec Ltd. », une compagnie constituée par lettres patentes en date du 17 mai 1961, et dont le siège social est dans la cité et dans le district de Montréal a établi son bureau à chambre 2,000, 507 Place d'Armes.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26e jour de septembre 1961.

L'Assistant du Secrétaire-trésorier,
58899-o Richard V. Berggreen.

Head Offices

Associated Windowalls Quebec Ltd.

Notice is hereby given that "Associated Windowalls Quebec Ltd.", a company incorporated by letters patent bearing the date of May 17, 1961 and having its head office in the city and district of Montreal has established its office at roon 2,000, 507 Place d'Armes.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th day of September, 1961.

Richard V. Berggreen,
58899-o *Assistant Secretary-Treasurer.*

Bleuront Corporation

Avis est donné que la compagnie « Bleuront Corporation », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour d'octobre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à chambre 754, 400 ouest, rue Ontario, Montréal, P.Q.

Daté à Montréal, P.Q., ce 27e jour de septembre 1961.

Le Président,
58900 W. P. CREAGH.

Bleuront Corporation

Notice is hereby given that "Bleuront Corporation", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 26th day of October, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at room 754, 400 Ontario Street West, Montreal, P.Q.

Dated at Montreal, P.Q., this 27th day of September, 1961.

W. P. CREAGH,
58900-o *President.*

Les Entreprises Lairet Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Lairet Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16ième jour de mars 1961, et lettres patentes supplémentaires, en date du 30 juin 1961, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1595, de la rue de la Ronde, l'a transporté au numéro 1700, de la rue St-Vallier ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 15ième jour d'août 1961.

Le Président,
58901-o RAYMOND BOURDEAU.

Les Entreprises Lairet Ltée

Notice is given that "Les Entreprises Lairet Ltée", a corporation constituted by letters patent dated March 16, 1961, and supplementary letters patent dated June, 30, 1961, and having its head office in the city of Quebec, where its office was situated up to today at number 1595 De la Ronde Street, has moved it to number 1700 St. Vallier Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given in Quebec, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND BOURDEAU,
58901 *President.*

(P.G. 13853-57)

Corporation Immobilière du Bas St-Laurent Lower St. Lawrence Realty Corporation

Règlement No 27

Concernant le changement du bureau principal.

Le bureau principal de la compagnie « Corporation Immobilière du Bas St-Laurent » est transporté à Laval-sur-le-Lac, 68 Ile Roussin.

Copie certifiée du règlement No 27 de la compagnie « Corporation Immobilière du Bas St-Laurent » adopté par les directeurs à une assemblée du bureau de direction tenue le 18ième jour de juillet 1961 et approuvé à l'unanimité par tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le même jour.

Montréal, ce 19ième jour de septembre 1961.

Le Secrétaire,
58918-o MAURICE MARTEL.

(A.G. 13853-57)

Corporation Immobilière du Bas St-Laurent Lower St. Lawrence Realty Corporation

By-law No. 27

Concerning change of head office.

The head office of the company "Lower St. Lawrence Realty Corporation" is transferred to Laval-sur-le-Lac, 68 Ile Roussin.

Certified copy of by-law No. 27 of "Lower St. Lawrence Realty Corporation" adopted by the directors at meeting of the board of directors held on the 18th day of July, 1961 and unanimously approved by all the shareholders present at a special general meeting of the shareholders of the company held on the same day.

Montreal, this 19th day of September, 1961.

MAURICE MARTEL,
58918 *Secretary.*

Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.

Avis est par la présente donné que « Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd. », dûment incorporé par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec en date du 1er mars 1961 et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Saint-Jean, a établi son bureau au No 201, rue Saint-Louis, de ladite ville.

À partir de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 28e jour de septembre 1961.

Le Président,
58928 PIERRE LESAGE.

Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd.", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the 1st day of March, 1961, and having its head office in the city of St. John, has established its office at 201 St. Louis Street, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1961.

PIERRE LESAGE,
58928-o *President.*

Les Entreprises Rosaire Roy Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Rosaire Roy Inc. », constituée en corpora-

Les Entreprises Rosaire Roy Inc.

Notice is hereby given that the company "Les Entreprises Rosaire Roy Inc.", incorporated

tion par lettres patentes en date du vingt-sept juin mil neuf cent soixante et un, et ayant son bureau principal à Charlesbourg, comté de Québec, a établi son bureau au numéro 225, 92ième Rue Ouest, Charlesbourg, comté de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingtquatrième jour d'août 1961.

Le Président,
ROSAIRE ROY.

58929-o

by letters patent bearing date the twenty-seventh day of June, 1961, and having its head office in Charlesbourg, county of Quebec, has established its office at 225, 92nd Street West, Charlesbourg, county of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-fourth day of August, 1961.

ROSAIRE ROY,
President.

58929-o

Beaurivage Gardens Ltd. — Ltée

Changement d'adresse

Avis est donné que « Beaurivage Gardens Ltd.-Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13e jour d'août 1954, a transporté son siège social de 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 918, en la cité de Montréal, à 615 ouest, boulevard Dorchester, chambre 630, en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 27 juillet 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
58930 MURRAY LAPIN.

Beaurivage Gardens Ltd. — Ltée

Change in street address

Notice is hereby given that "Beaurivage Gardens Ltd.-Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 13th day of August, 1954, has moved its head office from 132 St. James Street West, Suite 918, in the city of Montreal, to 615 Dorchester Boulevard West, Suite 630, in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, July 27, 1961.

(Seal) MURRAY LAPIN,
58930-o *Secretary.*

Rocket Petroleum Explorations Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Rocket Petroleum Explorations Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec en date du 18 mai 1960, a transporté son siège social de 265 ouest, rue Craig, à « 1405, rue Peel, chambre 300 » en la cité de Montréal, province de Québec.

27 septembre 1961.

Le Procureur,
58931 MARCEL PICHÉ, C.R.

Rocket Petroleum Explorations Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Rocket Petroleum Explorations Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent issued under the Quebec Mining Companies Act on May 19, 1960, has moved its head office from 265 Craig Street West to "1405 Peel Street, Suite 300" in the city of Montreal, Province of Quebec.

September 27, 1961.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,
58931-o *Solicitor.*

Demandes à la Législature

Montefiore Club

Avis public est par les présentes donné que « Montefiore Club », un corps politique et corporatif, avec son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant la section 4 de la loi d'incorporation de « Montefiore Club », pour autoriser une augmentation de la valeur maximum de la propriété immobilière que ladite corporation peut posséder.

Montréal, 19 septembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
PHILIP MEYEROVITCH, C.R.
58865-39-4-o MICHAEL GREENBLATT, C.R.

Jean-Marc Béliveau et Lorne Mollot

Avis est par les présentes donné que Jean-Marc Béliveau, de la ville d'Aylmer, province de Québed, et Lorne Mollot, de la cité de Hull, province de Québec, dûment autorisés par le Conseil général du Barreau de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session, pour obtenir

Applications to Legislature

Montefiore Club

Public notice is hereby given that "Montefiore Club", a body politic and corporate, with its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending section 4 of the act to incorporate "Montefiore Club", to authorize an increase in the maximum value of immoveable property which the said corporation may hold.

Montreal, September 19, 1961.

PHILIP MEYEROVITCH, Q.C.
MICHAEL GREENBLATT, Q.C.,
58865-39-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Jean-Marc Béliveau and Lorne Mollot

Notice is hereby given that Jean-Marc Béliveau, of the town of Aylmer, province of Quebec, and Lorne Mollot, of the city of Hull, province of Quebec, duly authorized by the General Council of the Bar of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the

l'adoption d'un bill privé pour donner à leur admission tardive à l'étude du droit un effet rétroactif et leur permettre d'exercer la profession d'avocat aussitôt après la sanction dudit projet de la loi pourvu qu'à ce moment-là, ils auront respectivement subi avec succès l'examen du Barreau de la province de Québec.

Les Procureur des requérants,
58876-39-4-o MAJOR & MAJOR.

The Fraser-Hickson Institute, Montreal

Avis public est par les présentes donné que « The Fraser-Hickson Institute, Montreal », corporation avec siège social en la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour demander qu'une loi soit adoptée modifiant sa charte le Statut 34 Victoria chapitre 50 et tous ses amendements à date pour les fins suivantes: *a*) étendre le territoire dans lequel elle pourra exercer ses pouvoirs et lui conférer le pouvoir d'établir des succursales, et *b*) augmenter ses pouvoirs de placement afin qu'ils soient pareils à ceux des compagnies d'assurance sujettes à l'autorité législative de la province de Québec; et tout autre matière incidente.

Montréal, 29 septembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
LAIDLEY, CAMPBELL,
58924-40-4-o WALSH & KISILENKO.

adoption of a private bill which would give to their tardy admission to the study of law a retroactive effect and would permit them to carry on business as advocates immediately after the sanction of said draft bill, provided that, at that moment, they have successively undergone the examination of the Bar of the Province of Quebec:

MAJOR & MAJOR,
58876-39-4 *Attorneys for the petitioners.*

The Fraser-Hickson Institute, Montreal

Public notice is hereby given that "The Fraser-Hickson Institute, Montreal", a corporation with head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act amending the Statute 34 Victoria Chapter 50 incorporating the said corporation, and all Acts hitherto amending the same, in the following respects: *a*) to extend the territory within which it may conduct its operations and to provide for the establishment of branches, and *b*) to amplify its powers of investment to those permitted for insurance companies subject to the legislative authority of the Province of Quebec; and other matters incidental to the foregoing.

Montreal, September 29, 1961.

LAIDLEY, CAMPBELL,
WALSH & KISILENKO,
58924-40-4-o *Attorneys for Applicant.*

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau des Laurentides — Bar of Laurentides

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE STUDY OF LAW
Examens de décembre 1961 — Examinations of December, 1961

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Boivin	Guy	20	Ste-Véronique	Séminaire de Ste-Thérèse, Séminaire de Mont-Laurier.

Joliette, le 29 septembre 1961 — Joliette, September 29, 1961.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
58922-o *Secretary of the Bar of Laurentides.*

Barreau du Saguenay — Bar of Saguenay

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Boulianne	Michel	19	Ste-Jeanne-D'Arc, Co. Lac St-Jean, P.Q.
Larouche	Claude	22	381 Avenue du Foyer, Chicoutimi, P.Q.
Sirois	Denis	22	969 rue Provencher, Chicoutimi, P.Q.
Tremblay	Jean-Yves	21	257 rue St-Pierre, Jonquière, P.Q.
Tremblay	Pierre-Émile	21	289 rue Sacré-Cœur, Port-Alfred, P.Q.
Pedneault	Roger	22	625 rue Lalement, Jonquière, P.Q.

Chicoutimi, le 29 septembre 1961 — Chicoutimi, September 29, 1961.

Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
GILLES PRÉVOST,
58922-o *Secretary-Treasurer of the Bar of Saguenay*

Barreau d'Abitibi-Témiscamingue — Bar of Abitibi-Témiscamingue

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Larouche	Angers	20	Noranda.
Cuddihy	Elizabeth	21	Rouyn.

Val D'Or, le 30 septembre 1961 — Val D'Or, September, 30 1961.

Le Secrétaire du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
CLAUDE ALLARD,
58922-o *Secretary of Bar of Abitibi-Témiscamingue.*

Liquidation — Avis de

Gauthier *vs* Cherrier

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 6191 *Ex parte*, Cour supérieure. J. Henri Gauthier, aubergiste de St-Zotique, district de Montréal, requérant, *vs* Oscar Cherrier, de la cité de Verdun, district de Montréal, intimé.

Avis de nomination de liquidateur

Avis est par les présentes donné que, par jugement rendu le 22 septembre 1960, M. Jean-Pierre Gatien, 165 avenue Irvine, district de St-Lambert, a été nommé liquidateur à la société maintenant dissoute, ayant existé entre le requérant et l'intimé pour « le commerce d'hôtellerie au village de St-Zotique, à l'hôtellerie connue sous le nom de « Hotel White House » sous le nom et la raison sociale de « Hotel White House ».

Montréal, le 2 octobre 1961.

Les Procureurs du requérant,
58902-o DESCHÊNES, FORGET & BOIVIN.

Winding up Notices

Gauthier *vs* Cherrier

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 6191 *Ex parte*, Superior Court. J. Henri Gauthier, innkeeper, of St-Zotique, district of Montreal, petitioner, *vs* Oscar Cherrier, of the city of Verdun, district of Montreal, respondent.

Notice of appointment of liquidator

Notice is hereby given that, by a judgment rendered on September 22, 1960, Mr. Jean-Pierre Gatien, 165 Irvine Avenue, district of St-Lambert, has been appointed liquidator of the society, now dissolved, having existed between the petitioner and the respondent for "the hotel trade in the village of St-Zotique, to the hotel known under the name "Hotel White House", under the name and firm name "Hotel White House".

Montreal, October 2, 1961.

DESCHÊNES, FORGET & BOIVIN,
58902 *Attorneys for the petitioner.*

Ministère des Affaires municipales

Cité de Roberval

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil No 1990 du 28 septembre 1961 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 346, du conseil municipal de la cité de Roberval, tel que modifié par le règlement No 346-A dudit conseil, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement, tel que modifié, et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Roberval, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et annexé à la cité de Roberval.

Ce territoir est le suivant:

Un territoire, situé dans le canton de Roberval, comprenant, en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux et une partie du

Department of Municipal Affairs

City of Roberval

Notice is hereby given that by Order in Council No. 1990 of September 28, 1961, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 346 of the municipal council of the city of Roberval, as amended by the by-law No. 346-A of the said council, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law, as amended, and described below, is detached from the municipality of Roberval, county of Lake St-John-West, and annexed to the city of Roberval.

This territory is the following:

A territory, situated in the township of Roberval, comprising, with reference to the official cadaster of the said township, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights of way, water courses or parts thereof, and a

Lac Saint-Jean, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots originaires 34 et 35 rang B avec le côté sud-ouest de la route régionale No 55; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes, à savoir; ledit côté sud-ouest de la route régionale No 55 en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots de subdivisions 36-48 et 36-49; puis suivant la ligne séparative des lots de l'arpentage primitif 15 et 16, ledit prolongement de la ligne séparative des lots de subdivision 36-48 et 36-49, cettedite ligne prolongée à travers le droit de voie du chemin de fer Canadien National, les lots de subdivision 36-6, 36-4, 36-3 (rues), 36-10 et 36-1 jusqu'à la ligne des hautes eaux du Lac Saint-Jean avant 1931; ladite ligne des hautes eaux en allant vers le sud-est, limitant vers le nord-est une partie du lot de subdivision 36-1 et le lot de subdivision 35-1 et enfin, la ligne séparative des lots originaires 34 et 35 suivant la ligne séparative des lots 16 et 17 de l'arpentage primitif en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,

58934-o RENÉ HAMEL, C.R.

part of Lake St-John, enclosed within the following limits, to wit: Starting from the point of intersection of the dividing line of the original lots 34 and 35, range B, with the southwest side of the regional route No. 55; thence, successively, the following lines and demarcations, to wit: the said west side of the regional route No. 55 going toward the northwest to the extension of the dividing line of the subdivision lots 36-48 and 36-49; then following the dividing line of the lots of the original survey 15 and 16, the said extension of the dividing line of subdivision lots 36-48 and 36-49, this said line extended across the right of way of the Canadian National Railroad, subdivision lots 36-6, 36-4, 36-3 (streets), 36-10 and 36-1 to the highwater line of Lake St. John before 1931; the said highwater linegoing toward the southeast, limiting on the northeast a part of the subdivision lot 36-1 and the subdivision lot 35-1 and finally, the dividing line or the original lots 34 and 35 following the dividing line of lots 16 and 17 of the original survey going toward the southwest to the starting point.

RENÉ HAMEL, Q.C.,

58934 *Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des Finances
Assurances

Scottish & York Insurance Co. Limited

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Scottish & York Insurance Co. Limited » enregistrée sous le numéro 639, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2814 qui l'autorise, à compter du 7 septembre 1961, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie; Accident; Automobile; Bris de glace; Dommage aux biens; Intempéries; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol; Et en outre de ces genres: Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à 425, avenue University, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Aubrey Schackles, 635 ouest, rue Dorchester, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 septembre 1961.

Pour le Ministre des finances de la province, Le Surintendant des assurances,

58927-40-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Department of Finance
Insurance

Scottish & York Insurance Co. Limited

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Scottish & York Insurance Co. Limited" registered under number 639, has obtained the license and certificate of registry number 2814 authorizing it, as from the 7th of September 1961, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire; Accident; Automobile; Employers' liability; Inland transportation; Plate glass; Property damage; Public liability; Theft; Weather; And in addition to these classes: Inland and ocean marine.

The head office of the company is situate at 425 University Avenue, Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. Aubrey Schackles, 635 Dorchester Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of September, 1961.

For the Minister of Finance of the Province,

GUSTAVE-E. TREMBLAY,

58927-40-2-o *Superintendent of Insurance.*

Département de l'Instruction publique

No 1297-61.

Dollard-des-Ormeaux

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Dollard-des-Ormeaux, dans le comté de Jacques-Cartier, à la municipalité scolaire catholique de Pointe-Claire et Beaconsfield, dans le même comté; ce changement n'affecterait que les contribuables catholiques seulement.

Québec, le 25 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58868-39-2-o O.-J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 1297-61.

Dollard-des-Ormeaux

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Dollard-des-Ormeaux, in the county of Jacques-Cartier, to the Catholic School municipality of Pointe-Claire and Beaconfield, in the same county; this change will affect the Catholic ratepayers only.

Quebec, September 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58868-39-2 *Superintendent of Education.*

No 1944-60.

Paspébiac

Il a plu a lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1878, en date du 7 septembre 1961, de détacher les rangs IV, V et VI du cadastre officiel du canton Cox, de la municipalité scolaire du canton Cox, dans le comté de Bonaventure, pour les annexer à la municipalité scolaire de Pasbégiac, dans le comté de Bonaventure.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

No 442-55.

Ville de Victoriaville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1878, en date du 7 septembre 1961, de détacher les lots 472 à 475 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Victoire, de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

No 264-61.

Ste-Agathe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1921, en date du 15 septembre 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Agathe No 2, dans le comté de Lotbinière, en celui de « Ste-Agathe », dans le comté de Lotbinière.

Ce changement prendra effet le 8 octobre 1961.

Québec, le 25 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

No 29-55.

Ste-Marthe

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1878, en date du 7 septembre 1961, de détacher les lots 111 à 115 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marthe, de la municipalité scolaire de Beauvoir, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marthe, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

No 811-61.

St-David

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1878, en date du 7 septembre 1961, d'annexer le territoire actuel de la munici-

No. 1944-60.

Paspébiac

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1878, dated September 7, 1961, has been pleased to detach the ranges IV, V and VI, in the official cadaster of the township of Cox, from the school municipality of the township of Cox, in the county of Bonaventure, in order to annex them to the school municipality of Pasbébiac, in the county of Bonaventure.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 442-55.

Town of Victoriaville

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1878, dated September 7, 1961, has been pleased to detach the lots 472 to 475 inclusively in the official cadaster of the parish of Ste-Victoire, from the school municipality of the parish of Ste-Victoire, in the county of Arthabaska, in order to annex them to the school municipality of the town of Victoriaville, in the same county.

This change will take effect, for purposes of election, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 264-61.

Ste-Agathe

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1921, dated September 15, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Ste-Agathe No. 2, in the county of Lotbinière, into that of "Ste-Agathe", in the county of Lotbinière.

This change will take effect on October 8, 1961.

Quebec, September 25, 1961.

O. J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 29-55.

Ste-Marthe

His Honour, the Lieutenant-Governor by Order in Council No. 1878, dated September 7, 1961, has been pleased to detach the lots 111 to 115 inclusively in the official cadaster of the parish of Ste-Marthe, from the school municipality of Beauvoir, in the county of Vaudreuil-Soulanges, in order to annex them to the school municipality of Ste-Marthe, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 811-61.

St-David

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1878 dated September 7, 1961, has been pleased to annex the present terri-

palité scolaire du village de St-David, dans le comté de Yamaska, à la municipalité scolaire de la paroisse de St-David, dans le même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de « St-David », dans le comté de Yamaska.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

No 740-61.

St-Ours

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1878, en date du 7 septembre 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Ours, dans le comté de Richelieu, à la municipalité scolaire du village de St-Ours, dans le comté de Richelieu et de changer le nom de cette dernière en celui de « St-Ours », dans le comté de Richelieu.

Ces changements prendront effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 13 septembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1321-61.

Despinassy

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1948, en date du 21 septembre 1961, d'annexer les lots 1 à 20 inclusivement des rangs I à VI aussi inclusivement du cadastre officiel du canton Bartouille, territoire non organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Despinassy, dans le comté d'Abitibi-Est.

Ce changement prendra effet le 5 octobre 1961.

Québec, le 29 septembre 1961.

Le Surintendent de l'Instruction publique,

58914-o O.-J. DESAULNIERS.

tory of the school municipality of the village of St-David, in the county of Yamaska, to the school municipality of the parish of St-David, in the same county, and to change the name of the latter to "St-David", in the county of Yamaska.

These changes will take effect for election purposes on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 740-61.

St-Ours

His Honour, the Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 1878 dated September 7, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Ours, in the county of Richelieu, to the school municipality of the village of St-Ours, in the county of Richelieu, and to change the name of the latter to "St-Ours", in the county of Richelieu.

These changes will take effect for election purposes on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, September 13, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

No. 1321-61.

Despinassy

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1948, dated September 21, 1961, has been pleased to annex lots 1 to 20 inclusively of ranges I to VI also inclusively of the official cadaster of the Bartouille township, territory as yet not organized from an educational point of view, to the school municipality of Despinassy, in the county of Abitibi-East.

This change will take effect on October 5, 1961.

Quebec, September 29, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

58914 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Derry

Cadastre officiel du canton de Derry, division d'enregistrement de Papineau.

Avis est par la présente donné que dans le rang I les lots 15, 18 et 19 sont corrigés et les lots 16 et 17 sont annulés et dans le rang « A » les lots 16-A, 16-B, 17A, 17-B et 1 à 77 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 septembre 1961.

Le Sous-ministre,

58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Canton de Lussier

Cadastre officiel du canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montclam.

Avis est par les présentes donné que dans le rang IV les lots 11-1, 11-2, 12-1, 12-2, 13-1, 13-2,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Derry

Official cadastre of township of Derry, registration division of Papineau.

Notice is hereby given that in range I lots 15, 18 and 19 are corrected and lots 16 and 17 are cancelled and in range "A" lost 16-A, 16-B, 17-A, 17-B and 1 to 77 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 20, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,

58915-o *Deputy Minister.*

Township of Lussier

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that in range IV lots 11-1, 11-2, 12-1, 12-2, 13-1, 13-2, 14-1, 14-2, 15-1,

14-1, 14-2, 15-1, 15-2 sont annulés et les lots 11 à 15 sont ajoutés. Dans le rang « D » les lots 10, 16 à 24 sont corrigés et les lots 1 à 89 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD-GUAY.

15-2 are cancelled and lots 11 to 15 are added; in range "D" lots 10, 16 to 24 are corrected and lots 1 to 89 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec September 11, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy-Minister.*

Canton de Lussier

Cadastre officiel du canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 20-B, 21-B, 22-B, 23-B, 24-B, 25-B, 26-B, 27-B du rang VI et le Bloc « A » sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Township of Lussier

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 20-B, 21-B, 22-B, 23-B, 24-B, 25-B, 26-B, 27-B of range VI and block "A" are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, September 11, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy Minister.*

Canton de Lussier

Cadastre officiel du canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 37-2, 38 à 44, rang I et 45, rang II sont corrigés et les lots 1 à 10, 11-A, 11-B et 12 à 65, rang C sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Township of Lussier

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 37-2, 38 to 44, range I and 45, range II are corrected and lots 1 to 10, 11-A, 11-B and 12 to 65, range C are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 11, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy Minister.*

Canton Taché

Cadastre officiel du canton Taché, municipalité de St-Nazaire, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que l'annulation des lots 27-28 à 27-36, 27-41 à 27-53 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Township of Taché

Official cadastre of township of Taché, municipality of St-Nazaire, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 27-28 to 27-36, 27-41 to 27-53, are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 20, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 130-47 à 130-49 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Parish of St. Bruno

Official cadastre of the parish of St. Bruno, municipality of St. Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 130-47 to 130-49 are cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 27, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy Minister.*

Canton de Templeton

Cadastre officiel du Canton de Templeton, municipalité de Ville de Gatineau, division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 15-1 à 15-10, 15-12 à 15-21, 15-24 à 15-43, 15-45 à 15-61 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
58915-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Town of Templeton

Official cadastre of Township of Templeton, municipality of Town of Gatineau, registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 15-1 to 15-10, 15-12 to 15-21, 15-24 to 15-43, 15-45 to 15-61 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 26, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
58915-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Romuald d'Etchemin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, municipalité de St-Romuald, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 304-3-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58915-o

Parish of St. Romuald d'Etchemin

Official cadastre of the parish of St. Romuald d'Etchemin, municipality of St. Romuald, registration division of Levis.

Notice is hereby given that lot 304-3-1 is cancelled in virtue of the article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 27, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58915-o

Ville de Salaberry de Valleyfield

Cadastre officiel de la ville de Salaberry de Valleyfield, municipalité de la ville de Salaberry de Valleyfield, division d'enregistrement de Beauharnois.

Avis est par la présente donné que les lots 841-136 à 841-140 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 septembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

58915-o

Town of Salaberry de Valleyfield

Official cadastre of the town of Salaberry de Valleyfield, municipality of the town of Salaberry de Valleyfield, registration division of Beauharnois.

Notice is hereby given that lots 841-136 to 841-140 are cancelled in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, September 21, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

58915-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Établissements Commerciaux — Asbestos

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1640 du 5 octobre 1960, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « *a* » et « *e* » de l'article III seront remplacés par les suivants:

« *a*) *Épiceries et/ou boucheries:*

1° 48 heures réparties comme suit:

Lundi, mardi et jeudi: 8.15 a.m. à 6 p.m.;

Mercredi: 8.15 a.m. à midi;
Vendredi: 8 a.m. à 9 p.m.;
Samedi: 8 a.m. à 4 p.m.

2° Lorsque dans une semaine un des congés statutaires énumérés au paragraphe « *a* » de l'article V tombe un mardi ou un jeudi, les heures de travail du mercredi sont de 8 a.m. à 6 p.m. »

« *e*) *Temps supplémentaire:* Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées ci-haut sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, ledit taux étant calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

Le temps supplémentaire des caissières, des livreurs et des commis, dans le cas d'une vente à terminer, sera payé en entier si la durée du travail dépasse de quinze (15) minutes l'heure de cessation du travail.

Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes statutaires sera rémunéré au taux de salaire double, sauf le Mercredi Saint après-midi qui est rémunéré au taux de salaire régulier.

Department of Labour

Notice of amendment

Commercial Establishments — Asbestos

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to commercial establishments in the town of Asbestos and a radius of two (2) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1640 of October 5, 1960, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. Paragraphs "*a*" and "*e*" of article III will be replaced by the following:

"*a*) *Groceries and/or butcher shops:*

1. 48 hours distributed as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8:15 a.m. to 6:00 p.m.;
Wednesday: 8:15 a.m. to noon;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

2. When a holiday mentioned in paragraph "*a*" of article V falls on a Tuesday or on a Thursday, Wednesday may be worked from 8:00 a.m. to 6:00 p.m."

"*e*) *Overtime work:* Time worked in excess of the regular hours hereabove mentioned shall be remunerated at the rate of time and a half based on the regular rate of pay, the said rate to be computed at the prorata of the weekly wages.

Overtime worked by cashiers (female), delivery men and clerks, for the completion of a sale, shall be paid fully if the duration of such overtime exceeds fifteen (15) minutes (after finishing time).

All time worked on Sundays and on statutory holidays shall be remunerated at the rate of double time, except on Wednesday afternoon of the Holy Week where straight time rate shall apply.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes. »

2° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Taux de salaires minima:* Aux fins du décret, le salaire minimum de la semaine régulière et normale est le suivant:

	Par semaine	*À compter du* 21/6/62
a) Épiceries et/ou boucheries:		
Commis boucher	$62.50	$64.00
apprenti boucher:		
1er semestre	37.50	39.00
2e semestre	47.50	49.00
Après 1 an	52.50	54.00
Commis épicier (homme)	37.50	39.00
Commis épicier (femme)	34.50	36.00
Livreur sur camion	37.50	39.00
Aide-livreur sur camion	34.50	36.00
Caissière	34.50	36.00
Messager (bicycle)	30.50	32.00
b) Quincaillerie — 05-10-15 etc.		
Commis (quincaillerie) (homme)	52.50	54.00
Commis (quincaillerie) 1ère année	34.50	36.00
2e année	37.50	39.00
Commis (.5-10-15)	31.50	33.00
Étalagiste	62.50	64.00
Livreur sur camion	37.50	39.00
Aide-livreur sur camion	32.50	34.00
Caissière	32.50	34.00
c) Meubles et accessoires électriques.		
Commis (homme)	57.50	59.00
Commis (homme) 1ère année	34.50	36.00
2e année	37.50	39.00
Commis (femme) après 3 mois d'apprentissage	34.50	36.00
Livreur sur camion	42.50	44.00
Aide-livreur sur camion	34.50	36.00
Caissière	34.50	36.00
Commis de bureau (femme)	32.50	34.00
d) Lingerie, vêtements, chaussures, etc.		
Commis (homme)	42.50	44.00
1ère année	34.50	36.00
2e année	37.50	39.00
Commis (femme) après 3 mois d'apprentissage	32.50	34.00
Caissière	32.50	34.00
	L'heure	
e) Employé supplémentaire	$ 0.69	$ 0.69
Employé surnuméraire	0.69	0.69
Apprentis: après 3 mois d'apprentissage	0.64	0.64 »

3° Les mots « le jour d'Actions-de-Grâces (fixé par proclamation municipale) » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article VII, seront biffés.

4° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Congé annuel payé (Vacances):* Tout employé assujetti au présent décret a droit aux jours de vacances payés suivants:

Moins d'un (1) an de service: l'employé a droit à autant de demi-journées qu'il a de mois de service pour son employeur;

Provision: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations made by the authorized municipalities."

2. Article VI will be replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates:* For the purpose of the decree, the minimum wages for the standard work week shall be as follows:

	Per week	*From* 21/6/62
a) Groceries and/or butcher shops:		
Butcher clerk	$62.50	$64.00
Apprentice butcher:		
1st six months	37.50	39.00
2nd six months	47.50	49.00
After one year	52.50	54.00
Grocery clerk (male)	37.50	39.00
Grocery clerk (female)	34.50	36.00
Delivery man on truck	37.50	39.00
Delivery man's helper on truck.	34.50	36.00
Cashier (female)	34.50	36.00
Messenger with bicycle	30.50	32.00
b) Hardware—05-10-15 stores etc.:		
Hardware clerk (male)	52.50	54.00
Hardware clerk: 1st year	34.50	36.00
2nd year	37.50	39.00
Clerk (05-10-15)	31.50	33.00
Window dresser	62.50	64.00
Delivery man on truck	37.50	39.00
Delivery man's helper on truck.	32.50	34.00
Cashier (female)	32.50	34.00
c) Furniture and electrical appliances:		
Clerk (male)	57.50	59.00
Clerk (male): 1st year	34.50	36.00
2nd year	37.50	39.00
Clerk (female) after 3 months of apprenticeship	34.50	36.00
Delivery man on truck	42.50	44.00
Delivery man's helper on truck.	34.50	36.00
Cashier (female)	34.50	36.00
Office clerk (female)	32.50	34.00
d) Underclothing, Clothing, Shoe, etc.:		
Clerk (male)	42.50	44.00
1st year	34.50	36.00
2nd year	37.50	39.00
Clerk (female) after 3 months of apprenticeship	32.50	34.00
Cashier (female)	32.50	34.00
	Per hour	
e) Extra employee	$ 0.69	$ 0.69
Supernumerary employee	0.69	0.69
Apprentices: after 3 months of apprenticeships	0.64	0.64"

3. The words "Thanksgiving Day (date set by municipal proclamation)" appearing in paragraph "*a*" of article VII will be deleted.

4. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Annual vacation with pay:* Every employee governed by the present decree is entitled to the following days of vacation with pay:

Less than one (1) year of service: the employee is entitled to as many half-days as he has months of service for his employer;

Plus d'un (1) an de service, mais moins de dix (10) ans: l'employé a droit à une semaine;

Dix (10) ans et plus de service: l'employé a droit à deux (2) semaine de vacances. La deuxième semaine peut être chômée après entente avec l'employeur. Cette deuxième semaine, qui peut ne pas être consécutive, doit être payée même si elle n'est pas chômée.

La période de vacances se situe entre le 1er mai et le 15 septembre. Le choix de la date des vacances pour chaque employé se fera après entente entre l'employeur et l'employé. Les employés possédant le plus d'ancienneté auront le premier choix. La rémunération de vacances doit être remise au salarié lorsque ce dernier part en vacances. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1961. 58925-o

More than one (1) year of service, but less than ten (10) years: the employee is entitled to one week;

Ten (10) years or more of service: the employee is entitled to two (2) weeks of vacation. The second vacation week can be taken by agreement with the employer. This second vacation week which is not necessarily continuous shall be paid even if it is not taken.

Vacation shall be taken between May 1 and September 15. The date of vacation for each employee shall be set by agreement between the employer and the employee. Senior employees shall be given the preference in the choice of the vacation week. Vacation pay shall be remitted to the employee when he leaves for his vacation."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1961. 58925-o

Avis de modification

Industrie du verre — Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Aux fins d'assujettir le district électoral de Lotbinière, l'article I sera remplacé par le suivant:

« I. *Juridiction territoriale:* Le décret s'applique aux cités de Québec, Lévis et Sillery, aux villes de Québec-Ouest et Lauzon et aux districts électoraux de Portneuf, Québec, Montmorency, Bellechasse, Lévis, Dorchester, Beauce et Lotbinière. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1961. 58925-o

Notice of amendment

Glass Industry — Quebec

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 878 of August 2, 1950 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

For the purpose of regulating the electoral district of Lotbinière, article I will be replaced by the following:

"I. *Territorial Jurisdiction:* The decree applies to the cities of Quebec, Levis and Sillery, to the towns of Quebec-West and Lauzon and to the electoral districts of Portneuf, Quebec, Montmorency, Bellechasse, Levis, Dorchester, Beauce and Lotbinière."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1961. 58925-o

Avis de modification

Industrie de la construction
St-Jean et Iberville

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes sera remplacée par la suivante:

« D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de la vallée du Richelieu Inc.,

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique National de la construction de Saint-Jean; »

2° Les taux de salaires mentionnés à l'article V seront majorés de $0.05 l'heure au 1er septembre 1961 et de $0.10 l'heure au 15 juillet 1962.

Ces majorations cependant ne s'appliquent ni au salaire des journaliers ni au salaire des apprentis, 1ère, 2ème, 3ème et 4ème année.

3° La clause suivante sera ajoutée au paragraphe « *a* » de l'article V:

« Les taux de salaires en vigueur au 15 août 1961 continueront de s'appliquer à tout contrat signé avant cette date, et ce jusqu'au 1er janvier 1962. »

4° Le dernier alinéa du paragraphe « *d* » de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« Le travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et/ou à la propriété, peut être effectué en dehors des heures régulières de travail et payé au taux régulier. La justification de cette urgence incombe à l'employeur, et celui-ci doit en aviser le Comité paritaire, par écrit, au préalable. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1961. 58925-o

Notice of amendment

Construction Industry
St. John and Iberville

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction in the electoral districts of St. John and Iberville, rendered obligatory by the decree number 784 of July 21, 1955 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The enumeration of contracting parties shall be replaced by the following:

"ON THE ONE PART:

L'Association des Constructeurs de la vallée du Richelieu Inc.;

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat Catholique National de la construction de Saint-Jean;"

2. The wage rates mentioned in article V shall be increased by $0.05 per hour from September 1, 1961 and by $0.10 per hour from July 15, 1962.

Such wage increases, however, do not apply to the common workers wages nor to the wages of 1st, 2nd, 3rd and 4th year apprentices.

3. The following provision shall be added to paragraph "*a*" of article V:

"Wage rates in force on August 15, 1961 shall continue to apply to contracts signed before such date until January 1, 1962."

4. The last sub-paragraph of paragraph "*d*" of article VII will be replaced by the following:

"Urgent work, meaning work which must be performed to avoid injury or damages to persons and/or properties may be done outside the regular hours and paid at straight time. The onus of proof of the urgency shall lie upon the employer who shall give previous notice thereof, in writing, to the Parity Committee."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 7, 1961. 58925-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général,
C.-E. CANTIN.

ATTENDU que le conseil municipal de la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 12 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac, par son règlement numéro T-22, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 9 juin 1961, portant le numéro 1369, en vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 17), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Juge de la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

58898-o

other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

C.-E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the municipal Council of the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-Lac, of county of Two-Mountains, has submitted, for approval, its by-law number 12 in order to bring the territory of this municipality under the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Eustache-sur-le-Lac;

WHEREAS the municipal Council of the town of Saint-Eustache-sur-le-Lac by its by-law number T-22 agreed to the terms of said by-law adopted by the municipal Council of the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-Lac;

WHEREAS under the authority of section 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval of these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated June 9, 1961, bearing number 1369, and in view of the provisions of section 693 to 697 of the Cities and Towns Act and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts' Act (Revised Statutes 1941, chapter 17), We have enacted and do enact that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-Lac will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Saint-Eustache-sur-le-Lac.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge of the Court of the Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one and in the tenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

58898

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Banlieue des Trois-Rivières

Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, André Montour, secrétaire-trésorier, jusqu'à

Tenders

The school commissioners for the municipality of the Banlieue des Trois-Rivières

County of St-Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Montour, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m.

7.30 heures p.m., mardi, le 24 octobre 1961, à 1625, rue Royale, Trois-Rivières, comté de St-Maurice, pour l'achat de $169,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la Banlieue des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, si supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 11 juillet 1961, telle que modifiée — construction d'une école pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $169,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1962	x	$23,000
1er novembre 1963	x	24,500
1er novembre 1964	x	26,000
1er novembre 1965		3,500
1er novembre 1966		3,500
1er novembre 1967		4,000
1er novembre 1968		4,000
1er novembre 1969		4,500
1er novembre 1970		4,500
1er novembre 1971		5,000
1er novembre 1972		5,000
1er novembre 1973		5,500
1er novembre 1974		5,500
1er novembre 1975		6,000
1er novembre 1976		6,500
1er novembre 1977		7,000
1er novembre 1978		7,500
1er novembre 1979		7,500
1er novembre 1980		8,000
1er novembre 1981		8,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $72,730, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $24,243.34 pour les deux premières années et $24,243.32 pour la dernière année, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières, comté de St-Maurice.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 octobre, 1961 à 7.30 heures du soir, à 1625, rue Royale, Trois-Rivières, comté de St-Maurice.

Tuesday, October 24, 1961, at 1625 Royale Street, Trois-Rivières, county of St-Maurice, for the purchase of an issue of $169,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of the Banlieue des Trois-Rivières, county of St-Maurice, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 11, 1961, as amended — construction of a boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $169,500 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1962	x	$23,000
November 1, 1963	x	24,500
November 1, 1964	x	26,000
November 1, 1965		3,500
November 1, 1966		3,500
November 1, 1967		4,000
November 1, 1968		4,000
November 1, 1969		4,500
November 1, 1970		4,500
November 1, 1971		5,000
November 1, 1972		5,000
November 1, 1973		5,500
November 1, 1974		5,500
November 1, 1975		6,000
November 1, 1976		6,500
November 1, 1977		7,000
November 1, 1978		7,500
November 1, 1979		7,500
November 1, 1980		8,000
November 1, 1981		8,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $72,730 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $24,243.34 for the first two years and $24,243,32 for the last year, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for shorter term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières, county of St-Maurice.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting ot the school commissioners to be held on Tuesday, October 24, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at 1625 Royale Street, Trois-Rivières, county of St-Maurice.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Trois-Rivières, (Comté de St-Maurice), ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ MONTOUR.

1625, rue Royale,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q.
Téléphone: FRontenac-6-2393. 58937-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Nil Drolet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 25 octobre 1961, à l'école Gendreau, 120, rue Cutting, Coaticook, comté de Stanstead, pour l'achat de $880,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalté de Coaticook, comté de Stanstead, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 9 mai 1961, telle que modifiée — construction d'une école secondaire de vingt classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $880,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	x$ 77,500
1er novembre 1963	x 82,000
1er novembre 1964	x 87,000
1er novembre 1965	x 92,000
1er novembre 1966	x 97,000
1er novembre 1967	x 103,000
1er novembre 1968	16,000
1er novembre 1969	17,000
1er novembre 1970	18,000
1er novembre 1971	19,000
1er novembre 1972	21,000
1er novembre 1973	22,000
1er novembre 1974	23,000
1er novembre 1975	24,000
1er novembre 1976	26,000
1er novembre 1977	28,000
1er novembre 1978	29,000
1er novembre 1979	31,000
1er novembre 1980	33,000
1er novembre 1981	35,000

Les « x » indiquent les années lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $557,820, accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements de $92,970 chacun, de 1962 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, paybale au pair à Coaticook, comté de Stanstead.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Trois-Rivières, (County of St-Maurice), September 29, 1961.

ANDRÉ MONTOUR,
Secretary-Treasurer.

1625 Royale Street,
Trois-Rivières, (St-Maurice), P.Q.
Telephone: FRontenac-6-2393. 58937

The school commissioners for the municipality of Coaticook
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Nil Drolet, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m. Wednesday, October 25, 1961, at the Gendreau School, 120 Cutting Street Coaticook, county of Stanstead, for the purchase of an issue of $880,500 of bonds for the school commissioners of the municipality of Coaticook, county of Stanstead, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 9, 1961, as amended — construction of a secondary school of twenty classes.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $880,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	x$ 77,500
November 1, 1963	x 82,000
November 1, 1964	x 87,000
November 1, 1965	x 92,000
November 1, 1966	x 97,000
November 1, 1967	x 103,000
November 1, 1968	16,000
November 1, 1969	17,000
November 1, 1970	18,000
November 1, 1971	19,000
November 1, 1972	21,000
November 1, 1973	22,000
November 1, 1974	23,000
November 1, 1975	24,000
November 1, 1976	26,000
November 1, 1977	28,000
November 1, 1978	29,000
November 1, 1979	31,000
November 1, 1980	33,000
November 1, 1981	35,000

The letters « x » indicate the years during which annual payments of a total amount of $557,820, granted by the Provincial Government and payable in six instalments of $92,970 each, from 1962 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Coaticook, county of Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1961, à 7.30 heures du soir, en l'école Gendreau, 120, rue Cutting, Coaticook, comté de Stanstead.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, (Comté de Stanstead), ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-NIL DROLET.

120, rue Cutting, C. P. 1090,
Coaticook, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: VIctor 9-3622. 58938-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Félicien

Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Luc Dumas, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 24 octobre 1961, à 199 Boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Roberval, pour l'achat de $300,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Félicien, comté de Roberval, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 20 juillet 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $300,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962.....	x $28,000
1er novembre 1963.....	x 29,500
1er novembre 1964.....	x 31,500
1er novembre 1965.....	x 33,000
1er novembre 1966.....	x 35,000
1er novembre 1967.....	6,000
1er novembre 1968.....	6,500
1er novembre 1969.....	7,000
1er novembre 1970.....	7,500
1er novembre 1971.....	8,000
1er novembre 1972.....	8,000
1er novembre 1973.....	8,500
1er novembre 1974.....	9,000
1er novembre 1975.....	10,000
1er novembre 1976.....	10,500
1er novembre 1977.....	11,000
1er novembre 1978.....	11,500
1er novembre 1979.....	12,500
1er novembre 1980.....	13,000
1er novembre 1981.....	14,000

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 25, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at the Gendreau School, 120 Cutting Street, Coaticook, county of Stanstead.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Coaticook, (County of Stanstead), September 29, 1961.

JEAN-NIL DROLET,
Secretary-Treasurer.

120, Cutting Street, P.O. Box 1090,
Coaticook, (Stanstead), P.Q.
Telephone: VIctor 9-3622. 58938

The school commissioners for the municipality of the town of St-Félicien

County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Luc Dumas, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 24, 1961, at 199 Sacré-Cœur Boulevard, St-Félicien, county of Roberval, for the purchase of an issue of $300,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of the town of St-Félicien, county of Roberval, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 20, 1961, as amended — construction of an elementary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $300,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962.....	x $28,000
November 1, 1963.....	x 29,500
November 1, 1964.....	x 31,500
November 1, 1965.....	x 33,000
November 1, 1966.....	x 35,000
November 1, 1967.....	6,000
November 1, 1968.....	6,500
November 1, 1969.....	7,000
November 1, 1970.....	7,500
November 1, 1971.....	8,000
November 1, 1972.....	8,000
November 1, 1973.....	8,500
November 1, 1974.....	9,000
November 1, 1975.....	10,000
November 1, 1976.....	10,500
November 1, 1977.....	11,000
November 1, 1978.....	11,500
November 1, 1979.....	12,500
November 1, 1980.....	13,000
November 1, 1981.....	14,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $155,550, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $31,110 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Félicien, comté de Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anicipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séqnce des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 octobre 1961, à 8 heures du soir, à 199 Boulevard Sacré-Cœur, St-Félicien, comté de Roberval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félicien, (Comté de Roberval), ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
LUC DUMAS.

C. P. 160,
199, Boul. Sacré-Cœur,
St-Félicien, (Roberval), P.Q.
Téléphone: 346. 58939-o

Municipalité de Douville
Comté de St-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Blanchard, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4 heures p.m., lundi, le 23 octobre, à 115, 1ère Avenue, Douville, comté de St-Hyacinthe, pour l'achat de $300,000 d'obligations de la municipalité de Douville, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 36, au montant de $600,000, tel que modifié, première tranche de $300,000, du règlement No 36 — service d'aqueduc et d'égouts, service de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $300,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	$ 2,000
1er novembre 1963	2,000
1er novembre 1964	2,000
1er novembre 1965	2,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $155,550 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $31,110 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Félicien, county of Roberval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 24, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at 199 Sacré-Cœur Boulevard, St-Félicien, county of Roberval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Félicien, (County of Roberval), September 29, 1961.

LUC DUMAS,
Secretary-Treasurer.

P. O. B. 160,
199 Sacré-Cœur Blvd.,
St-Félicien, (Roberval), P.Q.
Telepehone: 346. 58939

Municipality of Douville
County of St-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Blanchard, secretary-treasurer, until 4:00 o'clock p.m., Monday, October 23, at 115, 1st Avenue, Douville, county of St-Hyacinthe, for the purchase of an issue of $300,000 of bonds for the municipality of Douville, county of St-Hyacinthe, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 36, for an amount of $600,000, as amended, first instalment of $300,000 of by-law No. 36 — service of aqueduct and sewer, service for fire protection.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as flllows:

Table of redemption — $300,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	$ 2,000
November 1, 1963	2,000
November 1, 1964	2,000
November 1, 1965	2,500

1er novembre 1966	$ 2,500
1er novembre 1967	2,500
1er novembre 1968	2,500
1er novembre 1969	3,000
1er novembre 1970	3,000
1er novembre 1971	3,500
1er novembre 1972	3,500
1er novembre 1973	3,500
1er novembre 1974	4,000
1er novembre 1975	4,000
1er novembre 1976	4,500
1er novembre 1977	4,500
1er novembre 1978	5,000
1er novembre 1979	5,000
1er novembre 1980	5,500
1er novembre 1981	235,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 octobre 1961, à 4 heures de l'après-midi, à 115, 1ère Avenue, Douville, comté de St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Douville, (Comté de St-Hyacinthe), ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES BLANCHARD.

115, 1ère Avenue,
Douville, (St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: PRovince-4-8642. 58946-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Barraute
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Louis Rompré, secrétaire-trésorier, Barraute, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 7 heures p.m., mercredi, le 25 octobre 1961, pour l'achat de $215,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Barraute, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 9 août 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire et secondaire pour garçons.

November 1, 1966	$ 2,500
November 1, 1967	2,500
November 1, 1968	2,500
November 1, 1969	3,000
November 1, 1970	3,000
November 1, 1971	3,500
November 1, 1972	3,500
November 1, 1973	3,500
November 1, 1974	4,000
November 1, 1975	4,000
November 1, 1976	4,500
November 1, 1977	4,500
November 1, 1978	5,000
November 1, 1979	5,000
November 1, 1980	5,500
November 1, 1981	235,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 23, 1961, at 4:00 o'clock p.m., at 115, 1st Avenue, Douville, county of St-Hyacinthe.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Douville, (County of St-Hyacinthe), September 29, 1961.

GEORGES BLANCHARD,
Secretary-Treasurer.

115, 1st Avenue,
Douville, (St-Hyacinthe), P.Q.
Telephone: PRovince-4-8642. 58946

The school commissioners for the municipality of Barraute
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Louis Rompré, secretary-treasurer, Barraute, county of Abitibi-East, until 7:00 o'clock p.m. on Wednesday, October 25, 1961, for the purchase of an issue of $215,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Barraute, county of Abitibi-East, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 9, 1961, as modified — construction of an elementary and secondary school for boys.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $215,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	x$36,000
1er novembre 1963	x 38,000
1er novembre 1964	x 40,000
1er novembre 1965	x 42,000
1er novembre 1966	2,000
1er novembre 1967	2,000
1er novembre 1968	2,500
1er novembre 1969	2,500
1er novembre 1970	3,000
1er novembre 1971	3,000
1er novembre 1972	3,500
1er novembre 1973	3,500
1er novembre 1974	4,000
1er novembre 1975	4,000
1er novembre 1976	4,500
1er novembre 1977	4,500
1er novembre 1978	4,500
1er novembre 1979	5,000
1er novembre 1980	5,000
1er novembre 1981	5,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $168,975, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $42,243.75 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Barraute, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1961 à 7 heures du soir, en la salle de l'école No 1, Barraute, comté d'Abitibi-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Barraute, (Comté d'Abitibi-Est), ce 2 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-LOUIS ROMPRÉ.

Adresse postale, C.P. 27,
Barraute, (Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: REgent 4-2451. 58940-o

Les commissaires d'écoles de la cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $215,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	x$36,000
November 1, 1963	x 38,000
November 1, 1964	x 40,000
November 1, 1965	x 42,000
November 1, 1966	2,000
November 1, 1967	2,000
November 1, 1968	2,500
November 1, 1969	2,500
November 1, 1970	3,000
November 1, 1971	3,000
November 1, 1972	3,500
November 1, 1973	3,500
November 1, 1974	4,000
November 1, 1975	4,000
November 1, 1976	4,500
November 1, 1977	4,500
November 1, 1978	4,500
November 1, 1979	5,000
November 1, 1980	5,000
November 1, 1981	5,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $168,975 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $42,243.75 each, from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Barraute, county of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 25, 1961, at 7:00 o'clock p.m., in the auditorium of School No. 1, Barraute, county of Abitibi-East.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Barraute, (County of Abitibi-East), October 2, 1961.

JEAN-LOUIS ROMPRÉ,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 27,
Barraute, (Abitibi-East), P.Q.
Telephone: REgent 4-2451. 58940

The school commissioners for the city of Drummondville
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

pour obligations » seront reçues par le soussigné, J. C. Jacob, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., à 317, rue Brock, Drummondville, comté de Drummond, et jusqu'à 7.30 heures p.m., en la salle de l'école Garceau, 270, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, lundi, le 23 octobre 1961 pour l'achat de $650,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 4 juillet 1961, 1ère tranche de $650,000 sur un montant total de $1,300,000 — construction d'une école secondaire pour filles, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $650,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1962	x	$57,500
1er novembre 1963	x	60,500
1er novembre 1964	x	48,000
1er novembre 1965	x	50,500
1er novembre 1966	x	53,500
1er novembre 1967	x	57,000
1er novembre 1968	x	60,500
1er novembre 1969		14,000
1er novembre 1970		15,000
1er novembre 1971		15,500
1er novembre 1972		16,500
1er novembre 1973		17,500
1er novembre 1974		18,500
1er novembre 1975		19,500
1er novembre 1976		21,000
1er novembre 1977		22,000
1er novembre 1978		23,500
1er novembre 1979		25,000
1er novembre 1980		26,500
1er novembre 1981		28,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $383,187.50, accordé par le gouvernement provincial et payable en sept versements dont deux de $66,593.75 et cinq de $50,000 chacun, de 1962 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, comté de Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée dun chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera

received by the undersitned, J. C. Jacob, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., at 317 Brock St., Drummondville, county of Drummond, and until 7:30 o'clock p.m., in Garceau school auditorium, 270 Lindsay St., Drummondville, county of Drummond, on Monday, October 23, 1961, for the purchase of an issue of $650,000 of bonds for the school commissioners for the city of Drummondville, county of Drummond, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 4, 1961, 1st part of $650,000 of a total amount of $1,300,000 — construction of a secondary school for girls, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $650,000 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1962	x	$57,500
November 1, 1963	x	60,500
November 1, 1964	x	48,000
November 1, 1965	x	50,500
November 1, 1966	x	53,500
November 1, 1967	x	57,000
November 1, 1968	x	60,500
November 1, 1969		14,000
November 1, 1970		15,000
November 1, 1971		15,500
November 1, 1972		16,500
November 1, 1973		17,500
November 1, 1974		18,500
November 1, 1975		19,500
November 1, 1976		21,000
November 1, 1977		22,000
November 1, 1978		23,500
November 1, 1979		25,000
November 1, 1980		26,500
November 1, 1981		28,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $383,187.50 granted by the Provincial Government and payable in seven instalments; two of $66,593.75 and five of $50,000 each, from 1962 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for redeemable bonds according to the above table only, and that offers made for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville, county of Drummond.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held

tenue, lundi, le 23 octobre 1961 à 7.30 heures du soir, en la salle de l'école Garceau, 270, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 29 septembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J. C. JACOB.

Adresse postale: 317, rue Brock,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Téléphone: GRanit-8-2561. 58941-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Philomène d'Egan

Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-L. Nault, secrétaire-trésorier, Montcerf, comté de Gatineau, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 25 octobre 1961, pour l'achat de $105,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Philomène d'Egan, comté de Gatineau, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 23 juillet 1961, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire et secondaire pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $105,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	x $34,000
1er novembre 1963	x 36,000
1er novembre 1964	1,000
1er novembre 1965	1,000
1er novembre 1966	1,500
1er novembre 1967	1,500
1er novembre 1968	1,500
1er novembre 1969	1,500
1er novembre 1970	1,500
1er novembre 1971	1,500
1er novembre 1972	2,000
1er novembre 1973	2,000
1er novembre 1974	2,000
1er novembre 1975	2,000
1er novembre 1976	2,500
1er novembre 1977	2,500
1er novembre 1978	2,500
1er novembre 1979	2,500
1er novembre 1980	3,000
1er novembre 1981	3,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $73,946.70, accordé par le gouvernement provincial et payable en deux versements de $36,973.35 chacun, en 1962 et 1963, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

on Monday, October 23, 1961, at 7:30 o'clock p.m., in the auditorium at Garceau school, 270 Lindsay St., Drummondville, county of Drummond.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond), September 29, 1961.

J. C. JACOB,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 317 Brock St.,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Telephone: GRanit-8-2561. 58941

The school commissioners for the municipality of Ste-Philomène d'Egan

County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-L. Nault, secretary-treasurer, Montcerf, county of Gatineau, until 7:30 o'clock p.m. on Wednesday, October 25, 1961, for the purchase of an issue of $105,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Philomène d'Egan, county of Gatineau, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated July 23, 1961, as modified — construction of an elementary and secondary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $105,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	x $34,000
November 1, 1963	x 36,000
November 1, 1964	1,000
November 1, 1965	1,000
November 1, 1966	1,500
November 1, 1967	1,500
November 1, 1968	1,500
November 1, 1969	1,500
November 1, 1970	1,500
November 1, 1971	1,500
November 1, 1972	2,000
November 1, 1973	2,000
November 1, 1974	2,000
November 1, 1975	2,000
November 1, 1976	2,500
November 1, 1977	2,500
November 1, 1978	2,500
November 1, 1979	2,500
November 1, 1980	3,000
November 1, 1981	3,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $73,946.70 granted by the Provincial Government and payable in two instalments of $36,973.35 each, in 1962 and 1963 will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1961, à 7.30 heures du soir, en la salle du couvent, Ste-Philomène, d'Egan, comté de Gatineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Philomène d'Egan, (Comté de Gatineau), ce 2 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-L. NAULT.

Village de Montcerf,
(Gatineau), P.Q.
Téléphone: 715 J 1,
par Maniwaki. 58942-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, October 25, 1961, at 7:30 o'clock p.m., in the convent auditorium, Ste-Philomène, d'Egan, county of Gatineau.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Philomène d'Egan, (County of Gatineau), October 2, 1961.

JEAN-L. NAULT,
Secretary-Treasurer.

Village of Montcerf,
(Gatineau), P.Q.
Telephone: 715 J 1,
by Maniwaki. 58942

Municipalité de Beauport-Ouest
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Lortie, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m. à 295, rue Seigneuriale, Beauport, ou jusqu'à 8 heures p.m., en la salle municipale de Beauport-Ouest, comté de Québec, jeudi, le 26 octobre 1961, pour l'achat de $192,000 d'obligations de la municipalité de Beauport-Ouest, comté de Québec, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 40 — tel que modifié — construction d'un réseau d'aqueduc, acquisition de sources d'eau, installation d'un réservoir.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $192,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	$ 2,500
1er novembre 1963	2,500
1er novembre 1964	2,500
1er novembre 1965	3,000
1er novembre 1966	3,000
1er novembre 1967	3,000
1er novembre 1968	3,500
1er novembre 1969	3,500
1er novembre 1970	4,000
1er novembre 1971	4,000
1er novembre 1972	4,500
1er novembre 1973	4,500
1er novembre 1974	5,000
1er novembre 1975	5,000
1er novembre 1976	5,500
1er novembre 1977	6,000
1er novembre 1978	6,000

Municipality of Beauport-West
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Lortie, secretary-treasurer, until 7:00 p.m. at 295 Seigneuriale, Beauport, or until 8:00 o'clock p.m. in the Municipal Hall of Beauport-West, county of Quebec, Thursday, October 26, 1961, for the purchase of an issue of $192,000 of bonds for the municipality of Beauport-West, county of Quebec, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 40 — as amended — construction of a waterworks system, acquisition of water sources, installation of a reservoir.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $192,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	$ 2,500
November 1, 1963	2,500
November 1, 1964	2,500
November 1, 1965	3,000
November 1, 1966	3,000
November 1, 1967	3,000
November 1, 1968	3,500
November 1, 1969	3,500
November 1, 1970	4,000
November 1, 1971	4,000
November 1, 1972	4,500
November 1, 1973	4,500
November 1, 1974	5,000
November 1, 1975	5,000
November 1, 1976	5,500
November 1, 1977	6,000
November 1, 1978	6,000

1er novembre 1979	$ 6,500
1er novembre 1980	7,000
1er novembre 1981	110,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 26 octobre 1961 à 8 heures du soir, en la salle de l'école, à Beauport-Ouest, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauport-Ouest, (Comté de Québec), ce 2 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND LORTIE.

295, rue Seigneuriale, C.P. 53,
Beauport, (Québec), P.Q.
Téléphone: 661-2441. 58943-o

Ville de Fabreville
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Denis, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Montée Montrougeau, Fabreville, comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 octobre 1961, pour l'achat de $1,254,000 d'obligations de la ville de Fabreville, comté de Laval, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échénaces.

Règlements d'emprunts Nos: 185 — $27,000, travaux d'égouts et travaux d'aqueduc; 197 — $40,000, travaux de pavages; 198 — $87,000, travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie; 199 — $27,000, travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie; 200 — $48,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 201 — $28,000, travaux d'égouts; 202 — $133,000, travaux de voirie d'égouts et d'aqueduc; 203 — $25,000, construction d'un puits et d'une station de pompage; 204 — $57,000, construction de rues, d'égouts et d'aqueduc; 206 — $57,000, travaux de pavages; 209 — $12,000, travaux d'égouts et d'aqueduc; 210 — $82,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 211 — $70,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 213 — $115,000, travaux de voirie d'aqueduc et d'égouts; 214 — $181,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 215 — $131,000, travaux

November 1, 1979	$ 6,500
November 1, 1980	7,000
November 1, 1981	110,500

Moreiver, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemably by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Thursday, October 26, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the School Hall Beauport, West, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauport-West, (County of Quebec), October 2, 1961.

ROLAND LORTIE,
Secretary-Treasurer.

295 Seigneuriale, Street, P.O.B. 53,
Beauport, (Quebec), P.Q.
Telephone: 661-2441. 58943

Town of Fabreville
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Denis, secretary-treasurer, Town Hall, Montée Montrougeau, Fabreville, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. Monday, October 23, 1961, for the purchase of an issue of $1,254,000 of bonds for the town of Fabreville, county of Laval, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: 185 — $27,000, work on sewers and aqueduct; 197 — $40,000, paving work; 198 — $87,000, work on sewers, aqueduct and roads; 199 — $27,000, work on sewers, aqueduct and roads; 200 — $48,000, work on roads, aqueduc and sewers; 201 — $28,000, work on sewers; 202 — $133,000, work on roads, sewers and aqueducts; 203 — $25,000, construction of a well and of a pumping station; 204 — $57,000, construction of streets, sewers and aqueduct; 206 — $57,000, work on pavements; 209 — $12,000, work on sewers and aqueduct; 210 — $82,000, work on roads, aqueduct and sewers; 211 — $70,000, work on roads, aqueduct and sewers; 213 — $115,000, work on roads aqueduct and sewers; 214 — $181,000, work on roads, aqueduct and sewers; 215 — $131,000, work on roads, aqueduct and sewers: 216 — $29,000, work

de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 216 — $29,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; 217 — $71,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; et 218 — $34,000, travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,254,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	$32,000
1er novembre 1963	37,000
1er novembre 1964	39,000
1er novembre 1965	41,000
1er novembre 1966	45,000
1er novembre 1967	49,000
1er novembre 1968	52,000
1er novembre 1969	55,000
1er novembre 1970	57,000
1er novembre 1971	58,000
1er novembre 1972	66,000
1er novembre 1973	67,000
1er novembre 1974	69,000
1er novembre 1975	71,000
1er novembre 1976	71,000
1er novembre 1977	79,000
1er novembre 1978	86,000
1er novembre 1979	88,000
1er novembre 1980	93,000
1er novembre 1981	99,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 octobre 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Montrée Montrougeau, Fabreville, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fabreville, (Comté de Laval), ce 2 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND DENIS.

Hôtel de Ville, Montée Montrougeau,
Fabreville, (Laval), P.Q.
Téléphone: NA 5-1028. 58944-o

Cité de Hull
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Stevens, greffier, Hôtel de Ville, Hull, comté de Hull, jusqu'à 3 heures de l'après-

on roads, aqueduct and sewers; 217 — $71,000, work on roads, aqueduct and sewers; and 218 — $34,000, work on roads, aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,254,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	$32,000
November 1, 1963	37,000
November 1, 1964	39,000
November 1, 1965	41,000
November 1, 1966	45,000
November 1, 1967	49,000
November 1, 1968	52,000
November 1, 1969	55,000
November 1, 1970	57,000
November 1, 1971	58,000
November 1, 1972	66,000
November 1, 1973	67,000
November 1, 1974	69,000
November 1, 1975	71,000
November 1, 1976	71,000
November 1, 1977	79,000
November 1, 1978	86,000
November 1, 1979	88,000
November 1, 1980	93,000
November 1, 1981	99,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, October 23, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Montée Montrougeau, Fabreville, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fabreville, (County of Laval), October 2, 1961.

FERNAND DENIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Montée Montrougeau,
Fabreville, (Laval), P.Q.
Telephone: NA 5-1028. 58944

City of Hull
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Stevens, city clerk, City Hall, Hull, county of Hull, until 3:00 o'clock p.m. on Tuesday, October 24, 1961,

midi, mardi, le 24 octobre 1961, pour l'achat de $1,089,500 d'obligations de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: — 740 — $29,000, travaux d'aqueduc et d'égouts, et aménagement de rues; 741 — $120,000, achat d'équipement, machinerie et réparations; 745 — $220,000, achat de machinerie et installation de feux de circulation; 746 — $19,000, construction de trottoirs; 749 — $77,000, construction de trottoirs, de clôtures et travaux de voirie; 753 — $378,000, travaux de pavages, construction de trottoirs, travaux de voirie et travaux d'éclairage; 756 — $140,000, construction de chalets et kiosques, aménagement de terrains et achat d'appareils; 757 — $25,000, rénovation du système d'éclairage; 760 — $26,500, achat de terrains et bâtisses; et 783 — $55,000, achat de terrains et bâtisses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,089,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1962	$49,000
1er novembre 1963	51,500
1er novembre 1964	55,000
1er novembre 1965	58,000
1er novembre 1966	61,000
1er novembre 1967	64,000
1er novembre 1968	67,500
1er novembre 1969	71,500
1er novembre 1970	75,500
1er novembre 1971	79,500
1er novembre 1972	35,000
1er novembre 1973	36,500
1er novembre 1974	38,000
1er novembre 1975	40,500
1er novembre 1976	42,500
1er novembre 1977	45,000
1er novembre 1978	47,000
1er novembre 1979	50,500
1er novembre 1980	52,000
1er novembre 1981	70,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à plus courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 24 octobre 1961, à 3 heures de l'après-midi, en l'Hôtel de Ville, Hull.

for the purchase of an issue of $1,089,500 of bonds for the city of Hull, county of Hull, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos.: — 740 — $29,000, work on aqueduct and sewers and laying out of streets; 741 — $120,000, purchase of equipment, machinery and repairs; 745 — $220,000, purchase of machinery and installation of traffic lights; 746 — $19,000, construction of sidewalks; 749 — $77,000, construction of sidewalks, fences and roadwork; 753 — $378,000, paving, construction of sidewalks, roadwork and street lighting; 756 — $140,000, construction of cottages and kiosks, laying out of parks and purchase of apparatus; 757 — $25,000, renovation of the lighting system; 760 — $26,500, purchase of lands and buildings; and 783 — $55,000, purchase of lands and buildings.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,089,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1962	$49,000
November 1, 1963	51,500
November 1, 1964	55,000
November 1, 1965	58,000
November 1, 1966	61,000
November 1, 1967	64,000
November 1, 1968	67,500
November 1, 1969	71,500
November 1, 1970	75,500
November 1, 1971	79,500
November 1, 1972	35,000
November 1, 1973	36,500
November 1, 1974	38,000
November 1, 1975	40,500
November 1, 1976	42,500
November 1, 1977	45,000
November 1, 1978	47,000
November 1, 1979	50,500
November 1, 1980	52,000
November 1, 1981	70,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for shorter-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto and Ottawa.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, October 24, 1961, at 3:00 o'clock p.m., in the City Hall, Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 2 octobre 1961.

Le Greffier,
ROLAND STEVENS.

Hôtel de Ville,
Hull, (Hull), P.Q.
Téléphone: PR-7-2781. 58945-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), October 2, 1961.

ROLAND STEVENS,
City Clerk.

City Hall,
Hull, (Hull), P.Q.
Telephone: PR-7-2781. 58945

Syndicats coopératifs

La Coopérative d'Égout de St-Léonard

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation sdu syndicat coopératif « La Coopérative d'Égout de St-Léonard » en date du 6 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Saint-Léonard, comté de Portneuf.

Québec, le 22 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58935-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat de Travail de Destor

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de Destor », en date du 4 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Destor, comté d'Abitibi-Ouest.

Québec, le 29 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
58956-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

La Coopérative d'Égout de St-Léonard

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 6, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "La Coopérative d'Égout de St-Léonard", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Saint-Léonard, county of Portneuf.

Quebec, September 22, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58935 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat de Travail de Destor

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 4, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat de Travail de Destor", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Destor, county of Abitibi-West.

Quebec, September 29, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
58956 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat professionnel

Syndicat des Employés de Chanteclerc Ltée

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Employés de Chanteclerc Ltée », a été autorisée par le secrétaire de la province le 3 octobre 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 3 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
58958-o LUCIEN DARVEAU.

Professional Syndicate

Syndicat des Employés de Chanteclerc Ltée

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Employés de Chanteclerc Ltée", has been authorized by the Provincial Secretary on October 3, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, October 3, 1961.

LUCIEN DARVEAU,
58958 *Joint Assistant Secretary of the Province.*

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1960, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company » à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques, au plus haut enchérisseur, par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures de

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1960, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the fore-

l'avant-midi, le deuxième jour de novembre 1961, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ont., le 12 septembre 1961.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
F. A. DOYLE.

58685-37-6-o

noon, on the second day of November, 1961, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ont., September 12, 1961.

Canadian Pacific Express Company,
F. A. DOYLE,
General Superintendent.

58685-37-6-o

Vente par licitation

Damase Côté *vs* Annette Coté

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 533 335. Damase Côté, demandeur, *vs* Annette Côté, défenderesse.

Avis de licitation

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal et rendu par l'honorable juge G. B. Puddicombe, le 3 juillet 1961, dans une cause dans laquelle Damase Côté, juge de la Cour municipale, de Montréal, district de Montréal, est demandeur, et Annette Côté, fille majeure et usant de ses droits, de la cité d'Outremont, district de Montréal, est défenderesse, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

« Lot originaire no 19 aux plan et livre de renvois officiels du quartier est à Montréal avec les bâtisses y construites, portant les nos 266 et 272 de la rue St-Paul et 273, 275 et 277 est de la rue des Commissaires, en la cité de Montréal. »

Les immeubles ci-dessus désignés sont mis à l'enchère et adjugés « en bloc » au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUIT NOVEMBRE 1961, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience No 31 au Palais de justice à Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de cinq milles ($5,000.00) dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 21 septembre 1961.

Le Procureur du demandeur,
YVES PELLETIER.

58870-39-2-o

Sale by Licitation

Damase Côté *vs* Annette Côté

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 533 335. Damase Côté, plaintiff, *vs* Annette Côté, defendant.

Notice of licitation

Notice is hereby given that under a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Judge G. B. Puddicombe, on July 3, 1961, in a case in which Damase Côté, Judge of the Municipal Court of Montreal, district of Montreal, is plaintiff, and Annette Côté, spinster of age in her full rights of the city of Outremont, district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the disignated immoveables as follow:

"Original lot no. 19 on the official plan and book of reference of ward east of Montreal, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 266 and 272 St-Paul Street and 273, 275 and 277 east des Commissaires Street, in the city of Montreal."

The above designated immoveables will be auctioned and allocated "en bloc" to the highest and last bidder, on the EIGHT day of NOVEMBER 1961, at TEN-THIRTY in the forenoon in the auditorium No. 31 in the Montreal Court House or in any other room as required, under the circumstances, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary in the Superior Court, and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and the partie failing to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from doing so.

A deposit of five thousand dollars ($5,000.00) must be made before the sale by all bidders.

Montreal, September 21, 1961.

YVES PELLETIER,
Attorney for the plaintiff.

58870-39-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, District de Rouyn-Noranda. No 4978. | JEAN GUY TARDIF, opérateur, domicilié à Noranda, saisissant, *vs* VALÉRIEN LEBLOND, de St-Gérard de Berry, district d'Abitibi, saisi.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, District of Rouyn-Noranda, No. 4978. | JEAN GUY TARDIF, operator, domiciled at Noranda, seizing creditor, *vs* VALÉRIEN LEBLOND, of St-Gérard de Berry, district of Abitibi, distrainee.

Avis de vente

Deux parties de terre connues et désignées comme le lot 44, rang VII, et le lot 38 rang VIII, canton Berry, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard de Berry, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1961 à DIX heures a.m.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CONRAD PAQUETTE.
Amos, 30 septembre, 1961. 58957-40-2-o

Notice of sale

Two parts of land known and designated as being lot 44, range VII, and lot 38, range VIII, township of Berry, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Gérard de Berry, on the NINTH day of NOVEMBER, 1961, at TEN o'clock a.m.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Amos, September 30, 1961. 58957-40-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 15,887. EMILE LEMAIRE, demandeur, *vs* PAUL PELLETIER, PAUL-H. MOISAN, curateur, et JACQUES RENÉ de COTRET, syndics, défendeur.

« Un terrain, mesurant cent quatre pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant une partie du lot numéro neuf (P. 9) avec toutes les bâtisses y érigées.

Lequel terrain est compris dans les limites suivantes; en front au nord-ouest la route nationale, en profondeur au sud-ouest, une rue, d'un côté au sud-ouest Albert Côté ou représentant et de l'autre côté au nord-est M. O. Champagne. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Charles de Drummondville, comté de Drummond, SAMEDI le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DEUX heures p.m. heure en vigueur à cette date. Ledit immeuble sera mis en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉO FAUCHER.
Arthabaska, 11 septembre 1961. 58694-37-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15,887. EMILE LEMAIRE, plaintiff, *vs* PAUL PELLETIER, PAUL-H. MOISAN, curator, and JACQUES RENÉ de COTRET, trustee, defendant.

"A lot of land, measuring one hundred and four feet in front, by one hundred feet in depth, the whole English measure, known and designated in the official plan and book of reference for the registry cadaster of the county of Drummond, in the township of Wendover, as being a part of lot number nine (P. 9) with all the buildings thereon erected.

Said terrain is enclosed within the following boundaries; in front, on the northwest, by the national highway, in depth, on the southwest, by a street, on one side, on the southwest by the land of Albert Côté or representative, and on the other side on the northeast by the land of Mr. O. Champagne."

To be sold at the parochial church door of St-Charles de Drummondville, county of Drummond, on SATURDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock p.m., of the time in force on this date. The said immoveable will be put up for sale and adjudged to the highest and last bidder.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Arthabaska, September 11, 1961. 58694-37-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No. 28,048 CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, corporation légale ayant son siège social et principale place d'affaires à Montréal et un bureau à Québec, demanderesse; *vs* VICTOR HUGO PINEAULT, rang St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, P.Q., défendeur.

Contre le défendeur:

Un terrain ou emplacement mesurant soixante pieds (60′) de largeur le long du chemin public, par cent pieds (100′) de profondeur, formant partie du lot numéro trente-cinq (35) pour le premier rang nord-est au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, compris dans les bornes suivantes: vers le sud au chemin public, vers l'est à Joseph St-Gelais, et des autres côtés par le terrain de Dame Mary Villeneuve, veuve de Adélard Fortin, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au palais de justice, à Chicoutimi, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 2 octobre 1961. 58950-40-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 28,048 CHAMPLAIN OIL PRODUCTS LIMITED, legal corporation having its head office and principal place of business in Montreal and an office in Quebec, plaintiff; *vs* VICTOR HUGO PINEAULT, range St-Jean-Baptiste, Chicoutimi, P.Q., defendant.

Against the defendant:

A lot or emplacement measuring sixty feet (60′) in width along the public road, by one hundred feet (100′) in depth, forming part of lot number thirty-five (35) for the first range north-east of the official cadaster of the parish of Chicoutimi, comprised within the following boundaries: on the south, by the public road, on the west, by Joseph St-Gelais, and on the other sides by the lot of Dame Mary Villeneuve, widow of Adélard Fortin, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the office of the Sheriff, at the Court House, at Chicoutimi, on the NINTH day of the month of NOVEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Chicoutimi, October 2, 1961. 58950-40-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 21,911. BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse *vs* ALPHONSE NADEAU, défendeur.

« Une terre bornée vers le nord-est par les nos 216, 214 vers le sud-est par le reste; vers le sud-ouest par le no 218 et vers le nord-ouest par le 2ième rang; mesurant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, contenant en superficie soixante arpents, le tout faisant partie du lot no 217 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Alexandre, comté de Kamouraska. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Alexandre, comté de Kamouraska, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 27 septembre 1961.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.
58951-40-2-o

[Première insertion, le 7 octobre 1961.]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 21,911. CANADIAN NATIONAL BANK, plaintiff *vs* ALPHONSE NADEAU, defendant.

"A farm bounded on the north-east by lots Nos 216, 214, on the south-east by the remainder; on the south-west by No. 218 and on the north-west by the 2nd range; measuring two arpents in front by thirty arpents in depth, having an area of sixty arpents, the whole forming part of lot No. 217 in the official cadaster of the parish of St-Alexandre, county of Kamouraska."

To be sold at the church door of St-Alexandre, county of Kamouraska, on the TENTH day of NOVEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Rivière-du-Loup, September 27, 1961.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
58951-40-2

[First insertion: October 7, 1961.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 538 477. M. BIANCHI et VIC DE LUCA, faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de Bianchi & Co., demanderesse, *vs* PROFESSIONAL REALTY CONSTRUCTION CO. LTD., défenderesse.

Un emplacement composé de:

« 1. Les lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille huit cent vingt-et-un (1821-28-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine;

2. Les lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille huit cent vingt-deux (1822-4-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, particulièrement celle portant le numéro civique cinq cent trente-neuf (539) de la rue Prince-Arthur ouest, dans les cité et district de Montréal. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1961, à DIX heures du matin.

Le Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, le 3 octobre 1961.

L.-P. CAISSE, C.R.
58959-40-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 538 477. MR. BIANCHI and VIC DE LUCA, carrying on business under the name and firm name of Bianchi & Co., plaintiff, *vs* PROFESSIONNAL REALTY CONSTRUCTION CO. LTD., defendant.

An emplacement composed of:

"1. Lots number one and two in the subdivision of lot number twenty-eight of the official subdivision of original lot number one thousand eight hundred and twenty-one (1821-28-1 and 2) in the official plan and book of reference of St-Antoine Ward;

2. Lots number one and two of the subdivision of lot number four of the official subdivision of original lot number one thousand eight hundred and twenty-two (1822-4-1 and 2) in the official plan and book of reference of St-Antoine Ward;

With all the buildings thereon erected, particularly the one bearing civic number five hundred and thirty-nine (539) Prince Arthur Street west, in the city and district of Montreal."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of NOVEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, October 3, 1961.
58959-40-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 87,598. IRVING REALTIES INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social sur le Chemin des Foulons, en la cité de Sillery, district de Québec, contre JOSEPH LACHANCE, résidant en la cité de Québec, district de Québec.

« Une propriété située au Lac Beauport, dans le comté de Québec, comprenant:

a) Un emplacement à être pris à cent vingt pieds (120′) plus ou moins, du chemin public, et

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,598. IRVING REALTIES INC., a body politic and incorporated, having its head office on the Foulons Road, in the city of Sillery, district of Quebec, against JOSEPH LACHANCE, residing in the city of Quebec, district of Quebec.

"A property situated at Lake Beauport, in the county of Quebec, including:

a) An emplacement to be taken at one hundred and twenty feet (120′) more or less, from the

mesurant à cette distance une largeur de cent trente-sept pieds (137′) et ayant une profondeur de cent pieds (100′) borné au nord par l'emplacement ci-après décrit, à l'ouest par une rue projetée, au sud et à l'est par Madame Wn James Rourke, ou représentants, et étant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78 ptie) du cadastre officiel de St-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec;

b) Un emplacement à détacher du lot numéro soixante-dix-huit (78) du cadastre officiel de St-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, mesurant ledit emplacement cent trente-sept pieds (137′) de front sur le côté sud de la route nationale, en environ cent dix pieds (110′) de profondeur à l'ouest et quatre-vingt-quatre pieds (84′) à l'est, borné ledit emplacement, à l'est par la propriété de L. E. Fréchette, au nord par le chemin public, au sud par l'emplacement ci-haut décrit, et à l'ouest par une rue projetée; à distraire du coin nord-ouest de l'emplacement la partie servant présentement de raccordement entre ladite rue projetée et du chemin public; avec droit de passage de la rue projetée située à l'ouest et les emplacements présentement décrits. Le tout avec les bâtisses y érigées circonstances et dépendances, et sujet à la servitude de tuyaux affectant lesdits emplacements. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement à Québec, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MTRE ANTOINE BOURGET.
Québec, le 3 octobre 1961. 58953-40-2-o

[Première insertion: 7 octobre 1961]
[Deuxième insertion: 28 octobre 1961]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 87,598. } IRVING REALTIES INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social sur le Chemin des Foulons, en la cité de Sillery, district de Québec, contre JOSEPH LACHANCE, résidant en la cité de Québec, district de Québec.

« Un lot de terre situé sur le côté sud de la rue Fraser, en la cité de Québec, étant connu et désigné comme la subdivision soixante-neuf du lot originaire cent quarante-huit (148-69) sur les plans et dans les livres de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue; mesurant trente-cinq pieds (35′) de front sur cent onze pieds (111′) de profondeur tout plus ou moins, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et toutes les servitudes existantes en faveur dudit lot et spécialement le droit de passage dans la ruelle faisant communiquer ledit emplacement à la rue, connu et désigné comme les subdivisions soixante-dix-sept et soixante-dix-huit du lot originaire cent quarante-huit (148-77 et 148-78) dudit cadastre et le droit de mitoyenneté dans le mur séparant la propriété voisine au nord-est, et dans le terrain sur lequel il est érigé connu comme la subdivision soixante-dix-A dudit lot originaire cent quarante-huit (148-70-A) dudit cadastre. »

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice à Québec, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Mtre ANTOINE BOURGET.
Québec, le 3 octobre 1961. 58954-40-2-o

[Première insertion: 7 octobre 1961.]
[Deuxième insertion: 28 octobre 1961.]

public road, and measuring from this distance a width of one hundred and thirty-seven feet (137′) and having a depth of one hundred feet (100′) bounded on the north by the emplacement hereinafter described, on the west, by a projected street, on the south and on the east by Mrs. Wm James Rourke, or representatives, and being part of lot number seventy-eight (pt. 78) of the official cadaster of St-Dunstan of Lake Beauport, county of Quebec;

b) An emplacement to be detached from lot number seventy-eight (78) of the official cadaster of St-Dunstan of Lake Beauport, county of Quebec, measuring the said emplacement one hundred and thirty-seven feet (137′) in front on the south side of the national highway, at about one hundred and ten feet (110′) in depth on the west and eighty four feet (84′) on the east, bounded the said emplacement, on the east by the property of L. E. Fréchette on the north, by the public highway, on the south, by the emplacement above described, and on the west, by a projected street; to withdraw from the north-west corner of the emplacement that part presently being used to join the said projected street and the public highway; with right of way from the projected street situated on the west and the emplacements presently described. The whole with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and subject to the servitude of pipes affecting the said emplacements."

To be sold at the Registry Office in Quebec, on the NINTH day of NOVEMBER, next at TWO o'clock in the afternoon.

MTRE ANTOINE BOURGET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 3, 1961. 58953-40-2

[First insertion: October 7, 1961]
[Second insertion: October 28, 1961]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,598. } IRVING REALTIES INC., a body politic and incorporated, having its head office on the Foulons Road, in the city of Sillery, district of Quebec, against JOSEPH LACHANCE, residing in the city of Quebec, district of Quebec.

"A lot of land situated on the south side of Fraser Street, in the city of Quebec, being known and designated as subdivision sixty-nine of the original lot one hundred and forty-eight (148-69) on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame de Québec, outskirts; measuring thirty-five feet (35′) in front by one hundred and eleven feet (111′) in depth all more or less, English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and all the servitudes existing in favor of the said lot and especially the right of way in the lane communicating from the emplacement to the street, known and designated as subdivisions seventy-seven and seventy-eight of the original lot one hundred and forty-eight (148-77 and 148-78) of the said cadaster and the right of joint ownership in the wall dividing the neighboring property on the northeast, and in the lot on which it is erected known as subdivision seventy-A of the said original lot on hundred and forty-eight (148-70-A) of the said cadaster."

To be sold at my office at the Court House in Quebec, on the NINTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Mtre ANTOINE BOURGET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 3, 1961. 58954-40-2

[First insertion: October 7, 1961.]
[Second insertion: October 28, 1961.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 87,598. { IRVING REALTIES INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social sur le Chemin des Foulons, en la cité de Sillery, district de Québec, *contre* JOSEPH LACHANCE, résidant en la cité de Québec, district de Québec.

« Une emplacement de forme irrégulière à déduire des lots cent trente-neuf et cent quarante (139 ptie et 140 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Pierre, Ile d'Orléans, borné ledit emplacement au nord et à l'est au résidu des lots cent trente-neuf et cent quarante appartenant à Louis Godbout, ou représentants, au sud et à l'ouest par la branche est de la route du Pont de l'Ile qui, à cet endroit, décrit une courbe pour se raccorder au chemin de ceinture de l'Ile; mesurant cent trente pieds (130') de largeur à l'arrière du côté est, sur une ligne parallèle à la ligne de division des lots cent trente-neuf et cent trente-huit, et cent pieds (100') de profondeur du côté nord, sur une ligne perpendiculaire à la précédente, courant de la route du pont jusqu'à l'extrémité nord de ladite ligne de cent trente pieds (130'); avec droit à perpétuité de puiser de l'eau et d'installer un aqueduc sur le puits situé près de la route sur la lisière du lot cent trente-neuf restant au vendeur entre l'emplacement vendu et le lot cent trente-huit. Le tout sans bâtisse, le débiteur déclarant que les bâtisses existant actuellement sur ledit terrain ne lui appartiennent pas ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Pierre, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MTRE ANTOINE BOURGET.
Québec, le 3 octobre 1961. 58955-40-2-o

[Prenière insertion: 7 octobre 1961.]
[Deuxième insertion: 28 octobre 1961.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 87,598. { IRVING REALTIES INC., a body politic and incorporated, having its head office on the Foulons Road, in the city of Sillery, district of Quebec, *against* JOSEPH LACHANCE, residing in the city of Quebec, district of Quebec.

"An emplacement of irregular form to be deducted from lots one hundred and thirty-nine and one hundred and forty (139 pt and 140 pt) of the official cadaster for the parish of St-Pierre, Ile d'Orléans, bounded the said emplacement on the north and on the east by the residue of lots one hundred and thirty-nine and one hundred and forty belonging to Louis Godbout, or representatives, on the south and on the west by the branch east of the Island bridge which, at this place, is curved to join road circling the Island; measuring one hundred and thirty feet (130') in width in rear of the east side, on a line parallel to the dividing line of lots one hundred and thirty-nine and one hundred and thirty-eight, and one hundred feet (100') in depth on the north side, on a perpendicular line with the preceding one, running from the bridge road to the northern extremity of the said line of one hundred and thirty feet (130'); with right to perpetuity to draw water and to install an aqueduct on the well situated near the road on the strip of the lot one hundred and thirty-nine remaining to the vendor between the emplacement sold and lot one hundred and thirty-eight. The whole without building, the debtor declaring that the buildings which presently exist on the said lot no longer belong to him."

To be sold at the church door of St-Pierre, Island of Orleans, county of Montmorency, on the TENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

MTRE ANTOINE BOURGET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, October 3, 1961. 58955-40-2

[First insertion: October 7, 1961.]
[Second insertion: October 28, 1961.]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 6409. { J. L. PAYEUR, demandeur *vs* GÉRARD LAQUERRE défendeur, tous deux de Évain, Qué., district de Rouyn-Noranda.

« Les droits acquis sur un certain lot portant le numéro 31 situé dans le rang 7, canton de Boischastel, paroisse d'Évain, ainsi que toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard de Boischastel, Evain, Québec, MARDI le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 1er juin 1961. 58701-37-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 6409. { J. L. PAYEUR, plaintiff *vs* GÉRARD LAQUERRE both of Évain, Qué., district of Rouyn-Noranda.

"The acquired rights on a certain lot of land bearing number 31 situated in range 7, township of Boischastel, parish of Évain, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the church of St-Bernard of Boischastel, Évain, Québec, on TUESDAY SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff's office, *Sheriff.*
Rouyn, June 1, 1961. 58701-37-2-o

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 22,643. { LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, corporation ayant son bureau

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 22,643. { THE CANADIAN BANK OF COMMERCE, a corporation having its head

chef et principale place d'affaires dans la cité de Toronto, province d'Ontario, avec une succursale dans le village d'Ayer's Cliff, district de St-François, demanderesse, *vs* RODOLPHE ROY, du village de St-Malo d'Auckland, district de St-François, défendeur.

« Ce certain morceau de terre situé dans le canton d'Auckland, comté de Compton, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels dudit canton comme le lot numéro cinq A (5-A) dans le quatrième rang dudit canton, avec bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Malo d'Auckland, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1961, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

58684-37-2-o

[Première insertion le 9 septembre 1961]

office and principal place of business in the city of Toronto, Province of Ontario, with a branch office in the village of Ayer's Cliff, district of St. Francis, plaintiff, *vs* RODOLPHE ROY, of the village of St-Malo d'Auckland, district of St. Francis, defendant.

"That certain parcel of land situated in the township of Auckland, county of Compton, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as lot number five A (5-A) in the fourth range of the said township, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Malo d'Auckland, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

58684-37-2-o

[First insertion on the 9th of September, 1961]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 416327.

THE T. EATON CO. LIMITED DE MONTRÉAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME ELIZABETH McKENZIE, épouse de Hubert Ducharme, et ledit HUBERT DUCHARME, avocat, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'à l'effet d'autoriser son épouse, défendeurs.

« Un immeuble situé à Rivière aux Rats, avec toutes les bâtisses dessus érigées et autres dépendances connu sous les lots Nos un, deux, trois et quatre de la resubdivision du lot originaire No cinquante-deux (Nos 52-1, 2, 3, et 4) aux plan et livre de renvoi officiels du rang No. 3, du canton de Carignan.

Les lots Nos un et deux de la resubdivision du lot originaire No cinquante-trois (53-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du rang No 3 du canton Carignan.

Les lots Nos un et deux de la resubdivision du lot originaire cinquante-quatre (54-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du rang No 3 du canton Carignan.

Les lots Nos un et deux de la resubdivision du lot originaire No cinquante-cinq (55-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du rang No 3 du canton de Carignan.

À distraire les parties vendues suivant actes enregistrés sous les Nos 4395, 4345, 3551, 8195, 6692 et 2667 ».

Pour être vendus « en bloc », au bureau d'enregistrement de la ville de La Tuque, MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante et un, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 2 octobre 1961.

58952-40-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 416327.

THE T. EATON CO. LIMITED OF MONTREAL, a body politic and incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff *vs* DAME ELIZABETH McKENZIE, wife of Hubert Ducharme, and the said HUBERT DUCHARME, advocate, of the city and district of Montreal, as much personally as effectively to authorize his wife, defendants.

"An immoveable situated at "Rivière aux Rats", with all the buildings erected thereon and other dependencies known under lot numbers one, two, three and four, of the resubdivision of the original lot fifty-two (No. 52-1, 2, 3 and 4) on the official plan and in the book of reference of range No. 3, of the township of Carignan.

Lots Nos one and two of the resubdivision of the original lot No. fifty-three (53-1 and 2) on the official plan and in the book of reference of range No. 3 of the township of Carignan.

Lots Nos. one and two of the resubdivision of the original lot fifty-four (54-1 and 2) on the official plan and in the book of reference of range No. 3 of the township of Carignan.

« Lots Nos. one and two of the resubdivision of the original lot No. fifty-five (55-1 and 2) on the official plan and in the book of reference of range No. 3 of the township of Carignan.

To withdraw the parts sold according to registered deeds under Nos. 4395, 4345, 3551, 8195, 6692 and 2667".

To be sold "en bloc", at the registry office of the town of La Tuque, WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and sixty-one, at FOUR o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
October 2, 1961.

58952-40-2

INDEX No 40

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1987-A – Construction, districts électoraux de St-Jean et Iberville 4278
1987-A – Construction, electoral districts of St. John and Iberville 4278
1987-B – Chapellerie pour dames et enfants, Province 4281
1987-B – Women's and children's millinery, Province 4281

ARRÊTÉS en Conseil (*suite*) — ***ORDERS in Council*** (*continued*)

1988 – Imprimerie, Montréal 4282
1988 – Printing, Montreal 4282
2012 – Concessions fiscales aux représentants non canadiens de pays étrangers 4282
2012 – Fiscal cancessions to non-Canadian representatives of foreign countries 4282
2023 – Concernant le lièvre 4283
2023 – Concerning hare 4283

AVIS — ***NOTICES***

Église Baptiste Évangélique de Compton (*Requête – Appl.*) 4284
Église Baptiste Évangélique de St. Georges (*Requête – Appl.*) 4284
Shawinigan Water and Power Company (*Requête – Appl.*) 4283

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Canada Pad Limited 4285
Construction Batiscan Ltée 4285
Leduc & Boulanger Limitée 4284
Manoir St-Romuald Inc. 4285
Nashwaak Corporation of Canada Limited 4285
Smith (R. T.) Construction Company Limited 4285
Town Construction Ltd. (Ltée) 4285

Divers — ***Miscellaneous***

Affiliated Factors Corp. (*Dir.*) 4289
Atwater Realty Inc. (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 4289
Bral Furniture Corporation (*Dir.*) 4288
Canadian Import Company (*Dir.*) 4286
Caravelle Construction Corp. (*Dir.*) 4288
Dairy King Inc. (*Dir.*) 4286
Dandy's Restaurant Ltd. (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 4287
Davies Irwin Ltd. (*Dir.*) 4288
Ludlow Canada Ltd. (*Dir.*) 4289
Pilon & Pharan Construction Ltée (*Dir.*) 4286
Placements Demers Inc. (*Dir.*) 4287
Quebec Imports Ltd. (*Dir.*) 4290
St. Jérôme Plaza Inc. (*Dir.*) 4287
Short, (H.D.) Ltd. (*Dir.*) 4286
Simplex Motor Parts Ltd. (*Dir.*) 4289

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abbott (J. Henry) Inc. 4226
Abeilles, Corps de Majorettes Notre-Dame, St-Sacrement Naudville Inc. (Les) 4227
Agences Desautels Ltée (Les) 4227
Agences P.B. Inc. (Les) 4254
Agrico Inc. 4227
Alliance Automobiles Limited 4228
Alliance Automobiles Limitée 4228
Anga Investment Corp. 4228
Anstro Investments Ltd. 4228
Aqua Mining Corporation Limited 4229
Arrow Hosiery Mfg. Ltd. 4229
Association des Veuves de Montréal Inc. 4229
Association des Propriétaires de Belvédère Inc. 4230
Aux Tivoli Inc. 4230
Barlar Inc. 4230
Belvédère Property Owners Association Inc. 4230
Beresford Holdings Ltd. 4231
Biscuiterie Lachance Incorporée (La) 4231
Boulevard Enterprises Ltd. 4239
Byron Holdings Ltd. 4231
Canadian Janitorial Service & Supply Co. Ltd 4232
Canadian Mortgage Brokers Inc. 4232
Canadian Paper Converters Ltd. 4232
Cela Corporation Limited 4233
Claire's Flower Shops Ltd 4233
Clearview Construction Ltd. 4233
Club Aquatique de La Malbaie, Inc. (Le) 4234
Club Sportif de Mont-Laurier Inc. 4234
Commuters Shop Inc. (The) 4234
Compagnie de Finance Empress Ltée (La) 4239
Constant Realty Corp. 4235
Corporation des Loisirs de Papineauville (La) 4235
Couvent de Gentilly 4236
Couvent de Sainte-Angèle 4236
Créations Publicitaires Inc. 4236
Cupra Mines Ltd. 4237
Dansereau et Arsenault Ltée 4237
Distinctive Products Inc. 4237
Drouin (Gustave) Ltée 4238
Drummond Oil Inc. 4255
Elizabeth Hosiery Mills Ltd 4238
Ellendale Investment Corp. 4238
Empress Finance Corporation Ltd. 4239
Entreprises Boulevard Ltée (Les) 4239
Entreprises Machanty Inc. (Les) 4239
Entreprises Rocfort Ltée (Les) 4240
Entreprises Sabrevois Inc. (Les) 4240
Entreprises Saint-Benoît Inc. 4240
Établissements St-François, Inc. (Les) 4241
Épiceries Presto Ltée 4241
407 McGill St. Restaurant Inc. 4241
Foyer St-Sacrement Ltée 4242
Gauthier (Jules A.) Ltée 4242
Glenrae Realties Limited 4243
Graham (Hartley F.) Inc. 4243
Great Dare Copper Co. Ltd 4243
Greenshields Incorporated 4244
Greenshields Ltd 4244
Hellas Corporation 4245
Hotel New Magog Inc. 4245
Ideal Cleaners Ltd. 4252
Immeubles Provost & Provost Inc. (Les) 4245
Imprimerie Continentale Limitée 4246
Independent Meat Packers and Processors Association 4246
Industrial Life Holding Ltd. 4246
Institut d'Immeuble et de Planisme 4247
Institute of Real Estate and Planning 4247
Interprovincial Swimming Pool Co Ltd. 4247
J. & M. Investments Ltd. 4248
Lakeview Plaza Inc. 4248
Lamontagne Limited 4248
Lamontagne Limitée 4248
Laurentide Outfitting Inc. 4249
Létourneau, (A.) Ltée 4249
L. & F. Holdings Ltd. 4249
Librairie Générale Limitée (La) 4250
Maison des Portugais de Montréal Inc. 4250
Mattagami Ready-Mix Ltd. 4250
Meldrum The Mover Ltd 4251

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Mi-Canex Mining and Explorations Limited ... 4251
Miss Maple Grove Inc. ... 4251
Montreal Buildings Contracts & Agencies Inc. ... 4252
Moquin (L. P.) Inc. ... 4252
Nettoyeurs Idéal Ltée ... 4252
Normand (M. H.) Ltd ... 4253
Northern Ligning Products Ltd ... 4253
Oeuvre des Loisirs de Saint-Gédéon de Frontenac Inc. (L') ... 4253
Orlando Construction (Quebec) Ltd. ... 4254
Paquette-Vigeant & Cie Ltée ... 4254
P.B. Agencies Inc. ... 4254
Permanent International Exhibition Corporation ... 4255
Pétroles Drummond Inc. (Les) ... 4255
Photo Service (Graphic) Ltd. ... 4255
Physiothérapeutes de la Province de Québec Inc. (Les) ... 4257
Playboy Club Ltd. ... 4256
Powerland Enterprises Ltd ... 4256
Presto Groceries Ltd. ... 4241
Prima Automobiles Inc. ... 4256
Province of Quebec Physiotherapists Inc. (The) ... 4257
Provost & Provost (Tabac) Inc. ... 4257
Quebec Donuts Ltd. ... 4258
Quebec Iron & Steel Corporation ... 4258
Robin Importers Ltd ... 4258
Rossi (Gino) Inc. ... 4242
St-Germain (J. P.) Inc. ... 4259
St. Hyacinthe Bowling Inc. ... 4259
St. Jean Bowling Inc. ... 4259
S & F Investments Ltd ... 4260
Simon Chemical Co. Ltd ... 4260
Société de Gestion et de Promotion Industrielle Ltée ... 4261
Société Financière du Québec Ltée (La) ... 4261
Société Minière Cupra Ltée (La) ... 4237
Sondage Universel Inc. ... 4261
Stardust Motel Inc. ... 4262
Tee Pee Motel Inc. ... 4262
Tremblay Construction Inc. ... 4262
Universal Drilling Inc. ... 4261

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Alpine Supplies Incorporated ... 4263
Belize Ltd. ... 4263
Black River Mining Limited ... 4263
B.P.L. Telecommunications Inc. ... 4263
Candiac Golf & Country Club Inc. ... 4264
Charward Holdings Corporation ... 4264
Dawson Hannaford & Co. Ltd. ... 4264
Dawson, Hannaford Limited ... 4265
Dura Plastics Ltd ... 4265
Guilmar Garments Inc. ... 4265
Lefay Investments Inc. ... 4265
Malacket (Joseph) & Fils Inc. ... 4266
Produits Blanchet Inc. (Les) ... 4266
Sept-Iles Ready Mix & Equipment Inc. 4266
Tex-Knit Sales Inc. ... 4266

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Associated Windowalls Quebec Ltd. ... 4290
Beaurivage Gardens Ltd.– Ltée ... 4292
Bleuront Corporation ... 4291
Corporation Immobilière du Bas St-Laurent ... 4291
Entreprises Lairet Ltée (Les) ... 4291
Entreprises Rosaire Roy Inc. (Les) ... 4291
Lower St. Lawrence Realty Corporation ... 4291
Novelty Toy Manufacturing Co. Ltd. ... 4291
Rocket Petroleum Explorations Ltd. ... 4292

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Béliveau, Jean-Marc et and Mollot, Lorne 4292
Fraser-Hickson Institute, Montreal (The) ... 4293
Montefiore Club ... 4292

EXAMENS — ***EXAMINATIONS***

Barreau — ***Bar***

Abitibi-Témiscamingue: étude – study ... 4294
Laurentides: étude – study ... 4293
Saguenay: étude – study ... 4293

LIQUIDATION, avis de — ***WINDING UP Notices***

Gauthier *vs* Cherrier ... 4294

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Roberval, cité – city (*Annex.*) ... 4294

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Scottish & York Insurance Co. Limited. 4295

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Despinassy (*Acc.– Grant.*) ... 4297
Dollard-des-Ormeaux (*Dem.– Appl.*) ... 4295
Paspébiac (*Acc.– Grant.*) ... 4296
St-David (*Acc.– Grant.*) ... 4296
Ste-Agathe (*Acc.– Grant.*) ... 4296
Ste-Marthe (*Acc.– Grant.*) ... 4296
St-Ours (*Acc.– Grant.*) ... 4297
Victoriaville, ville – town (*Acc.– Grant.*) 4296

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Derry, canton – township ... 4297
Lussier, canton – township ... 4297
Lussier, canton – township ... 4298
Lussier, canton – township ... 4298
St-Bruno, par. ... 4298
St-Romuald d'Etchemin, par. ... 4299
Salaberry de Valleyfield, ville – town 4299
Taché, canton – township ... 4298
Templeton, canton – township ... 4298

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Commercial establishments, Asbestos (*Amend.*) ... 4299
Construction, St-Jean et Iberville (*Mod.*) ... 4302
Construction, St. John and Iberville (*Amend.*) ... 4302
Établissements commerciaux, Asbestos (*Mod.*) ... 4299
Glass, Quebec (*Amend.*) ... 4301
Verre, Québec (*Mod.*) ... 4301

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Eustache-sur-le-Lac au territoire de la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac. 4302
Extension of the jurisdiction of the municipal Court of the town of Saint-Eustache-sur-le-Lac to the territory of the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-Lac ... 4302

RATIFICATIONS *CONFIRMATION*

de titres *of Titles*

Rainu Ltd et – and Bissell 4267
Rainu Ltd et – and Bissell 4267
Rainu Ltd et – and Héroux 4268
Rainu Ltd et – and La Société Central d'Hypothèques et de Logement 4269
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4270
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4271
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4272
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4273
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4274
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4275
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4276
Rainu Ltd et – and La Société Centrale d'Hypothèques et de Logement 4277

SOUMISSIONS *TENDERS*

Barraute, comm. scol.– school comm. ... 4308
Banlieue des Trois-Rivières, comm. scol. – school comm. 4303
Beauport-Ouest, munic. 4312
Coaticook, comm. scol.– school comm. .. 4305
Douville, munic. 4307
Drummondville, comm. scol.– school comm. 4309
Fabreville, ville – town 4313
Hull, cité – city 4314
Ste-Philomène d'Egan, comm. scol.– school comm. 4311
St-Félicien, comm. scol.– school comm. 4306

SYNDICATS *SYNDICATES*

Coopératifs *Cooperative*

Coopérative d'Égout de St-Léonard (*Fond.– Found.*) 4316
Syndicat de Travail de Destor (*Fond.– Found.*) 4316

Professionnel *Professional*

Syndicat des Employés de Chanteclerc Ltée (*Const.–Inc.*) 4316

VENTES *SALES*

Effets non-réclamés *Unclaimed Goods*

Canadian Pacific Express Company ... 4316

Licitation *Licitation*

Côté *vs* Côté 4317

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Tardif *vs* Leblond 4317

Arthabaska *Arthabaska*

Lemaire *vs* Pelletier *et al* 4318

Chicoutimi *Chicoutimi*

Champlain Oil Products Limited *vs* Pineault 4318

Kamouraska *Kamouraska*

Banque Canadienne Nationale *vs* Nadeau 4319
Canadian National Bank *vs* Nadeau ... 4319

Montréal *Montreal*

Bianchi *et al vs* Professional Realty Construction Co. Ltd. 4319

Québec *Quebec*

Irving Realties Inc. *vs* Lachance (Lac Beauport) 4319
Irving Realties Inc. *vs* Lachance (Québec) 4320
Irving Realties Inc. *vs* Lachance (St-Pierre, I.O.) 4321

Rouyn-Noranda *Rouyn-Noranda*

Payeur *vs* Laquerre 4321

Saint-François *Saint Francis*

Banque Canadienne de Commerce (La) *vs* Roy 4321
Canadian Bank of Commerce (The) *vs* Roy 4321

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

T. Eaton Co. Limited (The) *vs* McKenzie *et vir* 4322

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec